

Le Monde

idées

L'ENA

La probable nomination à la tête de l'Ecole nationale d'administration de M. Simon Nora relance le débat sur la réforme, dont Odon Vallet souligne la nécessité, de cette institution. Alain Catta lui reproche d'être surtout l'école des beaux quartiers. Bernard Cottin et François Hollande préconisent une série de mesures destinées à la démocratiser. Jean-Pierre Dubarry, quant à lui, est partisan de supprimer purement et simplement le monopole de fait que l'ENA détient sur les postes de responsabilité de l'administration centrale.

L'école des beaux quartiers

par ALAIN CATTÀ (*)

La réforme de l'ENA figure en bonne place parmi les projets du ministre de la fonction publique. L'opposition et certains anciens élèves lui prêtent de bien autres intentions : le P.C. cherche à phagocytter l'Ecole, où, sous couvert de démocratisation, il introduit des syndicalistes (c'est-à-dire, cela va de soi, des cégétistes membres du parti) ; la formation donnée aux élèves risque d'être fortement teintée d'idéologie. Aujourd'hui réputée pour sa neutralité et le sérieux de ses études, l'ENA deviendra demain, si l'on en croit ces détracteurs, le point de passage de militants méritants que le pouvoir souhaiterait promouvoir vers de hautes responsabilités administratives, tandis que les tâches de formation professionnelle passeront à l'arrière-plan des soucis des administrateurs de l'Ecole. Bref, la réforme de l'ENA, voulue par M. Le Pors et la majorité, serait aussi inutile que dangereuse.

Tout a été dit sur l'urgence d'une démocratisation de l'Ecole. Le débat a rarement porté sur la qualité de ses enseignements, comme si elle échappait à la critique. Or ce point, tout autant que la diversité des recrutements, est capital. Oui ou non, l'ENA prépare-t-elle les futurs hauts fonctionnaires aux tâches qui les attendent ?

Force est de reconnaître que l'ensemble de la scolarité souffre d'un vice majeur : la sélection permanente. L'esprit entièrement tendu vers le rang de sortie qui déterminera - à jamais pour beaucoup d'entre eux - leur carrière, nombre d'élèves se soucient comme d'une guigne d'acquiescer une réelle aptitude administrative ; ce qui compte, c'est de « bien sortir ». Ponctué par des examens aussi nombreux que rapprochés, la scolarité devient un « rase-terrain » fastidieux, dont le bachotage, la chance, l'aptitude à se procurer les documents en circulation dans l'administration, déterminent l'issue. A ce jeu-là, ce sont souvent les fils et les filles de hauts

fonctionnaires, d'industriels, des professions libérales, qui l'emportent : ils connaissent le langage qu'on attend d'eux, les ficelles qui font la bonne copie. Ceux que leur origine et leur formation ne prédestinent pas au maniement de ces recettes, iront peupler les administrations techniques, réputées peu nobles, tandis que les premiers rejoindront les grands corps de l'Etat dont ils s'empresseront de sortir après un purgatoire de quatre ans pour gagner les riviages plus ensablées des cabinets ministériels. A cet égard, les listes des cabinets publiées par le Monde sont un échantillon.

C'est en vain que l'on permettra à des jeunes issus de la vie associative, syndicale ou autre, de rejoindre l'Ecole si la sélection permanente pendant la scolarité continue de donner l'avantage aux étudiants des « beaux quartiers ». Il faut que les nouveaux venus puissent accéder à toutes les carrières administratives auxquelles l'ENA donne vocation, sans risque d'être a priori relégués dans les fonctions qui passent pour les moins nobles, comme c'est le cas aujourd'hui pour de nombreux élèves issus du concours interne. C'est au sentiment absurde de hiérarchie des ministères qu'il faut donc s'attaquer. Y parvenir suppose qu'il ait été supprimé du moins fortement corrigée la relation rang de sortie - carrière, et que l'on ait réussi à persuader les élèves que rien ne compense ni ne finit avec les grands corps.

Comment ? La réponse, difficile, est laissée à l'ingéniosité du gouvernement. Mais il est à craindre que les modalités d'un élargissement du recrutement des énarques ne portent pas les fruits escomptés si l'organisation, le contenu et la sanction des études de l'Ecole ne font pas l'objet, dans le même temps, d'un examen critique.

(*) Conseiller à l'ambassade de France en Malaisie. Ancien élève de l'ENA.

Un monopole à supprimer

par J.-P. DUBARRY (*)

La réforme de l'Ecole nationale d'administration est généralement abordée sous deux aspects, égaux des perspectives entre anciens élèves et milieu d'origine, qui occultent le problème - au moins aussi important - des avantages que la collectivité retire du système en vigueur, comparé aux différents coûts qu'elle supporte à cet effet. Autrement dit, l'ENA permet-elle une administration efficace et à quel prix ?

Laissons de côté les problèmes, réels, de quelques corps aux effectifs peu nombreux nous ne considérons que la caractéristique essentielle du système : le monopole donné sur l'ensemble de l'administration centrale à un groupe de fonctionnaires faisant l'objet d'un recrutement unique, c'est-à-dire ayant un intérêt collectif à valoriser leur groupe face à des concurrents potentiels.

Commençons par la deuxième question, celle du coût collectif résultant de l'ENA. La réponse est claire. Il est prohibitif, à deux points de vue.

Les avantages démesurés, quelle que soit la carrière que l'on suive ultérieurement, qu'offre l'Ecole par rapport aux autres filières orientées vers la fonction « administration des ministères » une part excessive des meilleurs étudiants au détriment d'autres fonctions aussi essentielles pour la collectivité. Une partie de ces ressources est stérilisée. Les candidats externes multiplient les formations préalables en pensant accroître leurs chances de réussite ou améliorer leur rang de sortie ; c'est souvent le dilemme d'une vie professionnelle qui se trouve ainsi gaspillée. Même chose pour le concours interne ; on a insisté sur la multiplication de candidats de formation supérieure qui l'ont détourné de son but initial, mais on a insuffisamment souligné le gaspillage qui en résulte lorsque, pour s'assurer une carrière décente dans l'administration centrale, un agrégé, un ingénieur ou un chargé de mission au talent confirmé doit sacrifier à une préparation à base de bachotage et à une scolarité qui apporte alors peu de chose.

Le déroulement des carrières augmente considérablement le coût réel de la fonction remplie par les anciens élèves. La carrière dans l'administration centrale s'arrête à quarante-cinq ans ; passé cet âge, ou bien l'ancien élève a obtenu une sortie confortable dans le secteur public ou parapublic, ou bien il commence à s'installer dans une de ces semi-retraites que les administrations centrales organisent en leur sein ou dans leur mouvance. On a insuffisamment souligné en revanche le phénomène d'« échelle de perchoir » qui s'est instauré et qui se développe ; par une stratégie de corps, l'administration, c'est-à-dire les anciens élèves, se gère de manière à assurer un débouché honorable même à ceux dont la réussite est la moins évidente, les autres haussant d'autant plus leurs prétentions. D'où la multiplication des emplois parasites et l'écrémage de la grande majorité des postes de responsabilité des organismes au contact de l'administration par les fonctionnaires issus de l'administration centrale. Ce qui est une nouvelle source de gaspillage, voire d'inefficacité, puisque le travail dans l'administration centrale prépare mal à l'animation d'organismes pesants.

Cotant trop cher à la collectivité, l'ENA assure-t-elle cependant l'efficacité de l'administration ? Les réunions internationales insistent que la qualité relative des fonctionnaires français, autrefois incontestée, baisse. C'est peut-être dû en partie à la revalorisation de la fonction publique chez nos partenaires, mais c'est aussi une conséquence d'une moindre efficacité de notre administration.

Dans les années 1950-1960, l'ENA a permis d'améliorer la formation des fonctionnaires et d'insuffler à ses élèves un souci du service public et un esprit conquérant pour investir l'Etat et remplacer les « non-ENA ».

Depuis, la mentalité de « rentier » progresse. C'est que les perspectives de carrière de chacun sont désormais assurées par le système et très largement indépendantes de l'efficacité de l'administration d'accueil.

Nombre d'anciens élèves deviennent des spectateurs ; de plus en plus nombreux sont ceux qui veulent « voir les choses intéressantes » selon leur expression, c'est-à-dire user de leur poste comme d'un observa-

toire permettant de porter un œil curieux, mais débauché, sur la vie du pays, sans se sentir impliqué par elle.

Autre manifestation du désintérêt pour la chose publique : opposée à la première, la rupture entre les administrateurs et les services qu'ils devraient animer. Pour une carrière bien gérée, il est souvent plus intéressant d'être chargé de mission auprès d'un responsable que de faire travailler un bureau. Conséquence : la façade administrative demeure mais les dossiers ne sont plus traités ni connus au fond. Ainsi s'explique que des pans entiers de plusieurs ministères dits techniques tournent à vide alors que les quelques affaires importantes sont expédiées par les cabinets ministériels ou leurs satellites.

Ces travers ne sont peut-être que le fait d'une minorité. Il serait absurde d'expliquer tous les maux de l'administration par la trop grande rigidité du recrutement de ses responsables. Il reste que l'ENA n'est plus le gage d'efficacité qu'elle a été.

Que faire ? Démocratiser le recrutement de l'Ecole ou assurer une meilleure égalité des chances entre élèves est insuffisant.

La solution ? Supprimer le monopole de droit et plus encore de fait que l'ENA détient sur les postes de responsabilité de l'administration centrale et, en particulier, du bureau qui constitue le ministère de l'économie et des finances. Pourquoi n'y aurait-il pas un ingénieur des mines chef de service au Trésor ? Des situations inverses se sont bien produites. Supprimer aussi les avantages excessifs que l'appartenance à l'administration centrale donne pour l'obtention des « postes de débouchés ».

Le renouveau de la fonction publique passe par une émulation restaurée pour tous les postes entre les corps de fonctionnaires, ceux issus de l'ENA, ceux venant des écoles d'ingénieurs, ceux de la magistrature et de l'enseignement, ainsi que par une égalisation des possibilités que le secteur parapublic offre aux anciens fonctionnaires, aux cadres qui ne sont pas passés par la fonction publique et aux animateurs de mouvements sociaux.

* Economiste.

S'adapter aux réalités

par ODON VALLET (*)

Sciences-Po, on semble plutôt s'orienter vers une réforme menée en liaison avec les instituts d'études politiques rénovés.

Ainsi, phénomène très nouveau, seulement 34 % des étudiants reçus en année préparatoire de l'E.P.E. de Paris viennent-ils directement du baccalauréat. 20 % ont suivi une préparation payante d'un an ou plus dans un établissement privé et 39 % une préparation payante d'état. La démocratisation de Sciences-Po et donc de l'ENA passe sans doute par la création de préparations gratuites d'état ou d'une année scolaire dans des lycées (ou des facultés) de Paris, de banlieue et de province.

En matière de décentralisation, les statistiques sont difficiles à interpréter : en 1980, si seulement 11 des 138 élèves reçus avaient préparé le concours en province, près de la moitié y avaient effectué leurs études secondaires. L'ouverture de l'ENA sur la France entière exige sans doute une promotion des instituts d'études politiques de province, eux-mêmes créés d'ailleurs en même temps que l'ENA par l'ordonnance du 9 octobre 1945. Les projets de loi sur la décentralisation et leur impact sur la fonction publique communale, départementale et régionale sont peut-être la chance historique que ces instituts ne doivent pas laisser passer.

En plus de ces données de fait, des évolutions plus volontaires et donc plus délicates sont possibles. Ainsi, l'ouverture de la haute fonction publique sur la société française peut-elle passer par le recrutement de fonctionnaires issus du monde syndical, ou associatif, soit grâce aux concours internes de l'ENA et à leur cycle préparatoire, soit par l'intermédiaire d'un centre de formation permanente conduisant aux tours extérieurs et aux emplois contractuels de haut niveau. Des procédures préservant la neutralité politique de la haute fonction publique devraient alors être envisagées.

On peut aussi penser à une participation élargie de non-fonctionnaires (chefs d'entreprise, journalistes etc...) aux jurys de l'ENA. De même l'enseignement des différentes matières administratives pourrait-il mieux prendre en compte le contexte social et culturel dans lequel s'insère le travail de l'administration. Naturellement, les risques de politisation partisane doivent être soigneusement évités.

Aucune réforme de l'ENA n'est complète si elle ne concerne pas les débouchés de l'Ecole. Tant sur les débuts de carrière (extension aux administrateurs civils de certains avan-

tages des grands corps) que sur les milieux de carrière (plus grande mobilité, élargissement des tours extérieurs) et les fins de carrière (création d'un grade d'administrateur général), les propositions ne manquent pas.

Depuis 1945, l'ENA a déjà connu deux réformes majeures et six ou sept de moindre importance. Elle a déjoué les rumeurs chroniques concernant sa suppression en s'adaptant aux réalités nouvelles. Le propre d'une institution vivante est de se réformer.

(*) Maître de conférences à l'E.P.E. de Paris auteur de l'ENA toute nue (Ed. du Moniteur).

Quelle administration pour quel pouvoir ?

par BERNARD COTTIN (*)

et FRANÇOIS HOLLANDE (**)

restaurer la primauté du politique, et donc celle du gouvernement sur son administration.

Pour cela, réformer la seule ENA reviendrait à ne s'attaquer qu'à la partie émergée de l'iceberg. C'est l'ensemble des structures qui ont produit le giacardisme qu'il faut réformer.

La « haute » fonction publique est un microcosme dont les défauts majeurs - élitisme, corporatisme, absence d'ouverture sur le monde extérieur - pèsent lourdement sur la neutralité et la subordination au pouvoir politique.

L'élitisme est partout, du concours de l'ENA à l'affectation dans les grands corps, des privilèges et avantages matériels aux carrières réservées.

Le corporatisme est général.

Plus d'un tiers de siècle après la création de l'ENA, qui devait y mettre fin, les hauts fonctionnaires se répartissent en un peu plus d'une dizaine de corps, tous jaloux des prérogatives du voisin. Même le corps des administrateurs civils, interministériel selon les textes qui le fondent, a vu sa gestion et ses membres éparpillés entre les ministères. La mobilité imposée aux administrateurs est déformée de ses objectifs : d'occasion de réorientation, elle est réduite à un bref passage dans une administration, avant retour impératif dans le ministère d'origine.

Chaque ministère s'érige en bastion disposant de son personnel et de ses moyens mis au service d'une politique, qui trop souvent s'impose au ministre lui-même. A la limite, celui-ci n'est plus que le porte-parole d'une administration ou d'un groupe de fonctionnaires, eux-mêmes étroitement liés à une profession. Les organismes parapublics, les fédérations professionnelles, et les grandes entreprises privées, chassées gardées naturelles des ministères de tutelle, constituent un merveilleux débouché pour ceux qui ont su comprendre les intérêts objectifs qui unissent une profession à une administration.

Si le pouvoir socialiste souhaite la neutralité et l'indépendance pour la « haute » fonction publique, il doit les rechercher dans deux directions : une plus grande concentration entre les ministères, une plus grande mobilité des fonctionnaires qui y servent. Quatre mesures sont susceptibles d'agir en ce sens :

• la suppression de l'accolé direct, à la sortie de l'ENA, aux corps de contrôle ou d'inspection ;

• l'harmonisation totale des conditions matérielles et professionnelles faites aux hauts fonctionnaires ;

• l'instauration d'une véritable gestion interministérielle du corps des administrateurs civils, sous l'autorité du premier ministre ;

• la généralisation et l'extension de l'obligation de mobilité.

Ces mesures casseraient certainement certaines filières privilégiées d'accès au pouvoir et circonscraient très précisément la politisation de l'administration aux seuls titulaires de certains « emplois à la disposition du gouvernement » dont le nombre pourrait sans doute être diminué. Elles assureraient l'indépendance de l'administration à l'égard des groupes de pression et rendraient enfin à la « haute » fonction publique le sens de l'intérêt général, qu'elle a trop souvent perdu.

Ces propositions ne sauraient être dissociées du sort fait aux fonctionnaires de direction, qui ne sont pas passés par l'ENA, et aux corps équivalents, dont l'intégration dans un corps unique regroupant l'ensemble des hauts fonctionnaires devrait être dès maintenant envisagée. L'ensemble de ces réformes devrait, bien entendu, être intégré dans la nécessaire réforme de la fonction publique liée à la décentralisation.

Les changements de titulaires, fussent-ils justifiés politiquement et juridiquement, ne suffisent pas à lever le climat de méfiance qui s'est établi entre le gouvernement et son administration. Le pouvoir doute de la loyauté de ses agents et met en cause leur mode de pensée ; ceux-ci souffrent de la toute-puissance des cabinets ministériels et répugnent à changer leurs habitudes. Seules des réformes de structures assurant la neutralité et l'indépendance des hauts fonctionnaires pourraient restaurer la confiance indispensable.

Est-il possible qu'un gouvernement qui compte dans ses rangs presque autant d'anciens élèves de l'ENA que celui qui l'a précédé puisse s'engager dans une telle voie ? Ce sera un des tests de la démocratisation de notre administration, tant réclamée par l'ancienne opposition.

(*) Ancien élève de l'ENA.

(**) Ancien élève de l'ENA, membre du conseil d'administration de l'Ecole.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Halles
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 6297-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
463 F 842 F 1241 F 1620 F

ÉTRANGER
(par messagerie)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F

II - SUISSE, TUNISIE
386 F 667 F 949 F 1230 F

Par voie aérienne
Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les souscriptions en espèces d'impression.

CHAILLOT

15 MARS • 15 AVRIL

THEATRE GEMIER (en alternance)

L'ORFEO (Coproducteur Théâtre National de Chaillet - Théâtre National de l'Opéra)

HYPPOLITE

GRAND FOYER

MILLE ET UNE NUITS

raconté par Nacer Khemir

CONCERT DE MUSIQUE

TRADITIONNELLE DU MAGHREB

par Hamid Mesbahi

GRAND THEATRE

PENTHESILEE

A PARTIR DU 20 AVRIL

par le T.N.S.

Après la forme brève, en attendant le début du spectacle au Grand Théâtre et au Théâtre Gemier, le public pourra se restaurer au Bar Bleu où des musiciens joueront tout au long de l'année.

DEBAT PUBLIC: Le théâtre

et la société d'aujourd'hui.

Le temps est-il venu, ou revenu, d'un grand théâtre des idées ? Ce débat sera animé par Michel Bataillon, Danièle Sallenave et Antoine Vitez.

GRAND FOYER 20 H 30 MARDI 16 MARS

ENTREE PLACE DU TROCADERO

RENSEIGNEMENTS: TEL. 727.81.15

Accédez
de
pour

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

Guatemala

Une grande confusion règne après les élections du 7 mars

Les élections du 7 mars au Guatemala n'auront guère contribué à dénouer la situation dans un pays déjà au bord de l'effondrement civil. Trois des quatre candidats à la présidence, qui ont recueilli, selon les résultats officiels eux-mêmes, plus de 60 % des suffrages, ont demandé l'annulation du scrutin. Ils font état de fraudes en faveur du général Guzmán. Cet officier, ancien ministre de la défense de l'actuel chef de l'Etat, candidat de la « continuité militaire », s'est lui-même proclamé élu, le mardi 8 mars. La gauche et l'extrême gauche, pour qui ce scrutin était une « farce », n'avaient pas présenté de candidat.

De notre envoyé spécial

Guatemala. — Au milieu des gaspilleurs, alors que des coups de feu partent de tous côtés, les trois opposants au général Guzmán, candidat officiel à l'élection présidentielle du 7 mars, sont fermement invités, vers 18 heures, le mardi 8, à monter dans des autobus de la police. Celui-ci s'éloigne puis disparaît.

M. Mario Sandoval, Alejandro Maldonado et Gustavo Amato se dirigent, au moment de l'incident, vers le palais présidentiel, pour remettre au chef de l'Etat, le général Lucas, une demande d'annulation des élections de dimanche. Ils sont restés détenus deux heures.

Le centre de la capitale était, pendant ce temps, le siège de plusieurs manifestations. Elles ont été énergiquement dispersées par les forces de l'ordre, qui ont tiré sur la foule d'armes à feu. Les sirènes, les hurlements, les coups de gaz, et quelques casques allemands de la deuxième guerre mondiale, ont contribué à créer un climat tendu. Quelques coups ont été donnés et plusieurs journalistes étrangers, temporairement détenus, ont été blessés.

Dans ce pays au bord de l'effondrement civil, tout pouvait arriver. Les provocations n'ont pas manqué : coups de feu, mitraillage du siège du mouvement de libération nationale (extrême gauche), arrestation du frère de l'un des candidats, M. Sandoval (leader de ce même M.L.N.). Le bilan, en fin de journée, était pourtant moins dramatique que celui des jours précédents au Guatemala : quelques blessés par balles.

Le ministre de la défense, le chef d'état-major et le porte-parole du général Guzmán avaient assuré que le gouvernement ne tolérerait aucune altération de l'ordre. « Nous n'acceptons pas

les accusations de fraude », avaient-ils prévenu. Pour les autorités, la situation est simple : les élections ont été « limpides, pures et transparentes » : l'armée et le président ne s'étaient pas engagés à ce qu'il en soit ainsi ? Ceux qui croient avoir décelé des fraudes n'ont qu'à recourir, comme le veut la loi, aux tribunaux.

Les trois candidats d'opposition au général Guzmán, représentant toutes les nuances du conservatisme — de l'extrême droite à la démocratie chrétienne réformiste — s'étaient mis pour réitérer les accusations de fraude formulées dès le lundi 3 par chacun d'eux. Ils avaient, en conséquence, invité le peuple à manifester. Ils ont aussi annoncé la démission probable de leurs partisans au Congrès.

En termes de cette journée agitée, gouvernement, armée et partis politiques campent sur leurs positions. Le général Guzmán, candidat du pouvoir, s'est violemment élevé contre ses adversaires. La meilleure preuve de sa victoire (1) tient, selon lui, au fait que les résultats officiels correspondent aux indications de certains sondages faits avant le scrutin, département par département.

Le secteur privé se tient sur la réserve. Son mécontentement est évident et connu, mais pas officiel. L'ambassade des Etats-Unis n'a rien dit depuis qu'elle a été informée par un journaliste, même américain, du département d'Etat, quant à lui, a fait part de sa préoccupation et a invité le gouvernement de Guatemala à démontrer qu'il n'y a pas de fraude.

FRANCIS PISANI.

(1) Les résultats officiels donnent 318 000 voix au général Guzmán, contre 236 000 à M. Sandoval (M.L.N., extrême gauche), 190 000 à M. Maldonado (centriste) et 82 000 à M. Amato (Centrale authentique nationaliste, droite).

« Le Nicaragua a mis en place une force militaire la plus puissante d'Amérique centrale » déclare le directeur-adjoint de la C.I.A.

De notre correspondant

Washington. — Les accusations contre le Nicaragua se fondent sur des « preuves irréfutables », affirme récemment le général Haig. Devant le scepticisme de divers commentateurs, il s'est décidé à les publier. On a assisté ainsi mardi 9 mars, au département d'Etat, à une projection tout à fait inhabituelle de diapositives commentées par deux hommes de l'armée, l'amiral Inman, directeur adjoint de la Central Intelligence Agency (C.I.A.), et M. John Hughes, directeur adjoint de l'Agence de renseignements du Pentagone. La présence de ce dernier revêtait un caractère symbolique : c'est lui qui avait montré à la presse en 1982 les lance-missiles soviétiques à Cuba.

La projection de mardi n'avait pas pour but de prouver l'engagement sandiniste au Salvador — lequel fera l'objet de révélations en évidence la mise en place d'une machine de guerre disproportionnée au Nicaragua, avec l'aide des Cubains et des Soviétiques.

Les photographies sérieuses des agences de renseignements sont très nettes, mais indéchiffrables par un profane. On les a mises en valeur par diverses légendes et essais. « Vous voyez là un hélicoptère H1P », expliquait M. Hughes en pointant sa baguette sur l'écran. « Ici, ce sont les travaux d'agrandissement de l'aéroport de Puerto Cabezas... ». Cette œuvre, dit-il, est en trois parties, organisée sur le modèle cubain, avec une course d'obstacles de style soviétique.

La C.I.A. évalue à 6 000 le nombre des conseillers cubains présents au Nicaragua. Ils se répartissent en 1 000 pour les questions militaires, 500 pour la médecine, 800 pour le gouvernement, 2 200 pour l'enseignement et 750 pour les travaux de construction. S'y ajouteraient 50 à 70 officiers soviétiques chargés principalement de l'entraînement militaire. L'amiral Inman a également mentionné des conseillers de l'Organisation pour la libération de la Palestine (O.L.P.), mais sans en préciser le nombre ni l'activité.

Selon l'amiral Inman, le Nicaragua ne compte pas 14 000 soldats, comme l'affirment les services de renseignements de New-York. Le ministre de l'Agriculture, mais 25 000 à 30 000 pour les forces régulières, auxquels s'ajouteraient plus de 100 000 réservistes. Les partisans actifs seraient passés de 13 (sous le régime somoziste) à 49 actuellement. Quatre aéroports militaires seraient en cours d'agrandissement pour accueillir des Mig soviétiques à la fin de l'année. Le Nicaragua disposerait notamment de deux hélicoptères de 25 tanks T-55, de 13 mortiers de 158 millimètres et de 12 blindés.

Ces chiffres ne paraissent nullement dérisoires au directeur adjoint de la C.I.A. « Le Nicaragua, dit-il, a mis en place la force militaire la plus puissante d'Amérique centrale. Selon nos informations, ce pays est en mesure de lancer une attaque à grande échelle contre les Etats-Unis, ce qui n'est pas une tâche facile. Ce ne peut être dans un but défensif ».

El Salvador

« Nous sommes en mesure de déclencher l'insurrection dans la capitale » nous déclare un dirigeant de la guérilla

De notre envoyé spécial

Managua. — « Nous sommes pour une négociation politique, pour un processus électoral au Salvador, entouré bien sûr de garanties sérieuses... », M. Fernando Cienfuegos, membre de l'état-major composé de cinq membres du front Farabundo, Martí de libération nationale,

nous a reçu dans une villa isolée et déserte d'un quartier résidentiel de Managua. Petit, sec, un air de monastère, le regard noir, il se dit « en transit » au Nicaragua. Il affirme n'avoir « aucun problème pour entrer ou sortir du Salvador ». Il a manifesté une certaine inquiétude de la part de la guerre, dit-il, et il ne cesse pendant l'entretien de dessiner des croquis pour exposer l'évolution de la guerre civile salvadorienne depuis deux ans.

« Nous n'avons pas, dit-il, à nous prononcer sur les élections du 28 mars. Nous ne pouvons pas donner de conseils aux Salvadoriens. Les élections ne sont pas notre affaire. Nous avons acquis une certaine force militaire, et nous pouvons maintenant déclencher un processus insurrectionnel dans les villes, y compris à San Salvador, la capitale. Mais nous ne le faisons pas, car nous ne sommes pas une force militaire globale. En attendant, nous poursuivons les opérations de guérilla ».

M. Fernando Cienfuegos affirme que la direction militaire du front Farabundo-Martí a « beaucoup réfléchi et nettement infléchi sa position de combat ». Il insiste sur le fait que le but des livres que les « recommandations amicales » des amis étrangers du front y sont sans doute pour quelque chose, mais il insiste sur la position « réaliste et politique » actuelle de la guérilla.

6 000 combattants et 20 000 miliciens

Il a fait des études de médecine, de sociologie et d'histoire de l'art à San Salvador et est entré dans la clandestinité en 1971. On ne sait pas de quoi il s'agit, mais il dit : « Dirigeant des « Forces armées de résistance nationale », il a intégré l'état-major conjoints l'année dernière et estime que le front n'a commencé à se préoccuper de relations internationales qu'en 1980, avec beaucoup de retard et de retard ».

A la différence des sandinistes nicaraguayens, le front Farabundo-Martí se réclame ouvertement du marxisme-léninisme. « Mais ça va d'abord », affirme M. Cienfuegos, une méthode d'analyse de la société. Je suis chrétien comme la plupart des Salvadoriens. Que nous nous réclamions du marxisme-léninisme ne signifie pas que nous voulons construire une société socialiste. Ne rêvons pas. Pour le socialisme, il faudra sans doute attendre encore un siècle. Nous prétendons seulement avoir un régime démocratique. Cela ne serait déjà pas si mal... »

Selon lui, il n'est pas juste de dire que les « forces armées » au Salvador, il s'agit de forces « semi-contrôlées ». Mais il est

Si l'on en croit le Washington Post du 10 mars, la C.I.A. ne se contente pas de photographier le Nicaragua. Elle commence à mettre en place une force paramilitaire composée de cinq cents hommes, qui opèrera dans quelques mois à partir de la frontière hondurienne. La Maison Blanche aurait donné son feu vert à ces actions clandestines, auxquelles serait alloué un budget de 19 millions de dollars.

Selon le quotidien, l'objectif est d'obliger le régime sandiniste à interrompre son aide aux guérillas salvadoriennes. La force paramilitaire perturberait l'économie du Nicaragua en détruisant des objectifs vitaux, comme les ponts, les centrales électriques, sans menacer des vies humaines.

Se référant à un document du Conseil national de sécurité, le Washington Post affirme que les cinq cents hommes et les 19 millions de dollars ne constituent pas un plafond : si c'est nécessaire, on augmenterait les effectifs et le budget. La C.I.A. ajoute-t-il, voudrait recruter des Latins-Américains, dont certains sont actuellement entraînés en Argentine.

Cet entraînement n'a pas été commenté par M. Thomas Sanders, assistant du secrétaire d'Etat pour les affaires interaméricaines, qui vient de séjourner quarante-huit heures à San José. Le collaborateur du général Haig a conclu sa visite, mardi, par des déclarations ambiguës sur le rôle « actif » de la force paramilitaire centrale « quelle que soit l'action entreprise ».

ROBERT SOLE.

En visite à Washington

LE PRÉSIDENT SOMALIEN SYAAD BARRE VEUT RELANCER LA COOPÉRATION MILITAIRE AVEC LES ETATS-UNIS.

Washington (Bester). — Le général Mohamed Siyad Barre, chef de l'Etat somalien, est arrivé mardi 9 mars à Washington pour une visite au cours de laquelle il s'efforcera d'obtenir un accord de coopération de l'aide américaine.

Le général Siyad Barre reste trois jours à Washington, où il recevra le 11 mars le président Ronald Reagan, puis M.M. Alexander Haig et Caspar Weinberger, respectivement secrétaire d'Etat et à la défense.

Les Etats-Unis n'ont pas encore commencé les livraisons promises au titre de l'aide militaire, délaissée-on de source américaine. Washington comprend que Mogadiscio désire recevoir davantage d'aide américaine, mais les volumes d'aide actuellement disponibles sont limités, ajoute-t-on de même source.

Le président somalien avait signé avec l'ancien président Jimmy Carter un accord ouvrant les installations navales et aériennes du port de Berbera, sur le golfe d'Aden, aux Etats-Unis. En retour, Washington devait fournir une aide militaire de 45 millions de dollars.

Pérou

LE PRÉSIDENT BELAUNDE REFUSE DE LANCER L'ARMÉE CONTRE LA GUÉRILLA ANDINE (De notre correspondante.)

Lima. — Dix-neuf mois après avoir accédé à la présidence, M. Fernando Belaúnde, qui dirige l'un des rares régimes démocratiques de l'Amérique latine, doit faire face à un embryon d'insurrection armée. Faut-il parler de guérilla ? Le général José Gaspar, ministre de l'Intérieur, estime que « les événements de la semaine dernière, à Ayacucho, marquent la première offensive de la guérilla dans le pays ».

Dans la nuit du 2 au 3 mars, la ville d'Ayacucho, trente mille habitants, située au cœur des Andes péruviennes, a été occupée pendant quatre heures par deux cents hommes armés de mitrailleuses et de grenades, qui, après avoir neutralisé les forces de l'ordre, ont pris d'assaut la prison afin de libérer une cinquantaine de leurs camarades, impliqués pour des actes de terrorisme. Environ quatre-vingt trafiquants de cocaïne et cent vingt détenus de droit commun ont aussi réussi à s'enfuir. Quarante personnes ont été tuées, dont deux policiers.

Cette opération de commando n'a pas été revendiquée, mais les milieux politiques, notamment de gauche, en attribuent la paternité à Sendero Luminoso. — Le sentier lumineux, un groupuscule maoïste qui, depuis deux ans, a décidé de passer de la « théorie à la pratique révolutionnaire » et entend préparer le terrain pour le triomphe de la guerre populaire.

La parfaite synchronisation de l'occupation d'Ayacucho contraste avec les méthodes artisanales de sabotage employées jusqu'à présent par Sendero Luminoso. Le gouvernement affirme que l'organisation maoïste a reçu l'assistance technique et financière de terroristes étrangers et de trafiquants de cocaïne.

Pour reprendre le contrôle des affaires, le gouvernement a déployé l'armée et le corps de police spécialisé dans la lutte contre la subversion, créé par M. Belaúnde au cours de son premier mandat, pour combattre la guérilla de 1965.

Les forces armées ont offert une nouvelle fois, de prendre la « pacification » en main. Mais, bien que plusieurs membres du gouvernement aient appuyé cette solution, le chef de l'Etat l'a rejetée, rappelant que la fonction des militaires est « d'affronter des situations d'urgence internationale ».

Pervent démocrate, le président Belaúnde a refusé de donner le feu vert à une répression sans quartier. Il s'est déjà préoccupé des bavures commises, l'année dernière, par les forces de police (tortures et vols de mineurs), et s'est indigné de l'assassinat, dans la nuit du 2 au 3 mars, de trois personnes présumées membres de Sendero Luminoso, qui étaient à l'hôpital régional d'Ayacucho. Ce triple assassinat avait été perpétré par la garde républicaine, de sang froid, en guise de représailles après la mort de deux policiers tués quelques heures auparavant au cours d'un affrontement. M. Belaúnde avait, en donnant le feu vert aux militaires de mettre la main dans un engagement fatal : l'armée l'a déjà expulsé une première fois du palais présidentiel le 3 octobre 1968 !

NICOLE BONNET.

Accédez aux performances de la BMW 320 pour 1639F par mois*

Votre concessionnaire BMW vous propose la BMW 320 six cylindres, avec 5^e vitesse surmultipliée, pour 1 639 F par mois seulement. En location avec promesse de vente, après acceptation du dossier par BMW Financement (Dept de la C.G.L.).

* Avec un premier versement de 14 702 F. 60 loyers de 1 639 F. Option de rachat final : 7 351 F couverte par le dépôt de garantie inclus dans le premier versement. Coût total et acquisition : 111 408 F. Tarif BMW en vigueur au 1/03/82. Tarif spécial C.G.L. valable jusqu'au 30/05/82.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire BMW.

PARIS 10^e

PARIS 14^e

PARIS 15^e

PARIS 17^e

PARIS 17^e

MELUN

MEAUX

CHAILLY

ST-GERMAIN-EN-LAYE

VERSAILLES

LE CHEVREY

CORREIL

ATHIS-MONS

APPARON (SAINT-GERMAIN-LES)

BARRE DU NORD PARKING

(1) 203.74.83

GARAGE HORIZON - (1) 222.92.50

STE NOUVELLE DU GARAGE MIRABEAU

(1) 824.46.86

G.A.P. WAGRAM - (1) 267.31.00

ETABLISSEMENTS CHARLES POZZI

(1) 574.91.64

MELUN-AUTOS - (1) 452.30.75

S.O.D.I.A. - (1) 434.22.50

CENTRAL GARAGE - (1) 421.27.27

GUYNEMER AUTOMOBILES

(1) 451.85.55

JUSTAULT ET FILS

GARAGE COLBERT - (1) 654.75.20

GARAGE DE LA DEMI-LUNE

(1) 456.07.82

V.P. AUTOMOBILES - (1) 538.84.18

S.A. S.A.O.R.E. - (1) 490.10.41

NANTERRE

BOULOGNE-SUR-SEINE

CLICHY

MONTEIROUSE

NEUILLY-SUR-SEINE

SCEAUX

VILLEMONAIE

PIERREFITTE

LE PERREUX

CHENNEVIÈRES

ARGENTEUIL

BEAUVAIS

COMPIÈGNE

SOCIÉTÉ EUROPHOTO - (1) 724.45.31

ZOL AUTO - (1) 608.91.83

GARAGE DU PARC MONCEAU

(1) 739.93.40

TERMINUS ORLÉANS AUTOMOBILES

(1) 855.32.22

NEUILLY-ROULE - (1) 745.33.11

ETABLISSEMENTS LOISEAU

(1) 702.72.50

BESSIN AUTOMOBILES - (1) 655.27.51

S.A.F.A. - (1) 825.53.02

BURLEUX AUTOMOBILE

(1) 324.54.55

GARAGE DU RAC - (1) 576.32.32

SOCIÉTÉ DU GARAGE VALLEJO

(1) 811.83.06

GARAGE DU FRANC-MARCHE

(1) 448.07.43

SOCIÉTÉ MERRI AUTOMOBILES

(1) 483.27.17



Prix du comptant
BMW 320 :
73 512 F TTC
au 01/03/82

Le plaisir de conduire.

Iran
l'action des éléments
du régime de Teheran
correspondant

THOMAS FERENCI

DIPLOMATIE

LE VOYAGE DE M. MITTERRAND
AUX ETATS-UNIS

l'objet de la première partie

Les manifestations...
M. Mitterrand...
JACQUES AMIGOU

Espagne

AU PROCÈS DE MADRID

Aucun des principaux accusés ne veut assumer
la responsabilité du putsch manqué

De notre correspondant

Madrid. — Après le général Milans del Bosch, le général Armada...
La séance a commencé avec la suite de l'interrogatoire du général Milans del Bosch. Celui-ci avait répondu à la veille aux questions du procureur et de son propre avocat. Après avoir tenté de tirer son épingle du jeu en rejetant sur autrui la responsabilité du putsch manqué, il a été mis à rude épreuve par les avocats d'autres accusés. Comment le général avait-il soutenu de la hiérarchie que Milans del Bosch peut-il affirmer qu'il ne pouvait rien faire pour empêcher l'occupation du Congrès ? demandait l'avocat du lieutenant-colonel Tejero. Réponse : Tejero n'a fait que écouter la mission qui lui avait été confiée. Le général avait pourtant laissé entendre que Tejero était devenu incontrôlable.

De notre correspondant
nant parfois l'impression de ne pas vouloir dire tout ce qu'il sait. Sa défense est encore plus simple que celle du général Milans del Bosch : il n'a pas été prévenu de l'occupation du Congrès, il n'y a donc jamais été associé ni de près ni de loin.

L'OPPOSITION
MET M. CALVO SOTELO
EN MINORITÉ AU CONGRÈS

(De notre correspondant.)

Madrid. — Pour la première fois depuis l'accession de M. Calvo Sotelo à la tête de l'exécutif en février 1981, le gouvernement a été mis en minorité le mardi 9 mars au Congrès des députés. Une voix contre cent cinquante et une ont refusé d'approuver un projet de statut d'autonomie pour la région de Valence.

République d'Irlande

M. Charles Haughey redevient premier ministre
grâce à l'appoint parlementaire
de l'aile gauche des socialistes

De notre correspondant

Dublin. — M. Charles Haughey, leader du Fianna Fail (nationaliste) et ancien premier ministre, a retrouvé son poste à la tête du gouvernement de la République d'Irlande, mardi 9 mars, à l'issue d'un vote du nouveau Parlement. Le parti de M. Haughey n'avait pourtant obtenu que quatre-vingt-neuf sièges aux élections du 18 février dernier, sur les cent cinquante-neuf qui existent au Parlement. Mais il a bénéficié, pour atteindre la majorité absolue nécessaire à son investiture, du soutien de deux députés non inscrits et de celui, plus inattendu, des trois élus du Sinn Féin Workers' Party, de tendance marxiste.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Premier ministre : M. Charles Haughey.
Finances : M. Ray MacSharry.
Agriculture : M. Brian Lenihan.
Tourisme : M. Desmond O'Malley.
Affaires étrangères : M. Gerry Collins.
Santé et Sécurité sociale : M. M. de Vries.
Travaux publics : M. Gene Fitzmaurice.
Justice : M. Sean Donoherty.
Éducation nationale : M. Martin O'Donnell.
Généraliste (ministère des régions de l'ouest où l'on parle le gaélique) : M. Patrick Ryan.
Industrie et Énergie : M. Albert Reynolds.
Environnement : M. Ray Burke.
Santé et forêts : M. Brendan Daly.
Défense : M. Patrick Power.

LA POLOGNE ET LES PAYS OCCIDENTAUX

Un colloque de la Fondation du futur
Accepter n'est pas reconnaître...

La Fondation du futur, qui est présidée par M. Jacques Baumont, député R.P.R. des Hauts-de-Seine, a organisé, lundi 8 mars à Paris, un colloque sur la Pologne.

Le gouvernement danois a levé, mardi 9 mars, son objection à des sanctions commerciales limitées contre l'U.R.S.S. au Conseil de la Communauté européenne. Ces sanctions tendent à réduire les importations d'une centaine de produits soviétiques manufacturés et de luxe. Ces mesures restrictives seront adoptées au Conseil de la Communauté des 22 et 23 mars, mais à la majorité seulement, la Grèce restant hostile.

Une vie politique mouvementée

C'est de justice que M. Charles Haughey revient, après un intermède de huit mois, à la tête du gouvernement irlandais. Il a surmonté une opposition croissante à l'intérieur de son propre parti pour aborder cette nouvelle étape d'une vie politique mouvementée.

Grande-Bretagne

LORD BUTLER EST MORT

Londres (A.F.P. Reuters). — Lord Butler est mort lundi soir 8 mars à Londres, à-t-on appris mardi dans la capitale britannique.

Grande-Bretagne

LORD BUTLER EST MORT

Londres (A.F.P. Reuters). — Lord Butler est mort lundi soir 8 mars à Londres, à-t-on appris mardi dans la capitale britannique.

Grande-Bretagne

LORD BUTLER EST MORT

Londres (A.F.P. Reuters). — Lord Butler est mort lundi soir 8 mars à Londres, à-t-on appris mardi dans la capitale britannique.

Alfa Romeo
la maestria automobile
VENEZ ESSAYER
L'ÉTONNANTE ALFASUD
GAP
Paris-est
CONCESSIONNAIRE
NOISY-LE-SEC 93150
122, Rue VAILLANT-COUTURIER. Tél. 1/845.93.39
PARIS 12^e, 37, Av. Michel EIZOT. Tél. 1/340.80.47

LE DROIT
à la Paix

Pergamon Press
France
présente
LE DROIT A LA PAIX
Recueil de discours
et d'allocutions
prononcés par
Leonide BREJNEV
Prix : 37 F ISBN 0 08 027 055 7
24, rue des Ecoles 75240-PARIS Cedex 05 (1) 529 44 65

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION

RHONE-ALPES : une région

AIN : le premier tour des... municipales

De notre correspondant

Bourg-en-Bresse. — On votera dans vingt-deux des quarante et un cantons de l'Ain, parmi lesquels trois cantons nouvellement créés, deux à Bourg-en-Bresse et un à Oyonnax, où s'engage déjà la bataille des élections municipales de 1983. A Bourg, si la gauche remporte les trois sièges elle aura, à coup sûr, les plus grandes chances de garder la mairie. Elle peut se sentir en sécurité dans deux cantons, mais la situation est plus difficile dans celui du centre-ville, où a choisi de se présenter M. Paul Morin (U.D.F.-rad.), ancien premier adjoint de l'ancien maire, M. Paul Barbet. Si M. Morin gagne, il sera tout désigné pour prendre la tête de la liste de l'opposition aux municipales. Le parti socialiste lui oppose M. Xavier Charpe, réputé pour sa rigidité mais, aussi, pour son efficacité. Réussira-t-il à confirmer le score de M. Louis Robin, député, maire, qui avait réussi, pour la première fois en juin 1981, à faire pencher la balance en faveur de la gauche, dans ce canton ?

A Oyonnax le conseiller sortant, M. Guy Chavanne, maire, a décidé de ne pas se représenter. M. Robert Subtil, premier adjoint, a été choisi pour défendre à sa place les couleurs du P.C.F., contre M. Jean-Paul Emin (U.D.F.), fils de l'ancien maire, et M. Robert Sautin (R.P.R.), ancien président du club de rugby. Le P.S. présente M. Serge Barcellini, professeur d'histoire, qui, en 1973, avait relancé la section socialiste d'Oyonnax, avant d'être muté dans le Bas-Rhin, et qui est aujourd'hui membre du cabinet du ministre des anciens combattants.

L'opposition, qui décline vingt-trois sièges sur trente-huit, n'a pas lieu de s'inquiéter, mais la campagne n'en est pas moins vive. La chambre des métiers a ouvertement pris position. Dans un tract violent, envoyé à cinq mille artisans et signé par l'ensemble du bureau de tendance CID-UNATI, elle cite le nom des candidats qu'elle soutient et celui de onze sortants, de droite ou de gauche, dont elle dit qu'ils n'ont plus rien à faire au conseil général... (Interim).

ARDÈCHE : la gauche frustrée de la présidence depuis trois ans

De notre correspondant

Aubenas. — Le conseil général se compose, depuis l'élection partielle des Vans, en août 1979, de dix-sept conseillers de gauche et de seize conseillers de droite. M. Henri Torre, ancien ministre, sénateur (U.D.F.), avait conservé la présidence qu'il avait acquise au mois de mars précédent. Il suffirait à la gauche de conserver les dix cantons, où ses conseillers sont sortants (sur dix-sept cantons soumis à renouvellement, au total), pour détenir la majorité et accéder, enfin, à la présidence de l'assemblée.

L'opposition s'efforce de démontrer que le pays va à la ruine sous la férule de « l'état socialiste ». La gauche devrait conserver Vallon-Pont-d'Arc, Villeneuve-de-Berg, Vals-les-Bains, Rochemante, Thueys, Vernoux et Chomérac, de même que la droite Coucouron, Burzet, Saillieu et Serrières. Restent six cantons en balance.

La gauche a des chances de l'emporter à Largentières et, peut-être, à Tournon, mais les deux grands duels de ces élections se situeront à Aubenas et à Saint-Péray. M. Pierre Mauroy viendra soutenir, dans ce dernier canton, M. Robert Charra, conseiller sortant, qui affronte M. Henri-Jean Arnault, candidat d'une opposition qui essaie d'oublier ses divisions. En 1976, M. Charra l'avait emporté, sur le fil, de 107 voix, mais, aux élections législatives de 1981, il n'avait recueilli dans ce canton, au premier tour, que 47,44 % des voix. A Aubenas, la lutte est sévère entre M. Jean-Marie Alalze (P.S.), conseiller sortant, député de la circonscription, et M. Bernard Hugo (R.P.R.), sénateur, maire de la ville, le canton a été longtemps conservateur, et M. Alalze l'avait emporté, en 1976, à la surprise générale, mais, en juin 1981, la gauche avait devancé la droite.

Le P.C.F. ne paraît pas menacé par le P.S. à Rochemante ni à Thueys. Il pourrait être devancé, en revanche, à Chomérac et à Vallon-Pont-d'Arc. — A. G.

« Sur le papier, nous sommes minoritaires » : M. Charles Béraudier, réélu président du conseil régional Rhône-Alpes grâce au soutien de l'opposition, tire la sonnette d'alarme. La région, mi-terrestre le 10 mai 1981, plus franchement socialiste lors des législatives de juin, ne semble tenir qu'à un fil... ardéchois. Dans ce département, où la majorité théorique est en faveur de la gauche (17 contre 16), la présidence est toujours assurée par l'opposition. On ne peut pourtant y prévoir une permanence de la « vague rose ». Il sera intéressant de voir si la logique arithmétique, sanctionnant une progression régulière ces dernières années, se confirme dans le plus petit département de Rhône-Alpes. Ce serait suffisant pour faire basculer la majorité modérée du conseil régional. Aujourd'hui, l'écart droite-gauche est de trois sièges en faveur de la première, auxquels s'ajoutent trois non-inscrits.

RHONE : la bataille Béraudier - Noir

De notre correspondant régional

Lyon. — Seul constat unanime entre Rhône et Saône : l'opposition conservera la majorité au sein du conseil général. Le retard de la gauche, qui compte quinze élus, paraît insurmontable face aux vingt-six représentants de la droite ou des modérés, et cela malgré la faveur des pronostics dans cinq des six cantons supplémentaires créés, le sixième (Neuville-sur-Saône) s'annonçant particulièrement disputé. Les pronostics des deux camps permettent de situer les secteurs chauds : ceux où la gauche est menacée dans ses positions, comme Villefranche et Belleville-sur-Saône, où le sortant M.R.G. aura un rival socialiste, et celui de Monsols, où l'opposition nationale doit faire face à la poussée de la gauche.

A Oullins, le député et maire socialiste, M. Roland Bernard, s'est appliqué le principe du non-mandat et laisse à M. Jacques Chabanne le soin d'affronter l'ancien député R.P.R., M. Xavier Hamelin. Il sera intéressant d'analyser également à Villeurbanne, fief du ministre de la défense M. Charles Hernu, le score de M. Gilbert Chabroux (P.S.), et à Vénissieux, qui compte un canton de plus, celui du P.C., qui recule régulièrement, mais qui devrait remporter les deux sièges (M.M. Marcel Houel, maire, et Guy Fischer, premier adjoint).

Quel que soit l'intérêt de ces batailles, d'une façon générale, les questions strictement départementales sont reléguées en arrière-plan d'un débat très politisé, l'attention se portera essentiellement au soir du 14 mars vers le troisième canton de Lyon (1^{er} arrondissement), secteur démographique ancien où se joue une partie importante entre le R.P.R. et les modérés, en prélude aux scrutins municipaux et régionaux de 1983.

« Elle travaille avec Michel Noir » : le slogan principal de la candidate R.P.R. du troisième canton, M^{me} Marie-Françoise Frobort, qui défie un sortant de marque — M. Charles Béraudier, soutenu par l'U.D.F., président du conseil régional Rhône-Alpes, — a le mérite de la simplicité et, sans aucun doute, de l'efficacité. Suppléante de

M. Noir, jeune député franc-tireur chiraquien au sein du conseil municipal, M^{me} Frobort jure à fond la carte du renouvellement des hommes et des méthodes.

Les thèmes de campagne du R.P.R. dans le quartier des Terreaux et sur les pentes de la colline historique des Canuts (La Croix-Rousse) prennent des formes traditionnelles : défense du troisième âge, dénonciation de l'insécurité.

S'agissant du programme, il est difficile de trouver plus que des nuances entre celui de M^{me} Frobort et celui de M. Béraudier. Le civisme est ailleurs. Il tient fondamentalement dans la divergence d'analyse des échecs de mai et juin 1981. Pour le R.P.R., le « renouvellement des élus » est prioritaire. Il faut bousculer les notables : « C'est simple, plaide M. Noir, dans le nouveau conseil général investi de nouvelles tâches, il faut des élus qui travaillent à mi-temps. Si on est en présence d'hommes qui continuent à ne travailler que deux heures par mois, il y a un risque de maladresse de l'administration. Je n'ai pas envie d'être dans l'opposition pendant trente ans. De plus, dans six mois, la loi obligera « certains » à choisir leur mandat ».

La critique vise un homme dont la bonhomie et la rondeur cachent une grande finesse politique et qui assume de nombreuses responsabilités. Premier adjoint au maire de Lyon, M. Charles Béraudier, qui, à ce titre, siège au conseil régional et à la communauté urbaine de Lyon, est le conseiller général sortant. Il a toujours affirmé que ses fonctions lui interdisaient de mener définitivement les dossiers importants, grâce à ses « caquetteries », municipale, départementale et régionale. Il déclare : « Il est bon qu'un élu rende compte de son mandat et se soumette au verdict populaire. J'ai mission et vocation de défendre les contribuables lyonnais qui paient 60 % des impôts du département au sein du conseil général... ». Louis Pradel m'avait demandé de le faire, Francisque Collomb m'a confirmé... Pathétique, il poursuit : « Si on veut que je

La rivalité politique pour le contrôle de la région, aujourd'hui présidée par le premier adjoint au maire de Lyon, passe, aussi, par une empoignade sans merci au sein de l'opposition, puisque le président du conseil régional doit affronter au premier tour, en une « primaire » délicate, dans le troisième canton de Lyon, une concurrente du R.P.R. Ce duel relance l'intérêt de la campagne dans un département où les cartes se devraient toutefois pas changer de main, étant donné la confortable avance de l'opposition. Statu quo prévisible, également, dans l'Ain et la Haute-Savoie (droite), l'Isère et la Drôme (gauche). En revanche, des surprises ne sont pas à exclure dans la Loire, où la gauche n'a que trois sièges de retard, et dans la Savoie, où elle ne bénéficie que d'un court avantage, contesté, notamment, par un R.P.R. très actif. — C.R.

puisse mener mon travail, j'ai besoin d'être appuyé. J'ai un boulot à terminer. Il est dommage que certains ne l'aient pas vraiment compris... ». S'il est battu, il ne démissionnera pas de son poste de président de la région, il attendra habilement le dévouement de ceux qui l'ont élu. Parmi eux, le R.P.R. et M. Michel Noir.

Un maire très mécontent

Fort de l'appui de la grande majorité des conseillers municipaux, M. Béraudier dispose d'un soutien de poids, celui de sénateur non inscrit et maire, M. Francisque Collomb. Un homme qui dissimule mal sa colère face à l'opération R.P.R. et qui, tout en se défendant de vouloir « rentrer dans une bataille de coqs », a apporté très ostensiblement son appui à son premier adjoint, « homme de travail, de labeur, consciencieux ». C'est la seule entorse à sa neutralité dans le débat qui, au sein de sa ville, oppose, les uns aux autres, beaucoup de ses conseillers municipaux.

Bref, les liens sont singulièrement distendus entre les deux tendances de la majorité municipale qui se disputent le leadership de l'opposition dans l'agglomération lyonnaise. M. Noir affirme que dans les six cantons lyonnais renouvelables, le R.P.R. sera en tête de l'opposition dans quatre d'entre eux, dont le troisième canton. Autour de M. Béraudier, on n'envisage pas la défaite.

Sous-représenté par rapport à son influence politique mesurée lors des scrutins présidentiel et législatif, le R.P.R. prend date avec des candidats neufs face à des sortants du sérail centristes et apolitiques et à leurs dissidences. Deux fils de conseillers sortants (M.M. Roland Fulchiron, fils de Roger, et Jean-Daniel Baridon, fils de Jean) veulent perpétuer la tradition. Une façon de maintenir un « droit de propriété » que M. Noir conteste. Et l'occasion pour le secrétaire de la fédération socialiste du Rhône,

M. Yvon Deschamps, d'ironiser sur ces tentatives « de transmettre les charges de conseiller général comme celles d'huisier de justice ou de notaire ».

L'affaire « Noir-Béraudier » provoque d'autre part des remous au sein de l'U.D.F. Manifestement, les éléments C.D.S. jouent la légitimité et le maire en place ; ainsi, M. Roger Fenech, nouveau président du mouvement, avertit M. Noir : « Ceux qui veulent se nourrir de la chair des centristes doivent se préparer à un long ramadan ». En revanche, le président départemental de l'U.D.F., M. Alain Mayoud, député giscardien, a signé sans rechigner avec M. Noir le pacte cantonal de l'opposition.

La gauche observe ces déchirements non sans satisfaction, même si elle rencontre quelques difficultés dans ses rangs. Pour le P.S., la plus marquante est la dissidence du premier adjoint au maire de Saint-Priest, M. Bruno Polga, ex-conventionnel, ami de M. Louis Mermaz, qui se présente contre le candidat investi par les instances fédérales, M. Louis Girard, maire du chef-lieu. De leur côté, les communistes veulent croire que l'accident des derniers scrutins nationaux sera effacé. Le P.C. a perdu un tiers de son électoral entre 1973 et 1981 dans l'agglomération. Il insiste sur sa « spécificité » dans « la majorité pour le changement ».

M. René Chevillier, porte-parole de la fédération du P.C., remarque opportunément : « que les électeurs parlent de questions très concrètes sur leur mode de vie, sur leur pouvoir d'achat, et qu'ils ne parlent pas de la Pologne ». C'est vrai, en ce début du mois de mars, Varsovie est bien loin de Lyon. Mais Florence et ses intrigues de palais n'ont jamais été aussi près. Un seul homme semble se tenir à l'écart. C'est un confédéré qui annonce sa rentrée publique pour le 22 mars, lendemain du deuxième tour. Invité par le Cercle lyonnais du Club de l'Horloge, il participera à un dîner-débat sur le thème : « Mythe et réalité de la décentralisation ». Son nom ? Raymond Barre.

CLAUDE RÉGENT.

DRÔME : un nouveau à Valence

De notre correspondant

Valence. — Fief socialiste de tradition, le P.S. décline vingt-cinq des trente-quatre sièges de conseillers généraux : la Drôme de M. Maurice Pica, sénateur, président du conseil général, maire de Montélimar, part à ce combat sans grande appréhension. Dix-sept cantons sont concernés par ces élections, dont celui de Romans-I, que détiennent M. Georges Fillioud, ministre de la communication.

On ne voit guère que deux candidats à la lutte pour la présidence des dimensions intéressantes : Portes-lès-Valence et Valence I. Dans le premier cas, M. Gabriel Coulaud (P.C.) se retire en faveur du maire de cette commune de la ceinture valentinoise, M. Jean-Guy Pinède ; celui-ci devra tenir compte de la présence du socialiste, M. Jean-Louis Bardet, encore tout récemment président départemental des syndicats d'exploitants agricoles. Si ce dernier l'emporte, le P.C. risquerait fort de ne plus disposer dans le département que d'un seul siège, à Châtillon-en-Diois (non renouvelable cette année).

A Valence I, la réélection de M. Georges Dragon (P.S.) n'apparaît pas tout à fait acquise. Il s'agit, en effet, d'un canton considéré comme le plus à droite de la ville. Le R.P.R. y joue la carte d'un homme nouveau, M. Régis Parent, qui ne l'a rejoint qu'en avril dernier et apporte du sang neuf à l'opposition. M. Dragon doit aussi tenir compte des candidats que présentent le M.R.G., le P.C.F. et l'U.D.F.

P. V.

LOIRE : l'électorat des villes et l'électorat des champs

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Dans la Loire, d'un renouvellement à l'autre, la gauche n'a cessé d'accroître son audience dans les zones urbaines. Elle décline cinq des neuf cantons de Saint-Etienne, les deux cantons de Roanne et les cinq cantons des vallées industrielles du Gier et de l'On-daine. C'est l'électorat des champs, celui de la campagne forégnienne — dont les représentants votent des deux mains des subventions pour la lutte contre la brucellose, mais rechignent à financer l'agrandissement du stade Geoffroy-Guichard — qui, jusqu'à présent, a permis à une majorité départementale conservatrice de se maintenir. La distorsion de la représentativité est pourtant flagrante : les élus des cinq cantons renouvelables de l'arrondissement de Montbrison, dans la plaine et les monts du Forez sont ceux de quelque soixante-cinq mille habitants, soit cinq mille de moins que dans les deux cantons renouvelés de la vallée de l'On-daine (le Chambon-Feugerolles et Firminy).

Avant 1976, deux communistes et un socialiste siégeaient à l'assemblée départementale. Depuis 1979, un dénombrement sept élus du P.C.F. et deux du P.S., sur trente-neuf conseillers. Un ou deux sièges de plus pour le P.S. ne suffiraient pas à donner à la gauche la prépondérance, même si elle peut compter, dans les votes importants sur les trois voix d'élus classés divers gauche.

L'opposition est loin d'être assurée de conserver les neuf sièges qu'elle détiend, sur les dix-neuf cantons renouvelables. Elle peut faire son deuil, semble-t-il, de celui de Boën-sur-Lignon. Il en va de même à Saint-Rambert. L'opposition est également menacée à Saint-Etienne-Nord-Ouest I, où elle n'avait devancé la gauche que de quatre-vingt-trois voix en 1976. Celle-ci devait, au moins élever trois cantons à la droite pour avoir la majorité. Etant que le conseiller sortant de Saint-Jean-Solyneux, seul élu radical de gauche du département, paraît en danger. Quant au P.S.U., dont la secourabilité nationale, M^{me} Huguenot Bouchard, est éphémère, il n'a donné, contrairement à ce qu'il avait fait en 1976 et en 1979, aucune investiture dans le département, cela au grand dam de l'une de ses élus, M^{me} Régine Charlat, conseiller municipal de Saint-Etienne. — P. Ch.

ISÈRE : le P.S. proche du pouvoir absolu

De notre correspondant

Grenoble. — Les partis de l'opposition et le parti communiste sont au second tour de l'élection présidentielle. Ils se disputent le plus haut point que le P.S. n'obtienne à lui tout seul la majorité au sein de l'assemblée départementale.

Sur les cinquante cantons isérois, le parti socialiste en contrôle déjà vingt-deux (dix-neuf P.S., deux divers gauche et un M.R.G.) ; et il pourrait fort bien atteindre, cette fois-ci, le cap des vingt-cinq conseillers généraux. Ce scrutin n'est pas favorable à l'opposition, dont plusieurs personnalités marquantes à l'assemblée départementale se retirent. Il s'agit de M. Antoine Buisson (C.D.S.), qui fut président du conseil général de l'Isère jusqu'en 1976, à Meylan ; de M. Jean Bernard (C.D.S.), à Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs, et, surtout, de M. Aimé Paquet (P.R.), ancien ministre et ancien médiateur, dans le canton du Touvet. Le maire de Crolles, M. Paul Jargot (P.C.), sénateur, a de fortes chances de lui succéder. Dans les autres cantons détenus par la droite, notamment Roybon et La Tour-du-Pin, la gauche a fortement progressé lors des élections présidentielles et législatives de 1981.

Le parti communiste, au vu de ces derniers résultats électoraux dans le département, pourrait faire les frais de la progression socialiste, conduite fort habilement par M. Louis Mermaz (P.S.), président de l'assemblée départementale et de l'Assemblée nationale. Dans les sept cantons où le conseiller général sortant est un communiste, le P.S. était arrivé en tête lors de l'élection présidentielle ; aux législatives, il avait de-

vancé le P.C.F. dans ses bastions de Saint-Martin-d'Église et d'Échirolles, et l'avait talonné dans les autres.

Le P.C.F. espère retrouver une partie des voix qu'il avait perdues au premier tour de l'élection présidentielle. Pour se prémunir contre le danger socialiste, dans les cantons où ses conseillers sortants peuvent être menacés — notamment Allard, Echiroles, Vil, — le P.C. a pas ménagé ses efforts, suscitant le surgissement de candidats écologistes ou de sensibilité de gauche.

A Grenoble, où trois cantons sur cinq sont renouvelables, les scrutins des 14 et 21 mars apparaissent comme une préfiguration de la prochaine bataille des municipales. Le R.P.R., qui contrôle les deux cantons du centre-ville, devrait pouvoir s'y maintenir, grâce notamment au retrait, dans le canton de Grenoble-II, du candidat U.D.F. Dans le canton de Grenoble-V, la présence de sept candidats, dont une écologiste, rend incertaine l'élection de M. Guy Nevache (P.S.), président de la commission départementale, qui n'avait devancé le candidat communiste, au premier tour des élections cantonales de 1976, que de dix-neuf voix. On prétend, à Grenoble, que M. Nevache, ancien directeur de cabinet du maire, M. Hubert Dubedout, et aujourd'hui l'un des proches de M. Mermaz, pourrait jouer un rôle important lors des prochaines élections municipales dans la capitale du Dauphiné. Un éventuel échec aux cantonales pourrait remettre en cause les intentions qu'on prête à M. Mermaz sur le chef-lieu du département. — C. F.

SAVOIE : des non-inscrits très courtisés

De notre envoyé spécial

Chambéry. — L'opposition affaiblie depuis plusieurs mois une grande détermination pour tenter de reconquérir, dans l'assemblée départementale savoyarde, la majorité qu'elle avait perdue en 1976. Elle est convaincue que le parti socialiste, qui a connu une progression fulgurante à partir de 1973, a amorcé depuis les élections législatives de 1978 une période de « reflux ». Elle compte donc, à la faveur du scrutin cantonal, reconquérir les positions qu'elle avait perdues au cours des années 70 et être en mesure de reprendre la présidence du conseil général en 1982 ou, plus sûrement, en 1985.

Depuis 1976, M. Louis Besson, député (P.S.), et ses conseillers généraux socialistes — au nombre de treize — et communistes — au nombre de cinq — contrôlent l'assemblée départementale. Mais l'habileté politique de l'actuel président du conseil général, qui dispose d'une majorité personnelle, sera-t-elle suffisante pour contenir l'offensive du R.P.R. et de l'U.D.F., menées par le jeune député R.P.R., M. Michel Barnier, et M. Jean Blanc (C.D.S.), sénateur ?

Quatorze candidats ont reçu l'égide de la commune U.D.F.-R.P.R. Une seule « primaire », à Chambéry-Nord, oppose l'U.D.F. et le R.P.R., mais pour mieux « ratisser » l'électorat de droite. La gauche, qui avait recueilli 50,44 % des voix au deuxième tour de l'élection présidentielle dans ce département, risque d'avoir certaines difficultés à contenir la stratégie de reconquête mise au point par l'opposition.

Vraisemblablement, ce ne sont pas les élections qui donneront à la gauche départementale savoyarde une majorité claire.

La prise du pouvoir par l'un ou l'autre camp repose sur le choix que feront les quatre ou cinq conseillers généraux non inscrits de l'assemblée départementale. Plusieurs de ces conseillers « modérés », qui ont une « sensibilité de gauche », avaient permis l'élection de M. Besson en 1976 et en 1979. Ils confirmeront ou infirmeront ce choix cette année.

Le P.S., le R.P.R. et l'U.D.F. ne ménagent donc pas leur gratitude et leurs compliments à l'égard de ces conseillers non inscrits qualifiés par les uns d'« humanistes », par les autres de « personnages libres et indépendants à l'égard de tous les partis ». Ainsi, l'un d'eux, M. Lucien Avocat, à Beaufort-sur-Doron, dont le vote avait permis, en 1976, l'élection de M. Besson, n'aura en face de lui aucun adversaire à l'exception d'un candidat du P.C.F. A Ugine, en revanche, le conseiller sortant, M. Jean-Marie Meunier, ancien socialiste, aujourd'hui non inscrit, et qui avait assuré la réélection de M. Besson en 1979, se voit opposer un candidat du P.S., alors que l'U.D.F. et le R.P.R. ne lui ont désigné aucun adversaire. L'opposition espère ainsi que plusieurs conseillers « modérés » s'associeront à une « nouvelle majorité ».

La droite est, certes, en mesure de conquérir les cantons d'Aime, de Chambéry-Nord et des Echelles, mais il paraît bien improbable qu'elle puisse revenir à l'assemblée départementale avec plus de quatorze ou quinze conseillers généraux. — C. F.

DES ÉLECTIONS CANTONALES

en équilibre

HAUTE-SAVOIE : le « roi Arthur » abdicque

De notre envoyé spécial

Annecy. — La Haute-Savoie, l'un des départements ayant apporté le 10 mai à M. Giscard d'Estaing le plus fort pourcentage de voix (55,78 %) et ayant envoyé au Parlement trois députés U.D.F., devrait renforcer encore son ancrage dans l'opposition. Le P.S., avec cinq sièges, et le P.C.F., avec deux, sont déjà rigides de « marginaux » dans cette assemblée, forte de trente-deux conseillers, dont vingt-cinq sont membres de l'U.D.F. des moindres de cette formation. Or, il risque de perdre un, peut-être deux cantons.

Le plus menacé est celui d'Annemasse-Sud où le sortant, socialiste, est opposé au député de la troisième circonscription, M. Claude Béraud (C.D.S.). élu des le premier tour des législatives. M. Béraud avait obtenu 51,58 % des voix dans ce canton. Le P.S. pourrait, en revanche, prendre le canton de Seynod et mettre en difficulté M. André Fuzet, vainqueur modéré d'Annecy, dans le canton Nord-Est de cette ville.

A Chambéry, le P.C.F. sera battu si l'on tient compte uniquement des données électorales. A droite, on qualifie de « faucon grisé » la présence d'un commu-

niste dans cette vallée mondiale connue pour la multiplicité des candidatures d'opposition, résultant de rivalités entre clans, factions et familles chamoniennes. Pourrait profiter une nouvelle fois un conseiller sortant. Paradoxalement, c'est au sein du tout-puissant groupe majoritaire au conseil général, le « roi Arthur », qui dirige le département pendant vingt et un ans, de 1868 à 1979, sous son long règne, l'assemblée départementale fut trop souvent une simple chambre d'enregistrement. M. Arthur Levy (P.R.), âgé de soixante-deux ans, député de la troisième circonscription, est élu sénateur (en 1977) et celui de président du conseil général de la Haute-Savoie (U.D.F.-P.R.), demeurant, en fait, le « roi » du département. Les incertitudes électorales qui pèsent sur son propre canton ont été compensées par sa retraite. Les conseillers généraux haut-savoyards espèrent, à cette occasion, remettre enfin entre les mains d'un seul homme, le département, qui paraissent les plus inquiets.

La droite de la droite

(Suite de la première page.)

Pour peupler ce « désert idéologique » dont parle Alain Duhamel dans le monde du 4 mars, on peut noter que les divers « clubs » et groupements de la « nouvelle droite » ont déployé une activité féroce. Et si l'on s'en tient aux chevaux de bataille enfoncés par le R.P.R., il faut bien constater que les « nouveaux » ont engrangé quelques succès. Qu'on me comprenne bien : mon sentiment n'est pas que le R.P.R. s'est mis à leur remorque. Mais, comme nous l'avons vu, les thèmes de la « nouvelle droite », largement diffusés et relayés, viennent charpenter le noyau dur d'un mouvement qui est en train de rompre toutes les barrières qui le reliaient au gauchisme.

Une accumulation de refus démocratiques

Bien entendu, c'est encore au nom de l'indépendance nationale que M. Couve de Merville mène bataille (2), et les gauchistes historiques sont peu enclins à céder à cette ruse. Mais qui les écoute encore ? La droite de la droite de cette génération de dirigeants est assurée par des hommes que tout rattache aux courants de la vieille droite française. On pourrait d'ailleurs observer avec intérêt la carrière de certains dirigeants d'aujourd'hui, habiles à jeter des ponts avec le Club de l'Europe, voire avec le R.P.R. (tel Yvan Blot, membre du comité directeur du R.P.R.), avec ces « comités d'action républicaine » (animés par un ancien collaborateur de M. Couve de Merville), et autres lieux de rencontre de la droite méisée.

Et même si l'opportunisme en est la raison principale, les projets de M. Jacques Chirac reflètent cette mutation. L'exemple de la politique étrangère — où la pensée gauchiste avait laissé une si profonde empreinte — est particulièrement éloquent. Les discours Chirac ? Ce n'est pas à se demander si l'on ne fait pas à Madrid, à la C.S.C.E., et ailleurs, ce qu'il faut pour le gas. Il ne faut pas aller en Israël... Bref, une accumulation de refus démocratiques. Flattant les nostalgiques des méthodes simplistes, dont on pourrait à loisir souligner l'absurdité, l'irréalisme et le danger pour la France. Et, pour le reste, on se peut qu'être trappé par l'absence de propositions et le vide de ses déclarations.

Il faut donc être lucide : avec le R.P.R., c'est la droite française (au sens classique) qui décroche à nous. Même si cette inquiétante évolution soulève quelques remous chez les tenants de la tradition gauchiste, il est de plus en plus clair que le gauchisme n'a plus d'expression politique au R.P.R.

Dans le même temps, en annonçant « la mort de l'U.D.F. », M. Olivier Stien avait souligné l'ampleur des reculs que l'échec de Valéry Giscard d'Estaing a déclenché un mouvement centrifuge, qui désagrège les composantes.

les de la nébuleuse U.D.F. Il y a une étonnante aspiration au centre, à la même temps que la dispersion d'éléments si divers semble inéluctable. L'U.D.F. a toujours représenté l'alliance de la droite traditionnelle et du centre. L'analyse politique situera probablement en 1980 l'apparition la plus nette de la fracture entre ces deux courants. Les suites du drame de la rue Copernic l'avaient en tout cas fait voir au grand jour.

Aujourd'hui, les choses sont encore plus claires. Y a-t-il plus grande impudence que d'affirmer de la part de la « famille du centre » ? Celui qui estime que « la race indo-européenne imprime au marquis l'essor de nos sociétés » (3) qui considère d'édifier « des développements à l'héritabilité de l'intelligence » (4), à « l'erreur égalitaire » (5), montre trop bien à quelle famille de pensée il se rattache. Les adeptes de la « droite de la droite » ont, pour un temps, réuni ces hommes à ceux qui se réclament d'une « social-démocratie ». Mais, sans être devin, il n'est pas difficile de prévoir que, quand se réunissent l'assemblée, et que la droite de la droite se reconstruit, les récents échos de M. Chirac par M. Pompidou, dont le compte rendu sortant les socialistes détiennent quatre des sièges renouvelables. Ils ne sont absents que dans le canton d'Issy-les-Moulineaux, où le chef-lieu, M. Yann Gaillard, inspecteur général des finances, sollicite le renouvellement de son mandat sans se recommander l'ancien parti mais avec le soutien de l'U.D.F. et du R.P.R. Le P.S. y appelle à voter communiste.

Les radicaux de gauche n'ont eux aussi candidaté à M. Perrotin, dans le canton de Bar-sur-Seine, où le sortant socialiste, vice-président du conseil général, M. Roger Cosset, laisse pour raison de santé à M. Weinling le soin de défendre les couleurs du P.S. M. Weinling devrait bénéficier de l'aboutissement de son mandat sans se recommander l'ancien parti mais avec le soutien de l'U.D.F. et du R.P.R. Le P.S. y appelle à voter communiste.

Les radicaux de gauche n'ont eux aussi candidaté à M. Perrotin, dans le canton de Bar-sur-Seine, où le sortant socialiste, vice-président du conseil général, M. Roger Cosset, laisse pour raison de santé à M. Weinling le soin de défendre les couleurs du P.S. M. Weinling devrait bénéficier de l'aboutissement de son mandat sans se recommander l'ancien parti mais avec le soutien de l'U.D.F. et du R.P.R. Le P.S. y appelle à voter communiste.

Il apparaît à la majorité de mesurer cette vacuité, et d'offrir à tous ceux qui sont prêts à le faire de prendre leur part dans l'effort de redressement économique et de justice sociale, qui est celui de tout le pays. De cette manière, notre projet trouve tout son sens, celui d'un rassemblement « sans précédent », pour répondre à un grand défi : sortir de la crise, dans les années 80, en préservant, hors des modes et des faillites, une société plus juste, plus solidaire et plus communautaire.

GEORGES SARRÉ.

(2) Le Monde, du 13 février 1982.
(3) L'Annuaire de la République, p. 94.
(4) Ibid., p. 114.
(5) Ibid., p. 128.
(6) De la 11e à la 17e République, Paris, 1982, p. 81.

CHAMPAGNE-ARDENNE : les solides défenses de l'opposition

En Champagne-Ardenne, l'ancienne majorité, qui avait assez bien résisté au flux socialistes du printemps dernier, dispose de défenses solides. Elle a même reconquis le siège de la troisième circonscription législative de la Marne, que M. Bruno Bourg-Broc a rendu au R.P.R., à l'occasion de l'élection partielle du 17 janvier, en battant la candidate socialiste, Mme Annette Chépy-Léger, qui l'avait emporté en juin. Devenue l'opposition, elle paraît assurée de demeurer majoritaire dans les conseils généraux de

ARDENNES : la fin du 18-18

De notre correspondant

Mézières. — C'est la fin du 18-18 dans les Ardennes. La création du trente-septième canton va mettre un terme à un équilibre paralyseur. Jusqu'à l'année dernière, l'opposition avait réussi à conserver la présidence du conseil général au bénéfice de l'âge. Mais le raz de marée qui s'est produit en juin trois députés socialistes à l'Assemblée nationale, la place d'un R.P.R. et de deux communistes va-t-il avoir un prolongement cette année ? Rien n'est moins sûr, et paradoxalement, ce sont justement les socialistes ardennais qui paraissent les plus inquiets.

L'opposition a donc en beau pouvoir d'offrir la volte-face de M. Gilles Charpentier (P.S.), député de la deuxième circonscription, qui avait choisi de renoncer à son siège de conseiller général du canton de Sedan-Est, où il a été élu en 1978, et qui est revenu sur cette décision, est uniquement destinée à préserver les arrières d'un P.S. qui se sent menacé. Prologement inattendu : le président de l'assemblée départementale en exercice, M. Gabriel Sacres (apparenté R.P.R.), a introduit un recours devant le tribunal administratif pour obtenir qu'on vote aussi à Sedan-Est, dont le siège n'est pas renouvelable, jouant en cela sur une question de dates et fondant sa demande sur le temps mis par M. Charpentier à changer d'avis. Il a même reproché au président de commettre « un acte de désobéissance » en n'organisant pas l'élection.

AUBE : une « super-primaire » pour la succession de l'ancien président

De notre correspondant

Troyes. — Cinquante-sept candidats se disputent les seize sièges de l'assemblée départementale. Le parti par nature à inquiéter l'opposition, majoritaire au sein de l'assemblée départementale, est le R.P.R. Mais, dans ce canton, on compte aucun sortant, les socialistes détiennent quatre des sièges renouvelables. Ils ne sont absents que dans le canton d'Issy-les-Moulineaux, où le chef-lieu, M. Yann Gaillard, inspecteur général des finances, sollicite le renouvellement de son mandat sans se recommander l'ancien parti mais avec le soutien de l'U.D.F. et du R.P.R. Le P.S. y appelle à voter communiste.

Les radicaux de gauche n'ont eux aussi candidaté à M. Perrotin, dans le canton de Bar-sur-Seine, où le sortant socialiste, vice-président du conseil général, M. Roger Cosset, laisse pour raison de santé à M. Weinling le soin de défendre les couleurs du P.S. M. Weinling devrait bénéficier de l'aboutissement de son mandat sans se recommander l'ancien parti mais avec le soutien de l'U.D.F. et du R.P.R. Le P.S. y appelle à voter communiste.

Les radicaux de gauche n'ont eux aussi candidaté à M. Perrotin, dans le canton de Bar-sur-Seine, où le sortant socialiste, vice-président du conseil général, M. Roger Cosset, laisse pour raison de santé à M. Weinling le soin de défendre les couleurs du P.S. M. Weinling devrait bénéficier de l'aboutissement de son mandat sans se recommander l'ancien parti mais avec le soutien de l'U.D.F. et du R.P.R. Le P.S. y appelle à voter communiste.

Il apparaît à la majorité de mesurer cette vacuité, et d'offrir à tous ceux qui sont prêts à le faire de prendre leur part dans l'effort de redressement économique et de justice sociale, qui est celui de tout le pays. De cette manière, notre projet trouve tout son sens, celui d'un rassemblement « sans précédent », pour répondre à un grand défi : sortir de la crise, dans les années 80, en préservant, hors des modes et des faillites, une société plus juste, plus solidaire et plus communautaire.

GEORGES SARRÉ.

(2) Le Monde, du 13 février 1982.
(3) L'Annuaire de la République, p. 94.
(4) Ibid., p. 114.
(5) Ibid., p. 128.
(6) De la 11e à la 17e République, Paris, 1982, p. 81.

l'Aube, de la Marne et de la Haute-Marne. Elle peut même prétendre rompre à son profit l'équilibre existant au sein de l'assemblée départementale des Ardennes, dont elle n'avait conservé la présidence qu'au bénéfice de l'âge. Dans ce département, en effet, après avoir beaucoup progressé, au détriment des communistes notamment, le P.S. se trouve en difficulté face à une conjonction de mécontentements.

HAUTE-MARNE : tous modérés !

De notre correspondant

Chaumont. — Actuellement titulaire de trois sièges de conseiller général, la majorité gouvernementale ne peut guère espérer un renversement spectaculaire de la situation en Haute-Marne, où l'électorat se prononce toujours pour des hommes solidement implantés dans leurs cantons respectifs.

La création d'une nouvelle circonscription urbaine Saint-Dizier-Sud-Est — la première d'un nouveau genre — que la droite juge spécialement taillée à la mesure du P.S., ne semble pas de nature à bouleverser ce pronostic.

Paradoxalement, c'est pour ce siège, qui se jouera essentiellement entre M. Marcel Marchand (P.S.) et Pol Fontaine (P.C.), l'un et l'autre adjoints du maire communaliste et conseiller général de Saint-Dizier, M. Maurice Carlier, qu'un troisième homme n'hésite pas à se réclamer sans équivoque du R.P.R. M. Daniel Berth, ancien adjoint, Farandou, car il sont rares les opposants à annoncer franchement la couleur. Hormis M. Yves Volot, secrétaire départemental du R.P.R. en lice à Aulnay, et M. André Lucot, R.P.R. également, conseiller sortant de Val-de-Grès, tous les autres se veulent modérés, affirmant se situer dans l'opposition, sans perdre cependant de vue qu'ils posent en champions des intérêts cantonaux, ouverts à tous les dialogues.

Attitude diamétralement opposée côté majorité. Le P.S. et le P.C. savent de tous les combats qu'ils mènent que le candidat, ou presque au nom de leurs partis. Le M.R.G. joue également franc-jeu en ne dissimulant pas son équilibre. Il a accordé son inscription de candidat à M. Robert Genest, conseiller général sortant de Chaumont-Sud ; Michel Cornu, à Nogent,

et Robert Gauthier, à Doulaumont. Plutôt que d'opter pour une présence systématique, les radicaux de gauche ont préféré se limiter à des cantons où il faudra compter avec eux.

A-t-on la même optique au P.S.U. ? Il ne présente qu'un seul candidat, M. Pierre Lesprie, dans le canton de Nogent, qui se retrouve en lice avec un socialiste, un communiste, un radical de gauche et le sortant modéré, M. Henry.

Avant même les premières escarmouches, une surprise de taille à Chaumont-Sud (13 204 électeurs) : l'opposition n'y est pas représentée. Son candidat pressenti, M. Bernard Boisselier, adjoint au maire de Chaumont, qui avait manifesté l'intention de poursuivre l'action du conseil municipal du chef-lieu à l'assemblée départementale, a manqué l'heure du rendez-vous pour les inscriptions. Il croyait pouvoir présenter son dossier jusqu'à 18 heures le 25 février, alors que la limite était fixée à midi. Dans un communiqué, il a affirmé sur l'honneur la réalité de cette confusion.

Qui en tirera bénéfice ? Le conseiller général sortant, M. Robert Genest (M.R.G.), ou son rival le plus dangereux, le socialiste M. Jean-Claude Laval. A Doulaumont, où M. Bugnot (modéré) ne se représente pas, il n'y aura pas moins de six prétendants, dont le nouveau député socialiste de Saint-Dizier, le docteur Guy Chazant, qui entend tirer parti de la dispersion des candidatures de l'opposition.

Le président de l'assemblée départementale, M. Raymond Hanin (U.D.F.), brigue un nouveau mandat dans son fief de Joinville. Un socialiste et un communiste ont décidé de le détrôner. Ce ne sera pas chose facile. — Y.-M. D.

MARNE : trois gains, au mieux, pour le P.S.

De notre correspondant

Châlons-sur-Marne. — L'opposition, qui domine largement dans l'assemblée départementale sortante, a le candidat communiste, M. Bernard Barbesse, premier adjoint au maire, est plus connu que lui.

Les trois sièges que la gauche peut espérer prendre sont ceux d'Ay, où le sortant, M. Alain Collety (U.D.F.), est retiré, celui de Fismes où M. Jean Vankler (C.N.I.P.) se voit opposer le maire socialiste du chef-lieu, M. Paul Caffre ; celui de Vertus, où le siège semble devoir échoir à M. Robert Barillon (R.P.R.), suppléant du député M. Bernard Stasi (U.D.F.-C.D.S.), à moins qu'il ne revienne à M. Marc Lefèvre (sans étiquette), ancien radical de gauche, qui a le soutien du conseiller sortant, M. Paul Gérard, non inscrit, qui ne se représente pas.

Le neuvième canton de Reims, nouvellement créé, est l'enjeu d'une lutte serrée entre le communiste, M. Jacky Perlot, et le socialiste, M. Jean-Claude Laval. De même dans le cinquième canton de Reims, le maire communiste de la ville, M. Claude Lamblin, conseiller général sortant, subit l'assaut de l'un de ses adjoints socialistes, M. Hubert Carpentier. Mais l'intérêt de la compétition se portera aussi dans ce canton, sur le score que M. Jean-Louis Schepfer, ancien député U.D.F., réalisera face à M. Lamblin qui a tenu à affronter sans trop d'illusion afin de « prendre acte » en vue de la future bataille pour la mairie de Reims. — M. M.

Langues
CADRES DISCERNANTS
CHARGES D'ARTISTES à l'étranger
Apprenez en un temps
record (60 à 80 h.)
Sachez utiliser vos
connaissances
indisposables
VOTRE FORMATION
24, rue Barbraud, 75006 Paris
Tél. : 325-10-10 - 325-15-42

PRÉPARATION

ne région

DROME :

un nouveau

à Valence

De notre correspondant

Valence. — L'assemblée départementale de la Drôme, qui se réunit pour la première fois depuis l'élection des 10 mai, a été marquée par la présence de M. Claude Béraud (C.D.S.), élu des le premier tour des législatives. M. Béraud avait obtenu 51,58 % des voix dans ce canton. Le P.S. pourrait, en revanche, prendre le canton de Seynod et mettre en difficulté M. André Fuzet, vainqueur modéré d'Annecy, dans le canton Nord-Est de cette ville.

A Chambéry, le P.C.F. sera battu si l'on tient compte uniquement des données électorales. A droite, on qualifie de « faucon grisé » la présence d'un commu-

LOIRE :

l'électorat

des villes

et l'électorat

des champs

De notre correspondant

Le Loiret est un département où la gauche a fait de remarquables progrès depuis les élections de 1978. Elle a gagné deux sièges de députés et trois de conseillers généraux. Mais elle a perdu son conseiller régional, M. Jacques Chirac, qui a été battu par M. Jean-Claude Laval, socialiste.

Le Loiret est un département où la gauche a fait de remarquables progrès depuis les élections de 1978. Elle a gagné deux sièges de députés et trois de conseillers généraux. Mais elle a perdu son conseiller régional, M. Jacques Chirac, qui a été battu par M. Jean-Claude Laval, socialiste.

Le Loiret est un département où la gauche a fait de remarquables progrès depuis les élections de 1978. Elle a gagné deux sièges de députés et trois de conseillers généraux. Mais elle a perdu son conseiller régional, M. Jacques Chirac, qui a été battu par M. Jean-Claude Laval, socialiste.

Le Loiret est un département où la gauche a fait de remarquables progrès depuis les élections de 1978. Elle a gagné deux sièges de députés et trois de conseillers généraux. Mais elle a perdu son conseiller régional, M. Jacques Chirac, qui a été battu par M. Jean-Claude Laval, socialiste.

Le Monde

société

LES REMOUS AU SEIN DE LA POLICE JUDICIAIRE PARISIENNE

M. Defferre : les cimetières sont pleins de gens irremplaçables

Vingt-quatre heures après la démission de M. François Le Mouél, la tête de la police judiciaire parisiennaise, M. Defferre a contre-attaqué. Trois nominations sont intervenues dans la matinée du mercredi 9 mars à la tête de la P.J. : M. Pierre Tournaine à la place de M. Le Mouél, M. André Solères comme directeur adjoint, un poste qui était vacant, et M. Robert Mesini, comme sous-directeur des affaires criminelles.

Ces nominations décidées, M. Defferre a eu des mots sévères contre les deux policiers qui sont à l'origine des remous de ces derniers jours : « Pour ce qui concerne M. Le Mouél, a-

déclaré le ministre de l'Intérieur, mardi soir, sur France-Inter, le signal qu'il y a eu des suites dans son service, il ne m'en a pas tenu informé, il a commis une faute grave. » On précisait, ce mercredi matin, au cabinet de M. Defferre, que le ministre de l'Intérieur visitait l'affaire du policier de l'Office des stupéfiants soupçonné d'être à l'origine d'indiscrétions qui auraient profité à des trafiquants de drogue (« le Monde » du 9 février).

À propos de l'ancien chef de la brigade criminelle, M. Defferre a déclaré : « M. Leclerc, quant à lui, a réussi des affaires, mais il en a aussi raté. MM. Le Mouél et Leclerc, a-t-il

ajouté, ont été remplacés par des hommes d'une valeur au moins égale à la leur. Ils ont été avantageusement remplacés, ajouterai-je. » Le ministre de l'Intérieur a conclu : « Les cimetières sont pleins de gens irremplaçables. »

Tandis que le commissaire Olivier Foll, le second de M. Leclerc à la brigade criminelle refusait, comme il lui était proposé, de succéder à ce dernier, des commissaires et inspecteurs de police solidaires de MM. Le Mouél et Leclerc demandaient, à l'issue d'une assemblée générale qui a eu lieu à Paris mardi 9 mars, l'arbitrage du président de la République.

Il est douteux qu'ils soient entendus. Le

même jour, M. Mauroy qui parlait à Grangues-les-Valence, en Ardèche, a, au contraire, justifié l'attitude de M. Defferre en se félicitant que ce dernier « ait réglé rapidement les problèmes qui étaient de son ressort ».

Le premier ministre a ajouté : « Certains disent que les syndicats font la loi. Non, avec la gauche au pouvoir ce ne sont pas les syndicats qui font la loi, ce ne sont pas les journaux ni la droite. La loi, a conclu M. Mauroy, ce sont les Français qui la font, par l'intermédiaire du gouvernement de la République que nous représentons. »

Protestations et explications

Réunis à 13 heures, le mardi 9 mars, au sein du Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale, les commissaires — auxquels s'étaient joints, à leur demande, un très grand nombre d'inspecteurs et d'enquêteurs de la P.J. parisiennaise — n'avaient pas pris de gants pour dénoncer ceux qui « interviennent plus comme des commissaires politiques que comme des syndicalistes, tentent d'établir une hiérarchie parallèle dans la police ».

Non contents de fustiger « la hiérarchie parallèle constituée par les syndicalistes de la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.) », les auteurs devaient s'en prendre sur le même ton aux « conseillers du ministre de l'Intérieur », « à ceux qui visitent en particulier M. Gérard Monasté, fondateur et ancien secrétaire général de la F.A.S.P., devenu, peu après le 10 mai 1981, chargé de mission auprès du

directeur général de la police nationale. Auparavant, le commissaire Olivier Foll, l'adjoint du commissaire Leclerc à la tête de la brigade criminelle, après avoir indiqué qu'il avait décliné l'offre de prendre la place de celui-ci — « non éthique m'intéressait de m'associer dans la faiblesse d'un ami », a-t-il dit — allait s'attacher à faire, « sans esprit partisan », la chronologie de l'affaire.

« Elle a commencé le 30 septembre 1981, a déclaré M. Foll, lorsque M. Michel Cugnot, directeur central de la P.J., a proposé à Marcel Leclerc la sous-direction des affaires criminelles (à la P.J. de la préfecture de police de Paris). La nomination n'est pas intervenue immédiatement, le temps de laisser passer le procès de Broglie (1), et n'avait toujours pas été prononcée le 15 janvier 1982. Si on ignore cette importante décision, on connaît mieux, en revanche, la suite du scénario (le Monde des 2, 3 et 9 mars). Première convocation du commissaire Leclerc chez le ministre

de l'Intérieur, le 19 février. M. Defferre lui propose de prendre la tête du S.R.P.J. de Marseille, mais lui précise, dira le commissaire Foll, que « s'il n'acceptait pas, sa carrière était terminée ».

Le 23 février, M. Leclerc adresse au ministre une lettre lui faisant part de son refus. Le 4 mars, M. Leclerc est convoqué à nouveau place Beauvau. Selon M. Foll, le commissaire « craque nerveusement ». C'est alors que M. Defferre décide de faire venir Mme Leclerc. Il lui aurait dit alors : « Si votre mari n'accepte pas d'aller à Marseille, c'est vous, Madame, qui serez responsable de sa chute, car vous n'avez pas su le convaincre. » Ce même jour, a indiqué M. Foll, le ministre devait convoquer François Le Mouél, directeur de la P.J. au sein des Orfèvres — démissionnaire depuis le 25 février par M. Defferre, le nommant à l'inspection générale de la police nationale (I.G.P.N.). Mais, mardi 9 mars en fin de matinée, on affirmait au ministère de l'Intérieur que « M. Defferre avait effectivement signé cet arrêté le 25 février, le document n'aurait pas encore été notifié à l'intéressé » (le Monde du 10 mars).

L'épilogue se situe le 9 mars au matin, selon M. Foll, date à laquelle M. Leclerc aurait accusé réception de l'arrêté le nommant à l'I.G.P.N. et informé M. Defferre par téléphone, qu'il n'acceptait son refus d'aller à Marseille. Un peu plus tard, dans la même journée, M. Le Mouél se voyait solidaire de son collaborateur, faisait savoir à M. Defferre qu'il souhaitait être relevé de ses fonctions.

Dans la lettre qu'ils ont adressée au président de la République, les commissaires, qui entendent « créer des techniciens au service du public », et « ne démissionneront pas davantage que par le passé, être mêlés à des manœuvres inspirées par l'opposition politique », font appel à la « haute autorité » de M. Mitterrand, « pour que la police, dont le rôle essentiel est de lutter contre la criminalité et d'assurer la sécurité publique puisse, comme elle le souhaite, sous la direction d'hommes respectés, se consacrer avec sérénité à la protection des personnes et des biens ».

Retenir tout de go les décisions du ministre de l'Intérieur pour en révéler au chef de l'Etat, lui demandant de lui faire part, bien la gravité du problème. Mais, peut-être la proximité d'élections professionnelles d'importance n'est-elle pas tout à fait étrangère à cette nouvelle flambée de passions — et de rancœurs nouvelles ?

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Le test

carrière à Paris que M. Defferre a proposé à M. Leclerc de diriger la police judiciaire à Marseille. Hommage, dit-il, Maladresse d'abord. La « promotion » ne pouvait apparaître que comme la sanction qui réduisait les Parisiens, sanction dont on se demande si elle ne trouve pas, entre autres, son origine dans les « fuites » organisées, il y a quelques mois, à partir de la brigade criminelle à propos d'un terroriste armé, pris, libéré et repri.

Cohérence

M. Defferre a su trouver assez vite un argument adhésif sur la cohérence entre sa politique générale de décentralisation et la possibilité — innovation sacrilège ! — de nommer en province de « grands flics » parisiens. Il a su, surtout, montrer au directeur de la P.J. de Paris, qu'il ne cédait pas à la pression d'une démission mise dans la balance.

La cohérence d'autres aurait tergiversé, hésité. Il a saisi au bon moment qu'il était le patron, un de ces patrons fermes et résolu comme les policiers les aiment. Qualité que l'on reconnaît aussi à MM. Leclerc et Le Mouél.

Le ministre de l'Intérieur pourrait reprendre à son compte — mais dans une optique bien différente — ce que M. Raymond Marcellin, qui est bien flic et détaché des carrières, a dit mercredi : « Qui n'est plus maître de sa police, n'est plus maître de rien. »

M. Marcelin visait, évidemment, le rôle des syndicats de policiers, mais précisément des syndicats proches de la majorité actuelle accusés de « manipuler » le cabinet du ministre. Accusation qui fait sourdre l'entourage

de M. Defferre où l'on ne cesse, depuis juin, de réitérer les ardeurs de ceux qui veulent prendre leur revanche sur d'autres syndicats — de droite ceux-là — qui, en d'autres temps, avaient fustigé d'autres ministres.

La « fronde » des commissaires parisiens est l'épisode le plus spectaculaire de la résistance à laquelle se heurte le « changement » dans une administration où la « ripart des hiérarchies », depuis vingt-trois ans, trouvait une cohérence entre leurs convictions personnelles et l'orientation du pouvoir politique. M. Le Mouél a critiqué le « mépris des hommes » dont aurait fait preuve M. Defferre. Naguère, l'expression avait été appliquée à M. Christian Bonnet, mais il s'agissait d'hommes plus subalternes.

Il aurait fallu donc la naïveté pour croire que, après le 10 mai, la gauche établissait sans accroc son pouvoir sur la police française. M. Defferre est tout, sauf un naïf. Ce qui se produit ne doit guère le surprendre et il est même possible d'imaginer qu'il attendait une occasion de manifester son autorité. Il l'a fait en nommant, mardi, le remplaçant de M. Le Mouél et deux autres responsables à la P.J. de Paris. Aucun n'a refusé ces nominations, sauf l'adjoint de M. Leclerc, M. Foll, pour des raisons très compréhensibles. Ce faisant, M. Defferre a court-circuité les « démarres » des commissaires, « frondeurs », il peut attendre un autre test de la validité de sa politique : les élections professionnelles dans la police qui, les 25 et 26 mars, diront si les syndicats qui le soutiennent ont autant d'influence à la base qu'on les accuse d'en avoir sur le sommet.

BRUNO FRAPPAT.

M. Deleplace (FASP) : l'autoritarisme de quelques despotes

De notre correspondant régional

Lyon. — Devant le Club de la presse de Lyon, M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.), proche des socialistes, formation nommée en cause par le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale, s'est moqué « surpris » de constater que « le commissaire Leclerc ait été obligé d'emmener son épouse pour plaider son cas familial auprès du ministre de l'Intérieur. Pour le premier policier de France, a ajouté M. Deleplace, cela la fiche un peu mal » (1).

M. Deleplace devait indiquer ensuite qu'il avait constaté la F.A.S.P. avait encore à faire face à quelques despotes, qui confondaient autoritarisme et autorité. On son organisation a « la volonté d'intervenir à chaque fois qu'une situation de crise se

présente dans les services », et, donc, de « demander au ministre de régler nos différends ». Considérant que l'action menée par le Syndicat des commissaires de police est « une action très politique », M. Deleplace a ajouté : « Si les commissaires trouvent notre démarche inacceptable, qu'on en débâte devant l'opinion publique. »

Selon lui, il y a en France « dix ou douze individus » qui n'ont pas « la capacité d'être des chefs de la police ». M. Deleplace a semé vouloir minimiser la portée des changements intervenus, ou à intervenir, dans la haute hiérarchie policière. — C. R.

(1) N.D.L.R. — En réalité, c'est M. Defferre qui avait manifesté le désir de recevoir Mme Leclerc et l'avait reçu individuellement.

Et ces syndicats tant vilipendés, faut-il rappeler qu'ils sont représentatifs d'une très large majorité de policiers ?

M. Marcelin : le gouvernement des subalternes —

« Un gouvernement qui n'est pas maître de sa police n'est plus maître de rien », a déclaré dans un entretien publié le mercredi 10 mars par le journal Rhône-Alpes, M. Raymond Marcellin, ancien ministre de l'Intérieur. « La puissance publique, a ajouté M. Marcelin, ne peut pas abdiquer ses pouvoirs entre les mains d'un dirigeant de syndicat de fonctionnaires. Ce serait la négation de l'Etat républicain. »

Les nominations de MM. Tournaine, Solères et Mesini

Les trois nominations décidées mardi à la direction de la police judiciaire de la préfecture de police de Paris sont les suivantes : — M. Pierre Tournaine, qui était directeur central adjoint de la police judiciaire au ministère, est nommé directeur de la P.J. de Paris en remplacement de M. Le Mouél.

— M. André Solères, qui était sous-directeur des services généraux et des commissariats, est nommé directeur adjoint de la P.J. de Paris. Ce poste était vacant depuis que M. Le Mouél, qui l'avait occupé jusqu'en septembre 1981, avait été nommé directeur.

— M. Robert Mesini, qui était directeur du S.R.P.J. de Lyon, est nommé sous-directeur des affaires criminelles à la direction de la P.J. de Paris.

M. Pierre Tournaine, originaire de la Gironde, est né le 1er octobre 1923 à Paris. Commissaire de police en 1951, il est commissaire principal en 1960 et commissaire divisionnaire en 1971. Après avoir été membre du

cabinet du directeur central de la P.J., M. Jacques Solès, il est promu en 1976, contrôleur général. Il avait été nommé le 22 octobre 1980 sous-directeur des affaires criminelles à la direction centrale de la P.J. au ministère de l'Intérieur. Depuis 1981, il était directeur central adjoint.

M. André Solères, né en 1925 à Carle-Bois (Ardèche), est commissaire de police en 1953, commissaire principal en 1960, divisionnaire en 1974. Il a fait toute sa carrière à la préfecture de police de Paris, où il a notamment dirigé de 1975 à 1981, la brigade des automobiles et des véhicules (dite brigade « motard »). Il était depuis quelques mois sous-directeur des services généraux et des commissariats à la préfecture de police.

M. Robert Mesini, né en 1929 à Lyon, dans le Var, est commissaire de police en 1950, principal en 1970 et divisionnaire en 1977. Il a fait toute sa carrière à la police nationale (résidence sûreté nationale), notamment dans les S.R.P.J. de Marseille, Lille, Bordeaux et Lyon. Depuis juin 1981, il était chef des S.R.P.J. de Lyon.

(Publié)



Le respect de leur choix. La femme en Desarbre est une femme adulte qui se connaît bien, qui a trouvé son style, y est fidèle, le renouvelle dans les détails et dans les coloris. Une femme de bon sens qui accepte d'investir dans la qualité parce qu'elle dure, dans le classique fantaisie parce qu'il ne se démode pas. Parce qu'elle s'y sent à l'aise, d'une élégance sans ostentation, mais tout en raffinement.

« Ses » Desarbre ce sont des tailleurs, manteaux, robes ou coordonnés, qui ont en commun le style, la coupe, les finitions et les garnitures Desarbre. Elles sont des milliers de femmes qui portent l'un des plus beaux jersey du monde.

Je respecte leur choix comme on doit respecter la confiance des autres.

Desarbre

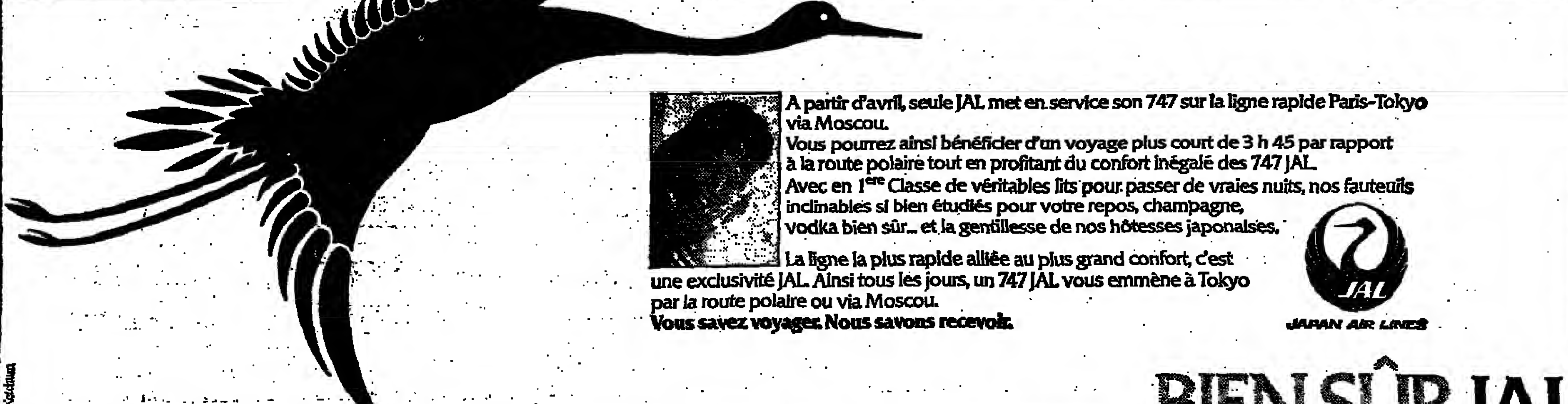
EXCLUSIF
JA
la pl


[illegible]

● **La Cour d'assises du Nord** a condamné, mardi 9 mars à la réclusion criminelle à perpétuité, André Delbecq, vingt-quatre ans, pour le meurtre de Mlle Thérèse Vandervannet, cinquante-neuf ans, âgée de dix-huit coups de couteau le 13 juin 1979. André Delbecq, client tardif, s'était fait ouvrir la pharmacie en prétextant des maux de tête. Après le meurtre, il s'était emparé de plusieurs boîtes de médicaments et de seringues dans l'armoire aux toxiques.

EXCLUSIF

JAL en 747 sur la ligne la plus courte vers Tokyo.






A partir d'avril, seule JAL met en service son 747 sur la ligne rapide Paris-Tokyo via Moscou.

Vous pourrez ainsi bénéficier d'un voyage plus court de 3 h 45 par rapport à la route polaire tout en profitant du confort inégalé des 747 JAL.

Avec en 1^{re} Classe de véritables lits pour passer de vraies nuits, nos fauteuils inclinables si bien étudiés pour votre repos, champagne, vodka bien sûr... et la gentillesse de nos hôtesses japonaises.

La ligne la plus rapide alliée au plus grand confort, c'est une exclusivité JAL. Ainsi tous les jours, un 747 JAL vous emmène à Tokyo par la route polaire ou via Moscou.

Vous savez voyager. Nous savons recevoir.



JAPAN AIR LINES

BIEN SÛR JAL

Ag. Nordman

SCIENCES

Les grandes lignes du projet de loi pour la recherche

Le projet de loi d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique vient d'être présenté au Conseil économique et social. Un rapport est annexé aux deux parties du projet. La première est très brève : elle ne comporte que quatre articles, qui traitent des questions financières. La seconde, beaucoup plus développée, décrit l'orientation de la politique de recherche, des statuts des personnels, des structures juridiques des organismes et des nouvelles institutions de diffusion de la culture scientifique et technique.

● **Dépenses de recherche et de développement technologique.** Le budget civil couvrira selon ce projet, quatre types d'action : programmes fondamentaux et cognitifs, recherches finalisées, programmes pluridisciplinaires de développement technologique. Jus- qu'en 1985, ce budget devrait croître au rythme moyen annuel de 17,8 % en volume — et les effectifs employés de 4,5 % par an. Les programmes mobilis- teurs recevraient des dotations individuelles dans les budgets des organismes et dans les fonds d'intervention du ministère de la recherche et de la technologie. Le rapport suggère que les en- treprises publiques augmentent leurs dépenses de recherche de 10 % par an en volume. Des mesures incitatives seraient prises pour obtenir une pro- gression d'ensemble de 8 % des recherches financées par l'en- semble des entreprises. Le finan- cement devrait progresser annuel- lement de 13 % en volume. Le ministre présentera un rapport annuel au Parlement sur les conditions de réalisation de cet effort national de recherche.

● **Politiques régionales de re- cherche.** — Les régions seront associées à l'élaboration de la politique nationale. Elles défini- ront des programmes plurian-

nuels d'intérêt régional pouvant susciter des conventions avec des organismes publics ou privés. Chaque région se dotera d'un comité consultatif régional, à qui ces programmes sont soumis.

● **Personnels de la recherche :** 1) **Formation :** des aides indi- viduelles, rémunérées ou non, sont accordées aux person- nels en formation dans les univer- sités, les grandes écoles, mais aussi les laboratoires d'organismes pu- blics ou d'entreprises. Le rap- porteur prévoit un doublement du nombre de ces aides d'ici à 1985.

2) **Mission :** aux métiers de la recherche sont assignés le déve- loppement des connaissances, leur transfert et leur application dans les entreprises, la diffusion de l'information et de la culture scientifique, la participation à la formation, l'administration de la recherche.

3) **Statuts :** ils garantiront aux personnels le droit à la for- mation permanente, l'autonomie de leur démarche, et une participa- tion à l'évaluation de la re- cherche. Ils devront favoriser la circulation des hommes entre tous les lieux de recherche, y compris les entreprises. Il est prévu que les fonctions de res- ponsabilité ne seront attribuées qu'à titre temporaire.

Les statuts des établissements publics à caractère scientifi- que et technologique, créés par la loi, dégraderont au statut général de la fonction publique sur plu- sieurs points : le recrutement ne se fera pas nécessairement par voie de concours et sera ouvert aux étrangers ; les règles concer- nant les mutations et les cumuls d'activités publiques et privées

devraient être assouplies. Pour les autres établissements et les entreprises, les conventions collec- tives devront reconnaître les qua- litations acquises par la re- cherche.

● **Etablissements publics de recherche.** — Pour ceux qui n'ont pas le caractère industriel et commercial est envisagée la créa- tion d'un nouveau type : les éta- blissements publics à caractère scientifique et technologique, qui seraient dotés d'un conseil d'ad- ministration, d'un conseil scien- tifique et d'instances d'évaluation, comprenant des représentants élus des personnels. Ces éta- blissements pourraient prendre des participations et constituer des filiales. Des décrets fixeront plus précisément leur statut, en parti- culier le contrôle financier. Pour ce dernier, le rapport indique que le visa préalable ne devrait être maintenu que dans un petit nombre de cas.

Les établissements de recherche auraient la possibilité d'entrer, pour une durée déterminée, dans des groupements d'intérêt public, dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Des entreprises privées pourraient prendre des participations mino- ritaires dans ces groupements, conçus pour faciliter les trans- ferts de connaissances et la valorisation des recherches, mais qui pourraient avoir toute autre activité relevant de la mission de leurs membres. Leur création serait d'une convention pas- sée entre les participants, et ap- prouvée par l'autorité adminis- trative.

● **Diffusion de la culture scien- tifique et technique.** — Une cité des sciences et des techniques

sera créée à La Villette, qui sera un établissement public finan- cièrement autonome, et les centres de culture scientifique et tech- nique qui pourraient créer les régions seront soutenus par l'Etat.

PROGRAMMATION ?

Le ministre des finances n'aime guère les programmations pluriannuelles. Si la loi d'orien- tation et de programmation de la re- cherche est bien développée, et l'impact des contraintes prévues aux décrets qui en fixeront l'appli- cation, la partie programmation est presque inexistante. Les taux de progression proposés de 17,8 % (finances) et de 4,5 % (effectifs) ne sont garantis qu'en valeur moyenne sur trois ans, et pourront être réduits en cours de chaque année lors du réexamen des conditions de réalisation de l'effort national de recherche. A titre de comparaison, la loi de programmation militaire de 1976 fixe, année par année, la dotation des indications chif- frées sur les effectifs et les pro- grammes de matériel. Les taux de progression du projet de loi sur la recherche ne sont presque jamais atteints. Ils figurent dans les thèmes des programmes mo- bilisateurs (diversification éner- gétique, recherche scientifique et technique, etc.). Les thèmes de la culture scientifique et des programmes de développe- ment technologique (électro- nique, espace, aéronautique civile, océans). — M. A.

ÉDUCATION

ABOUTISSEMENT DES NÉGOCIATIONS COMMENCÉES EN 1978

Le conseil des ministres approuve un plan de six ans pour relever le traitement des instituteurs

Le conseil des ministres de ce mercredi 10 mars devait entendre une communication de M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, sur la revalorisation de la carrière des instituteurs. Une augmentation des traite- ments est prévue pour la totalité de ce corps de fonctionnaires, selon un plan de six années. Les retraités profiteront aussi de cette amé- lioration, que le gouvernement entend bien

limiter aux seuls instituteurs, depuis longtemps défavorisés du point de vue de la rémunération au sein de leur catégorie de la fonction publique.

Cette décision a été prise au terme de négo- ciations entre le gouvernement, le Syndicat national des instituteurs et des professeurs de collège (S.N.I.-P.E.G.C.), qui avaient commencé à l'automne 1978.

La victoire, enfin...

Victoire. Laisant présager la décision du conseil des ministres, le secrétaire général du S.N.I.-P.E.G.C., M. Guy Georges, exul- tait dans son éditorial de l'école libératrice du 6 mars dernier. « L'égalité de traitement », « la ré- valuation de la mission », « la reconnaissance de la profession d'instituteur », ces « hommages rendus » au métier.

Sur un point essentiel à ses yeux, dans ce dossier qu'il avait ouvert en 1978, le syndicat a obtenu ce qu'il voulait. La revalorisation annoncée atteindra tout le corps des instituteurs sans exception : les 310 000 actifs et, par un système de pérennisation, les 120 000 retraités. Sans excep- tion et sans conditions de stages de formation continue, d'examen ou d'appréciation, à l'exception de ce qu'avait proposé M. Bouillon, alors ministre de l'éducation, en février 1981. Le syndicat avait rejeté à l'époque cette revalorisation d'« individus isolés » et affirmé que la profession tout entière qui est revalorisée.

Deuxième motif de satisfaction : l'importance de l'amélioration. En fixant à l'indice 489 la fin de carrière des instituteurs — ce qui représente 650 francs nets de plus par mois — le gouvernement fait un effort au sein des propositions initiales, celles qu'il avait pré- sentées sans succès, le 12 janvier dernier, au S.N.I. après le premier tour de négociation (Le Monde du 9 janvier). Il envisageait à ce moment, soit 480 mais pour une partie seulement du corps (comme M. Bouillon), soit 478 pour tout le monde. Ce dernier indice est déjà celui de plusieurs corps de la catégorie B de la fonction publique : les techniciens des télécommunications, les con- trôleurs des impôts, les contrô- leurs divisionnaires des P.T.T. et du Trésor, une partie des ro- ceurs des P.T.T., les secrétaires, greffiers de justice.

Ce qui signifie au passage que, par rapport à tous ces fonction- naires de leur catégorie, les instituteurs sont depuis long- temps défavorisés. L'indice 489 retenu finalement inverse la situation. Il laisse toutefois les instituteurs en-dessous d'un inspecteur de police (indice 596 en fin de carrière et 275 au début, alors que les instituteurs com- mencent à 254), et des techni- ciens d'études et de fabrication de la défense.

Une date est précisée pour que la répercussion de ce point d'ar- rivée à 489 atteigne l'ensemble

des instituteurs à la fin du sep- tembre 1982. Un calendrier de six années sera donc établi. La forme des courbes indiquant le niveau de rémunération aux dif- férents échelons ainsi que pour les directeurs d'école qui, les- quels ont dix classes ou plus, terminent déjà à l'indice 489) et pour les instituteurs spécialisés (qui terminent à 478 actuelle- ment) sera tracée.

Enfin, c'est la troisième bonne nouvelle pour le S.N.I.-P.E.G.C. la perspective de haus- ser la fin de carrière à l'indice 504 est mentionnée. L'objectif est de correspondre au terme du prochain septennat. Le syndicat aurait, bien sûr, pré- féré que ces deux étapes, indice 489 et 504, soient réalisées dans des délais plus courts. Mais il admet que « la masse financière est telle qu'elle doit être supportable par l'Etat ».

Le S.N.I.-P.E.G.C. a obtenu la situation économique, difficile héritage du passé (...), il com- prend et prend acte des échéances futures.

La hausse du gouvernement

Si la mention de l'indice 504, même en perspective relative- ment lointaine, satisfait le S.N.I., c'est qu'elle évoque l'unification du corps des instituteurs et des professeurs d'enseignement gé- néral de collège (P.E.G.C.), que le syndicat réclame pour réaliser son projet d'école fondamentale : continuité pédagogique et même type d'enseignants depuis la ma- ternelle jusqu'à l'achève de la troisième. Ce projet est controversé, en particulier par le Syndicat national des ensei- gnants de second degré (S.N.E.S.) et par le Syndicat général de l'enseignement national (S.G.E.N.-C.F.D.T.). Le premier insiste sur la continuité du collège-lycée, le second souhaite la suppression des disparités et l'unification des statuts des enseignants, de la maternelle à la terminale. Le choix entre ces formules, lourd de conséquences éducatives et syndicales, n'est pas fait par le gouvernement, qui affirme que, en mentionnant l'indice 504 comme perspective pour les ins- tituteurs, il ne tranche pas pour autant en faveur de l'école fon- damentale voulue par le S.N.I. même si celui-ci estime que cette perspective « ouvre la voie à une ère nouvelle ».

Le coût de l'opération engagée est évalué à 3 milliards de

francs pour les six années. La hausse du gouvernement est que les 275 000 autres agents de la catégorie B de la fonction pu- blique jouissent des instituteurs et des professeurs de collège, tous les fonctionnaires exigent une revalorisation. Il leur répète que, dès le premier gouvernement de M. Mauroy, une pause catégo- riale avait été annoncée mais qu'il procédait à l'égard des ins- tituteurs à une œuvre de justice à dont ses prédécesseurs avaient eux-mêmes admis le bien-fondé. Ses arguments ont été décon- struits par le comité de l'aligne- ment de la formation des ins- tituteurs à trois ans (au lieu de deux) après le baccalauréat ; d'ailleurs, ont des conditions de travail, donc d'en tirer des consé- quences sur la rémunération ; logique de la lutte contre les inégalités, qui doit aussi s'appli- quer aux enseignants.

L'engagement pris par M. Fran- çois Mitterrand, le 15 mars 1981, ajoute une raison « historique ». Or, pour l'instant, il n'est même pas question de mettre fin au second degré, écrit avec amertume M. Gérard Alaphilippe, secrétaire général du S.N.E.S., qui demande une augmentation des traitements de tous les ensei- gnants. Quant au S.G.E.N.-C.F.D.T., son ambition est, à la fois, plus grande que celle des autres : la mise fin de la ligne d'action de sa confédération : priorité aux bas salaires. Il ne revendique pas de revalorisation pour les ensei- gnants des mieux payés : agrégés et agrégés hors classe ; mais il réclame l'évolution vers un corps unique autour de la grille indi- caire et semblablement amorcée à des professeurs certifiés (leur traitement actuel va de 4 950 F nets mensuels en début de carrière à 9 500 F en fin) et aussi à une transformation radicale des conditions de travail de tous.

CHARLES VIAL

● M. Seligman, acquiesce aux An- tilles. M. Seligman, qui a été chargé par le ministre de l'éducation nationale d'étudier les problèmes du centre univer- sitaire des Antilles-Guyane, a été nommé directeur de l'Institut de la région de la Guadeloupe en compagnie du recteur de l'académie et du président de l'établissement, le mardi 9 mars, par les représentants des syn- dicats d'enseignants et des édu- cateurs qu'il « avait ». Ceux-ci vou- laient ainsi attirer l'attention sur leurs revendications.

RELIGION

AU COURS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE

Les jésuites peuvent assumer temporairement des tâches sociales

déclare le Père Pittau

Rome. — Des exigences réaffirmées mais aussi un encouragement : c'est sur cette impression que les provinciaux des jésuites qui s'étaient réunis à Grottaferrata, aux environs de Rome, au cours d'une réunion extraordinaire, sont repartis à la fin de la semaine dernière vers leurs missions qui, de la Norvège à la Nouvelle-Zélande, s'étendent sur cent douze pays. Tel est, en tout cas, le sentiment qu'a retiré, d'entretiens personnels avec une soixantaine d'autres, le Père Pittau, adjoint du Père Dezza, délégué personnel de Jean-Paul II. Au cours d'une rencontre avec la presse, jeudi 8 mars, il a cherché à donner le « point » de la Compagnie de Jésus placée, pour la première fois de son histoire, dans une situation anormale au regard de ses statuts et de sa tradition : depuis octobre dernier, au rap- portement personnel du pape, le Père Dezza, assisté du Père Pittau, préside temporairement à la destinée de l'Ordre.

De notre correspondant

Quelles que puissent être encore les réserves ou les incertitudes de certains, c'est l'unité d'une « spiri- tualité commune » qui a dominé cette réunion des jésuites à Rome. Le fait même qu'ils en aient cette unité, c'est à dire, en un mot, qu'ils ont accepté une certaine sécularité après une période de tension. Tant la réunion des provinciaux que l'audience avec le pape ont éclairé l'atmosphère et l'horizon. A précisé le Père Pittau, « Nous n'attendons pas un discours aussi empreint de chaleur humaine, d'estime et de gratitude, a-t-il ajouté. Nous avons senti que le Saint-Père éprouve un amour profond pour la Compagnie. Un amour spécialement douloureux : car l'intervention qu'il a dédiée ne lui a pas été agréable ».

La réaction des jésuites à ce qui a pu passer pour une « coup de force » du Vatican a été cepen- dant digne de l'esprit de saint Ignace, a déclaré le Père Pittau : « Tout le monde n'a pas applaudi ; mais, certains avec douleur, d'autres avec insouciance. Et ce fut une extraordinaire expérience spirituelle ». Sans doute, le Père Pittau a inter- prété ainsi la pensée du pape : « Le Saint-Père a voulu que cer- taines insuffisances soient corri- gées immédiatement avant la congrégation générale que le Père Arrage (général de l'Ordre, victime d'une thrombose céré- brale au mois d'août) entendait convoquer immédiatement pour qu'elle choisisse son successeur ».

Y a-t-il eu des protestations de la part des jésuites ? Certains

se sont sentis dans l'obligation de dire au pape qu'ils ne voyaient pas les raisons de son interven- tion ; d'autres ont demandé que la période précédant l'élection d'un nouveau général soit élargie. La réponse du pape a été, selon le Père Pittau, l'annonce de la convocation de la congrégation générale au cours de cette année ; ce qui signifie, compte tenu des délais pour l'organiser, qu'elle pourrait se réunir à l'au- tomne 1983. Pour le Père Pittau, la lettre signée de dix-huit jésuites allemands, dont le théologien Rahner (Le Monde du 25 février), « n'est pas un acte de rébellion », mais une demande d'claircisse- ment.

L'avenir ? Le Père Pittau a évoqué, par une image, les sou- haits du pape : « Avant, les jésuites étaient les charbonniers de l'Église et se trouvaient à la tête ; maintenant, ils sont devenus les charbonniers de charbon. Certains sont allés trop vite, d'autres sont restés très en arrière ; il faut persuader tout le monde d'avancer en même temps, de s'entraider, comme l'a de- mandé le pape dans son allocu- tion, il s'agit pour les jésuites de refuser tout le programme que l'Église propose ».

Parmi les grands thèmes débat- tus par les provinciaux, la qualité de la vie religieuse, les rapports entre les jésuites et les évêques, la formation ont été au cen- tre des débats. Mais c'est sans doute la question de l'engagement au- près des plus pauvres, sans pour- tant faire de la politique, qui a été le point délicat des déba- ts. « Ce n'est pas un point central, a répondu affirmé le Père Pittau, le problème dépend des pays et des circonstances. Notre rôle est d'éclairer les laïcs, de les aider à assumer des tâches sociales. Les jésuites peuvent exercer celles-ci temporairement lorsqu'il n'y a personne pour le faire (1) ».

Avant de repartir, plusieurs jésuites ont tenu à souligner qu'au cours de leur réunion il n'avait été fait le procès de personne, qu'il s'agisse de travaux ou d'attitudes. Ils ont voulu affirmer une spiritualité commune. Il reste que certains d'entre eux vivent dans le tiers-monde éprou- vent quelque incertitude sur la réserve qui devrait, selon le pape, observer tout religieux vis-à-vis de la politique lorsque se posent des problèmes immédiats et dou- teux. Pour la majorité, le Père Dezza a réussi à se faire plei- nement accepter : « Si on a pu lui mettre une étiquette auparavant, il faut reconnaître, nous dit un jésuite, que, malgré ses com- plications, il a pris en compte la Compagnie et est attentif à toutes les sensibilités ».

PHILIPPE PONS.

(1) Dans un document publié à Rome, le 8 mars, par la congrégation pour le clergé et approuvé par Jean-Paul II, l'activité syndicale et po- litique de certaines organisations de jésuites est qualifiée d'« inaccepta- ble » avec une mise en garde : « Il est même si elle est présentée sous son aspect extérieur comme voulant fer- menter les idéaux humanitaires, de paix et de progrès social », car ces organisations « provoquent des con- fusions et des discordes dans la cour du peuple de Dieu ».

LA BOURSOUFLURE DU SOLEIL

Ce mercredi 10 mars, un hypo- thétique observateur qui se ten- drait debout sur un des pôles du Soleil constaterait que les neufs planètes qui tournent autour de cet astre peuvent être vues simultanément. Se plaçant face à Jupiter, il verrait que la direc- tion de la Terre sur sa droite et celle de Neptune et Mercure sur sa gauche « définissent » un angle presque droit (88° exacte- ment) ou toutes les planètes sont regroupées, alors qu'elles sont habituellement réparties tout autour du Soleil.

S'il avait entendu parler de l'attraction universelle — et sur- tout s'il avait lu un livre récem- ment paru aux États-Unis qui annonce que les planètes ainsi groupées, tirant toutes du même côté, vont produire des cata- strophes solaires et planétaires, il entreprendrait immédiatement de mesurer la déviation du Soleil. Il constaterait avec soulagement que la boursouf- lure de la surface ainsi produite ne dépasse pas quelques milli- mètres — en admettant qu'on puisse définir la surface à cette précision. Sa conclusion finale serait certainement que les Ter- riens ne sont pas des gens sérieux !

Ce groupement de planètes est rare, mais non sans pré- cédents. Pour les trois mille pre- miers années de l'ère chré- tienne (on tient compte, ici, des mille prochaines années), les calculs indiquent vingt-cinq grou- pements analogues. Le revus britannique, New Scientist en a recherché les coïncidences avec les grands événements du passé. Elle n'a guère trouvé : que, le croissant à Arès du premier puis arétien en 4726 et la création d'un archevêché à Pékin en 1707. Le grand incen- die de Londres en 1666 peut être considéré comme une ca- tastrophe mondiale — bien qu'il ait peu affecté la vie des Esqui- maux et des Papous. — mais il s'est produit dix-huit jours avant le regroupement des planètes !

Faute d'être un événement catastrophique, la « réunion » de planètes pourrait être l'occa- sion d'un spectacle intéressant pour les astronautes américains. La meilleure date sera plutôt le 15 avril, où Mars, Jupiter, Sa- turne et Uranus auront des direc- tions voisines. Des « conjonc- tions » analogues se reprodui- ront à d'autres dates de 1982. Sans être astronomie parenté, on peut donc prédire... que 1982 sera une excellente année pour les marchands d'horoscopes.

MAURICE ARYONNY.

Un article du Père Longchamp

DEUX POIDS ET DEUX MESURES

Dans l'ouvrage chrétien du 8-14 mars, le Père Albert Long- champ, jésuite suisse, écrit sous le titre : « Une infinie tristesse » :

« Le malentendu [entre la Compagnie de Jésus et le pape] est d'autant plus regrettable que Rome n'hésite pas à prendre position dans les conflits du temps. Jean-Paul II s'est engagé totalement pour le syndicat Sol- dard. Quelles différences avec l'engagement des jésuites au milieu des ouvriers, des paysans, ou des savants, des médecins, des chercheurs, des étudiants ? S'ils doivent taire, pour quelque temps, leur nom et leur condi- tion de jésuites, ce n'est pas pour se cacher ni par crainte de leur identité, mais pour être comme le ferait dans la déto : invisibles, mais présents et vivants.

« Les jésuites, si souvent accusés dans le passé d'être tentés par le pouvoir, viennent de perdre, avec leur solidarité auprès des réprouvés, y compris par l'Eglise, jusqu'à la protection et à l'amitié chaleureuse du pape ».

Aujourd'hui dans

Le Monde
transactions
immobilières
5,6,7,8,15,16
arrondissements

Anthropologie Urbaine

ANALYSE DES PRATIQUES SOCIALES EN MILIEU URBAIN
du 7 au 11 Juin 1982 (35 heures)
Renseignements et inscriptions :
université paris 8 formation permanente,
2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02
Tél. 825.23.00 ou 821.63.64 poste 15.97

linguatel

Téléphoner en anglais
cela s'apprend

723.86.50 ☎

28 rue de la trémoille, 75008 paris

Le Monde

régions

Bretagne

Augmenter les emplois ou diminuer la pollution ?

Le conseil d'hygiène des Côtes-du-Nord bloque la production de l'abattoir de Guerlesquin

De notre envoyée spéciale

Le coup d'arrêt donné aux activités de l'abattoir de Guerlesquin, dans le Finistère, par le conseil d'hygiène des Côtes-du-Nord, permettra-t-il de trouver un compromis au litige qui oppose les administrations départementales et nationales, le P.-D.G. et les associations de défense de l'environnement, ou bien ouvrira-t-il un nouveau débat autour d'une affaire qualifiée à juste titre d'exceptionnelle ?

D'un côté, une rivière, le Guir, et ses défenseurs : l'Association pour la protection des salmonides en Bretagne, de l'autre un maire, chef d'entreprise, M. Jacques Tilly, qui agit le spectre du chômage. D'un côté, des pêcheurs, des élus qui veulent conserver la qualité touristique de la région frontalière du Finistère et des Côtes-du-Nord, de l'autre des élus socialistes, qui défendent l'emploi. D'un côté, des administrations départementales et nationales, qui ont voté l'implantation de l'abattoir, et l'environnement dans les Côtes-du-Nord, victimes de la pollution. De l'autre, des ministères parisiens qui rivalisent d'illusions, voilà les protagonistes de l'affaire.

Une succession d'intrusions

Déjà dans ce bourg finistérien en 1956, l'abattoir n'a pas fait parler de lui jusqu'en 1970, année où est constatée la première pollution. Un premier arrêté est dressé mais les intrusions se succèdent : les décrets préfectoraux fixant les tonnages de production sont systématiquement dépassés. La pollution augmente avec les activités de l'abattoir : 31 000 tonnes en 1973, 36 000 tonnes en 1975, 80 000 tonnes environ aujourd'hui, en dépit de la construction d'une retenue d'eau et de bassins d'épuration.

Les rivières s'organisent. L'Association de sauvegarde du Léguer rassemble, en 1970, les élus de la vallée de Plouaret à Lannion, qui demandent une limitation des activités de l'abattoir. Mais cela n'empêche pas le président-directeur général de l'entreprise d'envisager une nouvelle extension de son usine et de proposer l'abattoir de 120 000 tonnes de poulets à l'horizon de 1984-1985. Les enquêtes publiques ont lieu, lorsque, le 5 novembre 1981, une pollution par ammoniac entraîne une mortalité piscicole sur 10 kilomètres. Dix mille consommateurs sont privés d'eau potable. Depuis les perceptions administratives qui ont le relais, tandis que l'A.P.P.S.B. plaçait l'affaire entre les mains du ministre de l'environnement qui a demandé, lors d'une visite à Guerlesquin, en août dernier, à M. Tilly de faire les travaux d'épuration nécessaires.

Aujourd'hui, après des années de procédure, de réunions, l'avis du conseil d'hygiène des Côtes-du-Nord aboutit à l'interdiction du dossier en fixant l'activité de l'abattoir à son tonnage actuel et à retarder, contre l'avis du département du Finistère, toute décision favorisant une augmentation de sa production jusqu'à la mise en service complète du système d'épuration (le bassin de traitement de nitrate devrait être mis en service en 1982).

Étonnement et contradictions

M. Tilly ne cache ni son « étonnement » ni sa volonté. « J'ai commencé en 1959 avec une lessiveuse, un réchaud et une production de cent cinquante poulets par jour », affirme-t-il.

« Le ministre de l'Agriculture m'a demandé, il y a deux ans, de doubler ma production et le nombre de mes emplois (sept cents aujourd'hui). J'ai reçu de ses services une lettre en date du 3 février 1982 prévoyant un tonnage de 120 000 tonnes d'ici deux ans. Je me suis donc équipé de bassins d'épuration correspondant à ce volume d'activité. J'ai financé sans compter une station d'épuration de 2 millions de francs. Dans le même temps, le préfet du Finistère limitait la

production de l'abattoir ». Tout en reconnaissant que « la pollution doit être maîtrisée » et qu'il est prêt « à respecter toutes les normes qui lui seraient fixées », M. Jacques Tilly ne comprend pas les « contradictions » de ses interlocuteurs.

M. Gilles Esset, au nom de l'A.P.P.S.B., met en cause à la fois le « chantage à l'emploi » du P.-D.G. et le laxisme de l'administration du Finistère, qui « n'a jamais fait copier les limitations successives du tonnage ». Le délai supplémentaire de réflexion donné par la décision du conseil d'hygiène des Côtes-du-Nord permettra-t-il de concilier les intérêts de tous les protagonistes de cette affaire ? Les deux départements impliqués, l'A.P.P.S.B., le ministre de l'environnement, sont sans doute d'accord pour attendre les résultats de l'action des bassins d'épuration, mais M. Jacques Tilly déclare : « L'avis du conseil d'hygiène m'oblige en fait à diminuer ma production, le volume de rejets autorisé cumulé avec la commune et ceux de l'abattoir. Afin de présenter l'appropriation en eau de mes administrés, je démissionnerai ma production de 50 000 tonnes par an. Je refuse par conséquent de financer une nouvelle station d'épuration. » Situation inextricable.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Ile-de-France

M. Fiterman à Orly : les transferts d'emploi à Roissy seront « aussi limités que possible »

Le ministre des transports, M. Charles Fiterman, visitait, le 9 mars, l'aéroport d'Orly. A cette occasion, il a défini les grandes lignes de la politique gouvernementale en matière de transport aérien.

Considérant que malgré la crise conjoncturelle « il y a un bel avenir » pour le transport aérien, il y a lieu pour lui « de se placer dans les conditions d'en prendre toute notre part sur le plan intérieur et sur le plan international ». L'objectif gouvernemental est donc de contribuer à une relance des activités aéronautiques : encouragement de la construction, rétablissement de certains travaux abandonnés dans le passé, réhabilitation du chantier français. Toutes choses qui, dans l'esprit du ministre, ne sont pas contradictoires avec la préoccupation des équilibres financiers. M. Fiterman estime toutefois que le service public constituera en tout état de cause « le point d'appui fondamental » de cette politique, même si des entreprises

privées peuvent jouer un rôle complémentaire.

Le ministre a encore évoqué deux points particuliers : l'avenir d'Orly et le bruit autour de cet aéroport. Sur le premier, il s'est montré catégorique : « Il n'est pas question d'abandonner, ou même de négocier cette plate-forme sur laquelle travaillent trente mille personnes. « Non seulement Orly va se maintenir, mais il doit, dans la mesure du possible, se développer », a-t-il dit avant de s'engager à ce que les transferts d'activité vers Roissy soient « aussi limités que possible ». Sur la question du bruit, M. Fiterman a annoncé que de nouvelles expérimentations d'atterrissages simultanés sur deux des trois pistes en service à Orly seraient, l'an, mais « sur des bases différentes » de celles qui, à l'automne 1980, avaient suscité une levée de bouillottes des riverains : une concertation de « tous ceux qui cela concerne » suivra l'expérimentation et déterminera la décision définitive sur cette procédure.

J. S.

Architectes en Ile-de-France.

Après l'élection des trois membres de la liste Plac pour l'architecture au conseil régional d'Ile-de-France de l'ordre des architectes, M. Jacques T. Tournier a été élu président de ce conseil de vingt-quatre membres. Le bureau est composé aussi de deux vice-présidents, MM. René Lopez, chargé des relations extérieures, et Michel Hubert, un trésorier, M. Roland Barès, et un secrétaire, M. Georges Struh.

Grève des cotisations à l'Ordre des architectes.

L'Ordre des architectes de l'Ile-de-France a décidé de ne pas verser ses cotisations à l'Ordre des architectes de France, estimant le syndicat de l'architecture d'Ile-de-France, qui appelle les architectes à une grève totale des cotisations et se met à la disposition de ceux qui sont poursuivis (30, rue Beaubourg, Paris-2^e). Tél. : 271-19-00.

Le premier ministre désigne les responsables des grands projets d'urbanisme

Le premier ministre a rendu publics les noms des responsables de six grands projets d'urbanisme et d'urbanisme qui ont été annoncés le 9 mars par le président de la République. Voici les noms des responsables, « dont les fonctions prennent effet immédiatement ».

LA VILLETTE

Le parc : M. François Barre, directeur délégué à l'établissement public de La Villette, est appelé à diriger la « mission du parc » créée au sein de l'établissement public. Il préparera le concours international qui sera lancé dès le printemps 1982. La maîtrise d'ouvrage sera assurée par l'établissement public de La Villette.

La cité musicale : M. Jean-Pierre Guillard, administrateur général de l'Orchestre de Paris, est chargé de « la mission de la musique » créée au sein de l'établissement public. Des concours nationaux et internationaux seront lancés à la fin de 1982. La maîtrise d'ouvrage sera assurée par l'établissement public de La Villette.

M. François Bloch-Lainé, président de la « mission de l'Opéra », dirigée par Mme Michèle Audon, directrice de l'Office d'I.L.M. d'Avignon. M. Jean-Pierre Angremy est chargé de la programmation. Un concours international sera lancé à la fin de 1982. Un établissement public sera créé pour assurer la maîtrise d'ouvrage.

TETE-DEFENSE

M. Serge Antoine, chef de la mission des études et de la recherche.

François BARRE

M. François Barre est né le 13 janvier 1928. Ancien directeur adjoint du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou, M. François Barre occupe la poste de responsable du comité d'exécution visuelle de la régie Renault.

Jean-Pierre GUILLARD

Né le 15 janvier 1933 à Rueil et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, conseiller agricole à la Cour des Comptes, M. Jean-Pierre Guillard est administrateur général de l'Orchestre de Paris.

François BLOCH-LAINÉ

M. François Bloch-Lainé est né à Paris le 25 mars 1912. Inspecteur général des finances, ancien président du Crédit Lyonnais, ancien directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, M. Bloch-Lainé a été récemment chargé de mettre la commission chargée d'établir le bilan de la situation en France.

Michèle AUDON

Née le 25 août 1937 à Avignon, Mme Michèle Audon est licenciée en droit. Elle dirige depuis dix ans l'Office d'I.L.M. d'Avignon. Elle a participé à de nombreuses études d'urbanisme, et son action est reconnue dans le renouveau agricole du Vaucluse ainsi que dans l'organisation du Festival d'Avignon.

Jean-Pierre ANGREMY

Né le 21 mars 1937 à Angoulême, M. Jean-Pierre Angremy est licencié en droit. Ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, directeur adjoint de l'Orchestre de Paris, M. Jean-Pierre Angremy est chargé de la programmation et des spectacles au ministère de la culture et de la communication en 1979.

Serge ANTOINE

[Conseiller référendaire à la Cour des comptes, M. Serge Antoine est né à Strasbourg le 3 octobre 1927, a été secrétaire général du Haut conseil de l'environnement (1970-1973) et chargé de mission au cabinet de M. Robert Foulon, ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement.]

Guy VIDAL

Né le 21 août 1929 à Troyes, M. Guy Vidal est licencié en droit et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Ancien directeur du budget, poste qu'il occupa en janvier 1979 et qu'il quitta en octobre 1981, il a été chargé de la mission de démantèlement de l'administration des finances des locaux que ce dernier occupe au Louvre.]

Corse

M. MICHEL DEBRÉ : une volonté de morcellement.

Dans l'éditorial de la dernière Lettre méditerranéenne, publication du Cercle d'études et de recherches méditerranéennes qu'il préside, M. Michel Debré, ancien premier ministre, critique vivement le projet de statut particulier pour la Corse qui ne répond pas, dit-il, les graves problèmes économiques de l'île et représente une atteinte à la Constitution et aux lois de la République. Il écrit ceci :

« La République française est une et indivisible. Chaque Français, qu'il habite Lille, Grenoble, Toulon ou Ajaccio, obéit aux mêmes lois et participe à la même démocratie. »

« Or voilà qu'on nous propose d'instituer en Corse un régime différent, avec des règles différentes, et des élections différentes. On le voit bien, cette volonté de morcellement constitue une atteinte grave aux règles fondamentales et unanimement acceptées de notre République. »

« Demain, ce sera la Bretagne ou le Pays basque, après-demain la Corse ou la Savoie. Il se peut même que, un jour, on en vienne à discuter de l'opportunité d'institutions spécifiques aux départements du littoral ou aux départements de montagne, tout cela n'est ni sérieux ni réaliste. »

Nouvelle édition
"Or et argent"
Reliure plein cuir

1850
1893
Célèbre ?

Il l'est en France, hors de nos frontières : Maupassant est plus connu que Marcel Proust, plus lu que Stendhal, plus admiré que Flaubert, son père spirituel, dont on a supposé qu'il était son père tout court. On dit de Tchekhov qu'il est le Maupassant russe. On le traduit dans toutes les langues... Quelle éclatante renommée !

Et pourtant, la carrière de ce prodigieux conteur qui a traversé la littérature "comme un météore" n'a duré que dix ans, de l'éblouissante révélation de "Boule de suif" (1880) au manuscrit inachevé de "L'Angélique". Quelques deux cents nouvelles et une demi-douzaine de romans, sans compter les vers, les chroniques et le théâtre.

Princesses et prostituées

Devant une telle prodigalité et face à autant de chefs-d'œuvre, on pourrait croire que Maupassant était doué d'une puissance de travail surhumaine. C'est vrai et c'était d'autant plus extraordinaire qu'il menait de front plusieurs existences : sportif, il pratiquait ardemment l'aviron, la natation, l'escrime et il passait une bonne partie de son temps en croisière sur ses yachts successifs, de "La Loulouette" au "Bel Ami II".

Voyageur impénitent, on le rencontre en Italie, en Provence, en Angleterre, en Algérie, en Corse... Mondain, il fréquente les princesses et les salons (où Proust le remarque), cultive ses amitiés nombreuses, hante les théâtres, les clubs et les ateliers de peinture... Séducteur et libertin, ses maîtresses innombrables appartiennent à tous les milieux, et il ne désigne ni les demi-mondaines ni les prostituées (qu'il évoque dans "La Maison Tellier")...

Pourquoi est-il soudain si actuel ?

L'auteur de Bel-Ami est l'un des écrivains français dont le cinéma et la télévision se sont le plus inspirés. Plus de 40 films réalisés en français, allemand, italien,

NOUVEAU : l'œuvre complète
illustrée de Guy de
MAUPASSANT

Le conteur
le plus brillant
du 19^e siècle



Une œuvre sensuelle
bruisante
des mille folies
de la Belle Epoque

russe ou américain, par des metteurs en scène non moins célèbres, tels Jean Renoir, Christian-Jaque, Alexandre Astruc, André Cayatte.

Bel-Ami, le Roi des Femmes, Boule de suif, Une Partie de campagne, la Maison Tellier, ces titres chantent. Toute l'œuvre de Maupassant baigne dans cette lumière impressionniste qui a fait de la fin du XIX^e, le siècle le plus parisien.

Prêtez-moi ce livre S.V.P.
à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré 75382 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume de cette prestigieuse édition « Les Œuvres complètes de Guy de Maupassant » en 12 volumes. Vous joindrez la gravure en cadeau à ce premier envoi.

Si ce premier volume dépasse mon attente, je vous le renverrai, dans son emballage d'origine, dans les 10 jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai, de toute façon, la gravure originale que vous m'offrez.

Si cet examen me convainc, je garderai ce volume et recevrai les 11 autres tomes de la collection au rythme d'un par mois, aux mêmes conditions spéciales, soit : 178 F (+ 10,70 F de participation aux frais de port).

Si, bien entendu, je pourrai à tout moment interrompre l'achat de cette collection et me faire rembourser.

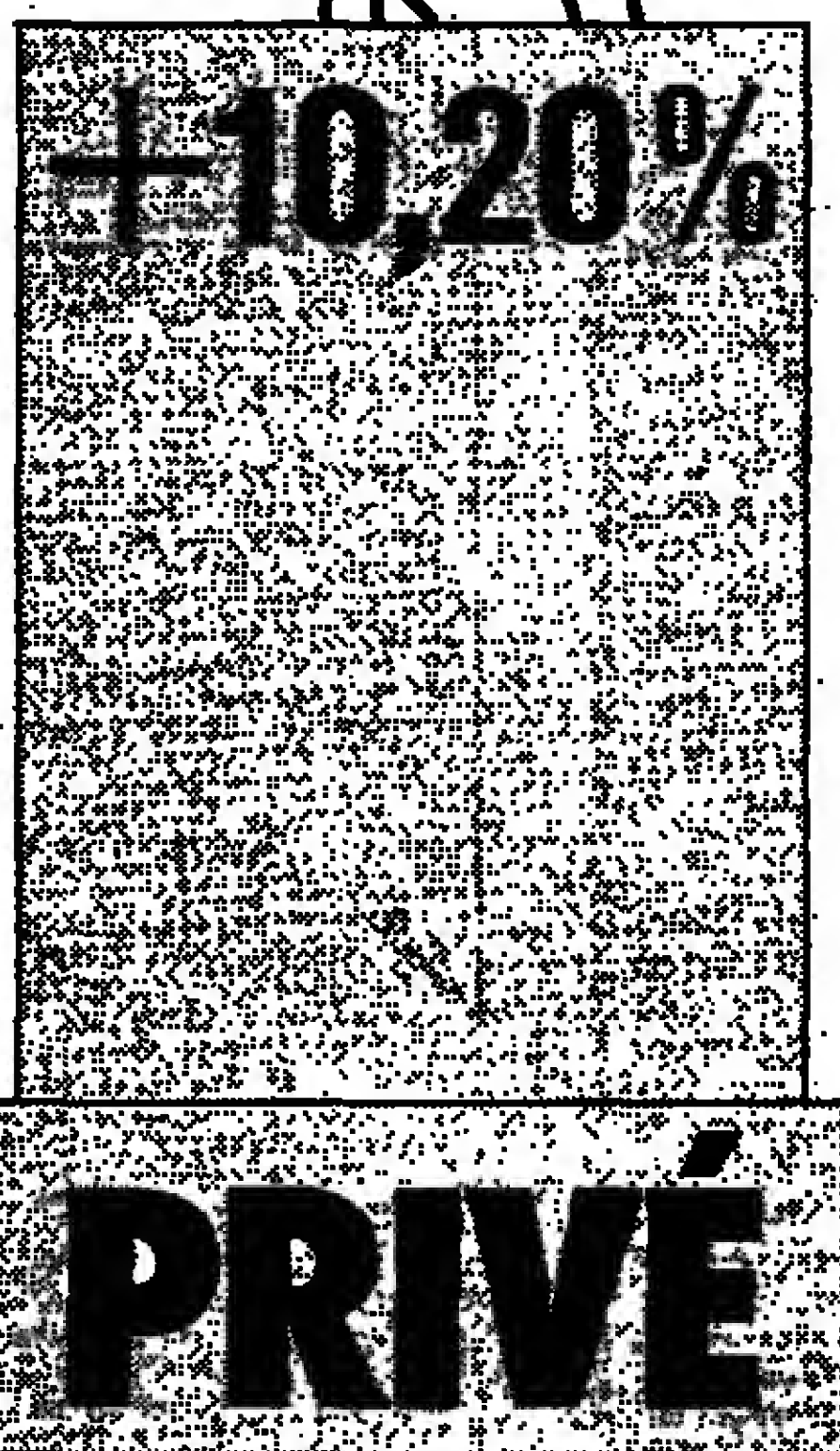
Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes

CADEAU
Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront avec cet envoi une gravure originale représentant cette œuvre de 14 x 21 cm d'art, numérotée et signée par l'auteur, quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot.

Communication dans l'entreprise et l'expression orale depuis 1969
Inscriptions et renseignements pour les stages
CSP
66 RUE LA Fayette
Tél. : 346.89.20-21-22-23

L'ÉGALITÉ DES 2 SECTEURS HOSPITALIERS Réalité ou utopie ?



Au 1^{er} janvier 1982,
les Hôpitaux Publics ont eu
leurs tarifs augmentés de **13,40 %**

Au 1^{er} mars 1982,
l'Hospitalisation Privée
n'a eu droit
qu'à une hausse de **10,20%**
(soit 8,50 % au 1^{er} janvier 1982)

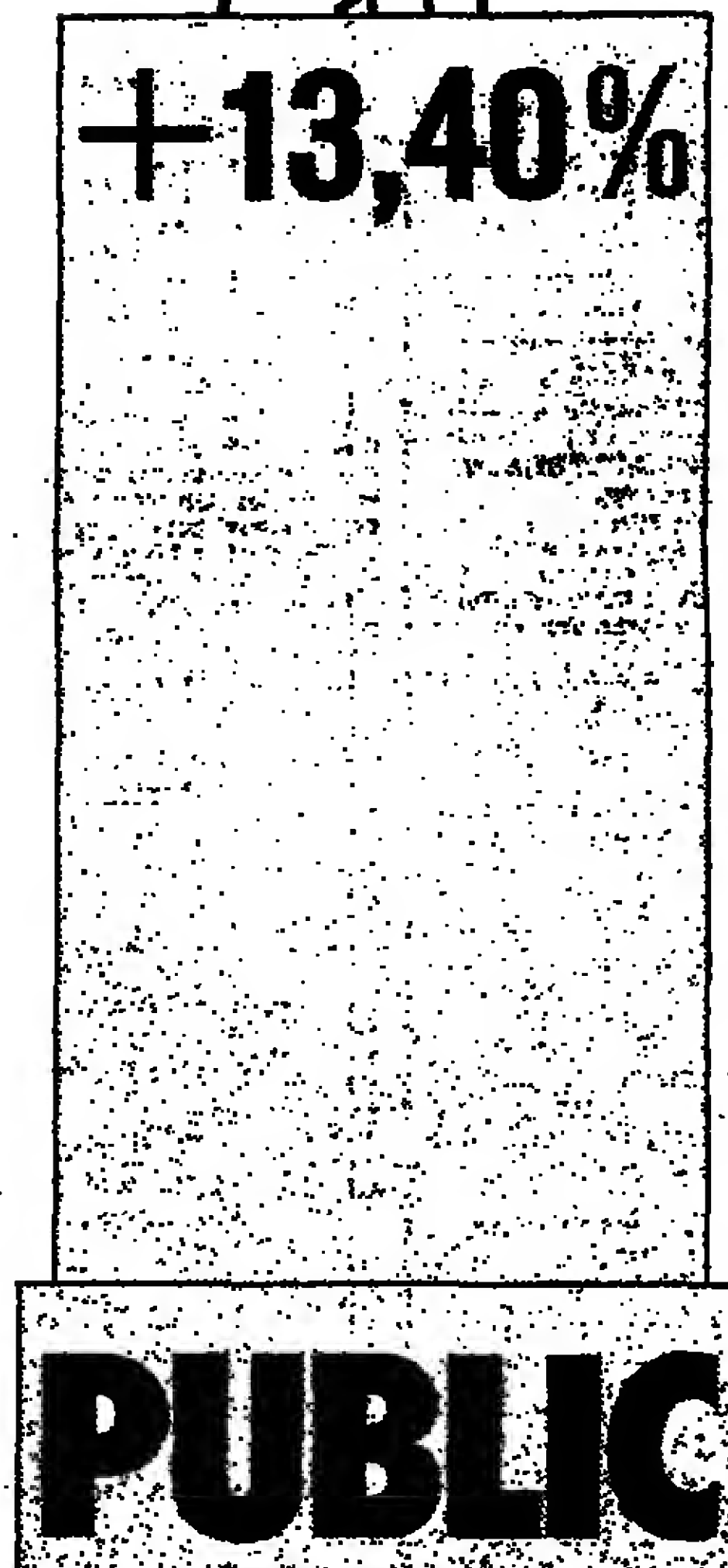
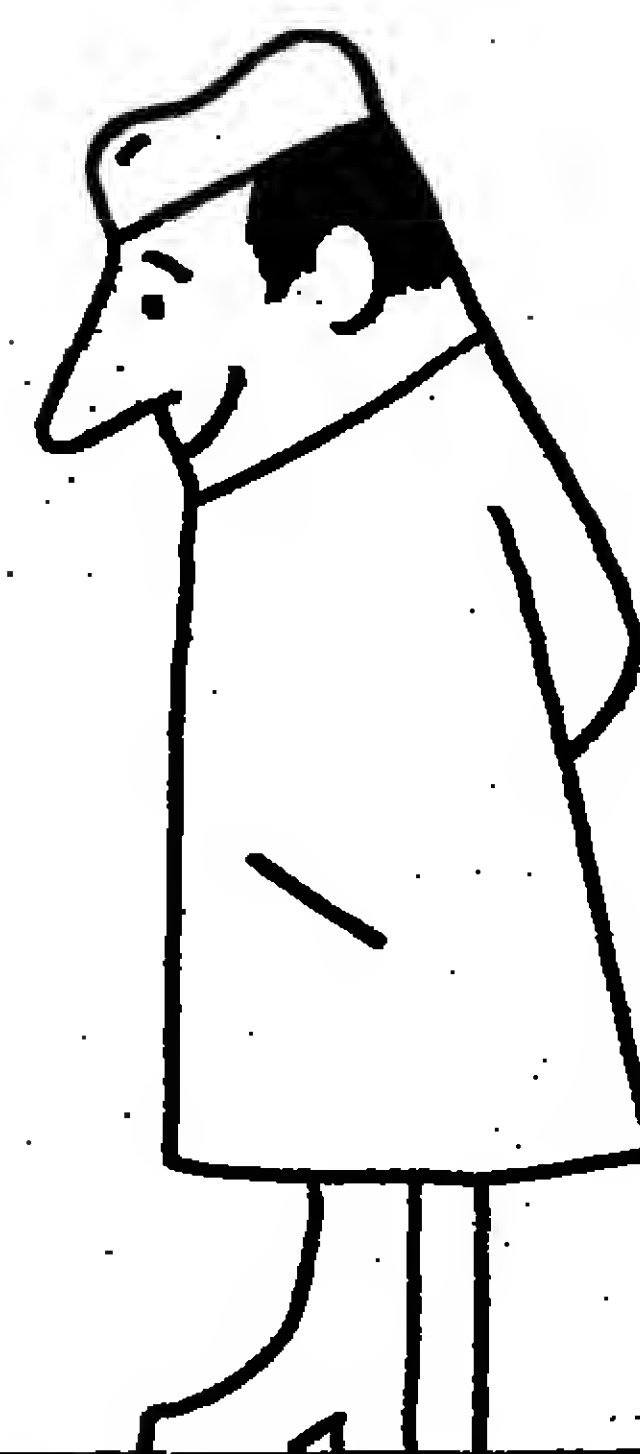
ET POURTANT...

"Les mêmes contraintes doivent peser sur tous, offrant aux patients, aux personnels et aux établissements les mêmes droits et les mêmes garanties, notamment en matière de tarification..."

(Lettre de Monsieur François MITTERRAND à Monsieur HÉBERT, Délégué Général de l'U.H.P., le 15 avril 1981).

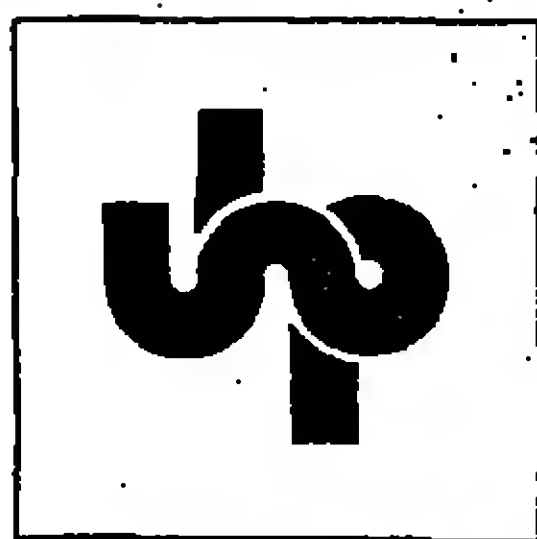
"Quant aux cliniques privées, elles ont naturellement toute leur place dans les structures de soins. Près de la moitié des actes chirurgicaux sont effectués dans leurs établissements: voilà une dimension qu'il serait irresponsable de nier. Mais je n'entends pas seulement reconnaître cette dimension, il faut leur donner les moyens d'exercer en rapport avec l'évolution des techniques, et cela en complémentarité avec l'hôpital public".

(Interview de Monsieur Jack RALITE au Panorama du Médecin le 18 février 1982).



Pourquoi Madame Nicole QUESTIAUX, Ministre de la Solidarité Nationale, crée-t-elle une réalité différente ?

OÙ EST L'ÉGALITÉ PROMISE ?



UNION HOSPITALIÈRE PRIVÉE
148, BOULEVARD MALESHERBES 75017 PARIS

CARNET

Naissances

— Pauline et ses parents ont la joie d'annoncer la naissance de Jeanne, le 24 février 1982.
Marc-Olivier RYKER et Catherine, née Viana,
39, route de la Reine,
92010 Boulogne.

Mariages

— M. et Mme Jean-Pierre Talierant.
M. et Mme Armand DIMEY ont la plaisir de faire part du mariage de leurs enfants, Sylvie et Jacques, célébré le 11 février 1982, à l'ambassade de France à Vienne.
7, rue Martin-du-Gard,
91700 Sainte-Gervaise-des-Bois,
7, rue Pierre-Henri,
95009 Paris.

— Marc DUNOYER et Nobuko ATSUMI sont heureux de faire part de leur mariage.
Tokyo, le 23 février 1982.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Isaac ALEVI, survenu le 9 mars 1982, en son domicile, à La Celle-Saint-Cloud (78170).
De la part de :
Mme Isaac Alevi et famille,
M. et Mme Elie Alevi et famille.
Les obsèques auront lieu le jeudi 11 mars, à 17 heures, à la porte principale du cimetière de Pantin-Parisien.
21 fleurs ni couronnes.

— M. Michel Canonge et ses enfants, M. et Mme Jean-Claude Canonge et leurs enfants, M. et Mme François Schenker et leurs enfants, M. et Mme Philippe Canonge et leurs enfants, M. et Mme Jean-Pierre Canonge, ont la tristesse de faire part du décès de Camille CANONGE, survenu le 8 mars 1982, à Montpeller, dans sa soixante-quatrième année.
Le défunt a donné son corps à la faculté de médecine.
Selon sa volonté, il n'y aura pas de cérémonie officielle.
«Heureux les affamés et les assoiffés de justice, car ils seront rassasiés».
(Mathieu, J. 6.)

— Le comité central de la Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, à la tristesse de faire part de la perte qu'il vient d'éprouver en la personne de Mme Georgette CHAPELAIN, née Andrieu, présidente de la section de Courbevoie, présidente d'honneur de la Fédération du district de Paris, ancienne vice-présidente et membre honoraire du comité central de la Ligue.
décédée le 1^{er} mars 1982, dans sa centième année.
Les obsèques ont eu lieu le 3 mars 1982 au cimetière nouveau de Courbevoie.

— Le comité central de la Ligue française des droits de l'homme et du citoyen, Les délégués départementaux de l'éducation nationale, Ses amis et ses anciennes élèves, ont la tristesse de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de Mme Georgette CHAPELAIN, née Andrieu, directrice honoraire d'école, présidente de la délégation départementale de l'éducation nationale, présidente de la section de Courbevoie, présidente d'honneur de la Fédération du district de Paris et vice-présidente honoraire du comité central de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen, décédée le 1^{er} mars 1982, en son domicile à Courbevoie, dans sa centième année.
Les obsèques ont eu lieu le 3 mars

1982, au cimetière nouveau de Courbevoie, avenue du Révérend-Père-Gouriet.

— Mme Phan et ses enfants Tuyen-Minh et Anh Richard ont la très grande douleur de faire part du décès de leur mari et père, M. PHAN-DINH-NUU, survenu le 7 mars 1982.
Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

— M. Raymond Reichenbach a la douleur de faire part de la mort soudaine de son père, M. Joseph REICHENBACH, survenu le 7 mars 1982.

— M. et Mme Jacques GAUTIER, Claude et Jean-Pierre Baidonnet, Sylvie Gautier, ont l'intime tristesse de faire part du décès accidentel survenu en montagne le 1^{er} mars 1982, à La Grave (24), de leur fille et sœur Magali, étudiante en 6^{ème} année de médecine.

— L'UNIMA - France (Union internationale de la marionnette) et le Centre national des marionnettistes ont la tristesse de faire part du décès de Mme Dominique GIMET, survenue le 28 février 1982.

— Mme Haas-Hamburger, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Roland Haas et leurs enfants, font part du décès de Mme Suzanne HAAS, survenue le 8 mars 1982, dans sa quatre-vingt-quatrième année.
L'inhumation a eu lieu le mercredi 10 mars dans l'intimité familiale.

— Mme Annie Lagarde-Guibert, sa fille, M. et Mme Bruno della Sudda, M. Olivier della Sudda et Christine, Mlle Anne della Sudda, Mlle Caroline Guibert, ses petits-enfants, Magali, Karim et Perrine, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de Suzanne LAGARDE, survenue le 28 février 1982, à Lou Pongretrou.

— Nous apprenons le décès de M. Robert L'HERMITTE, officier de la Légion d'honneur, fondateur, directeur puis délégué général des Laboratoires de bâtiment et des travaux publics, survenu le samedi 6 mars 1982, dans sa soixante-dixième année.
(Né le 14 octobre 1911 à Lorient (Morb.)
Robert L'Hermitte, agrégé de la faculté des sciences de Paris, après avoir fondé en 1952 les Laboratoires de bâtiment et des travaux publics de Paris, d'Afrique du Nord et d'Afrique noire, a consacré sa vie à la recherche.
Parallèlement aux travaux qu'il menait et animait à l'U.T.P. (Union technique internationale de bâtiment et des travaux publics), il a dirigé l'Institut international des laboratoires d'essais de matériaux et à l'APREM (Association française de recherches et d'essais sur les matériaux et les structures). Il publiait de nombreux ouvrages spécialisés : «Résistance des matériaux, technique et expérimentation» et «Au pied du mur» (1972), «Idées nouvelles sur la technologie».

— Emile-Françoise Martin, a la douleur de faire part du décès de son mari, M. Louis MARTIN.

— La cérémonie religieuse a été célébrée le 3 mars 1982, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Véran à Bagneux.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

Anniversaires

— En ce jour anniversaire du rappel à Dieu de M. Georges DUCKILLER, une pieuse pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Pour le second anniversaire de la mort de Jean LAMBERT, avocat général honoraire à la Cour de cassation, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, médaille de la France libre, une messe sera célébrée le jeudi 11 mars 1982, à 9 heures, en l'église Saint-François-de-Sales.

— Il est demandé à tous ceux qui l'ont connu et aimé de s'y associer par une pieuse pensée.

— Il y a cinq ans, le 10 mars 1977, disparaissait brutalement à Lonsarville (Des Canaries, Espagne), Frédéric FELDER, à l'âge de soixante-sept ans.

— Une pensée fervente est demandée à celles et à ceux qui l'ont connu, estimé et aimé.

Messes anniversaires

— Comme chaque année, en mémoire du sacrifice du colonel Jean BASTIEN-THIERY, célébré le 11 mars 1982, une messe sera dite le jeudi 11 mars 1982, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-de-Victoire (Paris-2^e).

— Dans la matinée, à 9 heures, une prière sera dite sur sa tombe, au cimetière de Bourg-la-Reine (92).

— Une messe pour M. Louis COQUELIN DE LIELE sera célébrée le samedi 13 mars 1982, à 10 heures, en la chapelle Notre-Dame-du-Cénacle, 58, avenue de Breteuil.

Messes

— M. Louis COQUELIN DE LIELE, a la douleur de faire part du décès de son mari, M. Robert L'HERMITTE, officier de la Légion d'honneur, fondateur, directeur puis délégué général des Laboratoires de bâtiment et des travaux publics, survenu le samedi 6 mars 1982, dans sa soixante-dixième année.

— La cérémonie religieuse a été célébrée le 3 mars 1982, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, suivie de l'inhumation au cimetière Saint-Véran à Bagneux.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

Soutenances de thèses

— DOCTORATS D'ÉTAT
Université de Paris-IV, vendredi 12 mars à 14 h 30, salle des commissions, Mlle Salha Zouari : «Capital humain et salariat : le cas de la Tunisie».

Université de Paris-III, vendredi 12 mars à 10 h 30, salle Géraud (rue St-Jacques), M. Tjani Bourgia : «Le pronom démonstratif dans le Coran».

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

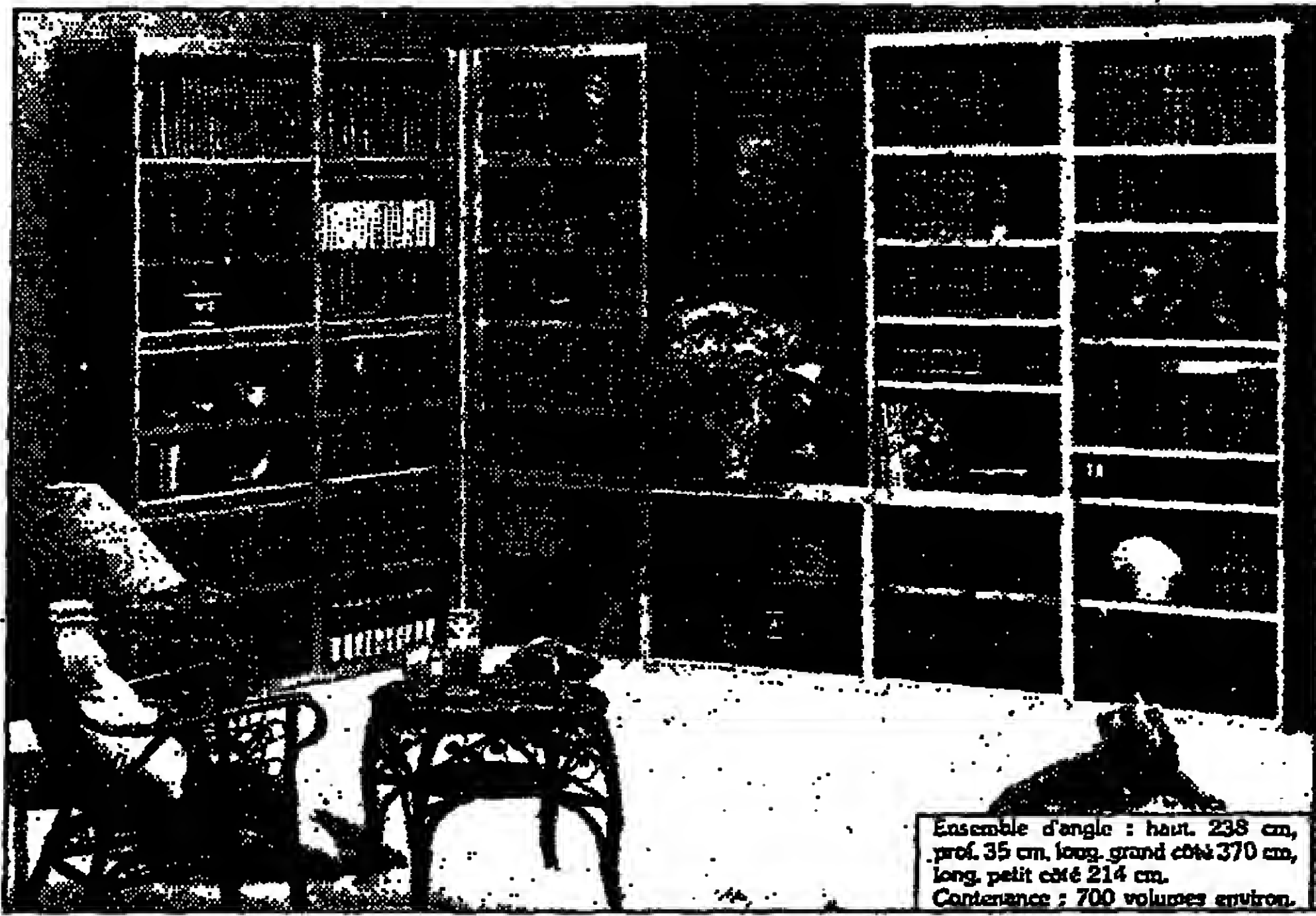
— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

— M. et Mme Jean-Claude Pagès, Sylvie, Catherine, Jean et Aurélie Pagès, Les familles Besset, Masoué, Passet et Fum, ont la douleur de faire part du décès de M. Albert PAGES, ancien professeur de français au collège Edgar-Quinet et au lycée La Fontaine, survenu le 20 février 1982, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Paris, 17, rue Germain-Pilon, 75018 Paris.

Du meuble individuel... au grand ensemble

La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris • Bruxelles • Genève • New York • Rome • Rotterdam • Vienne

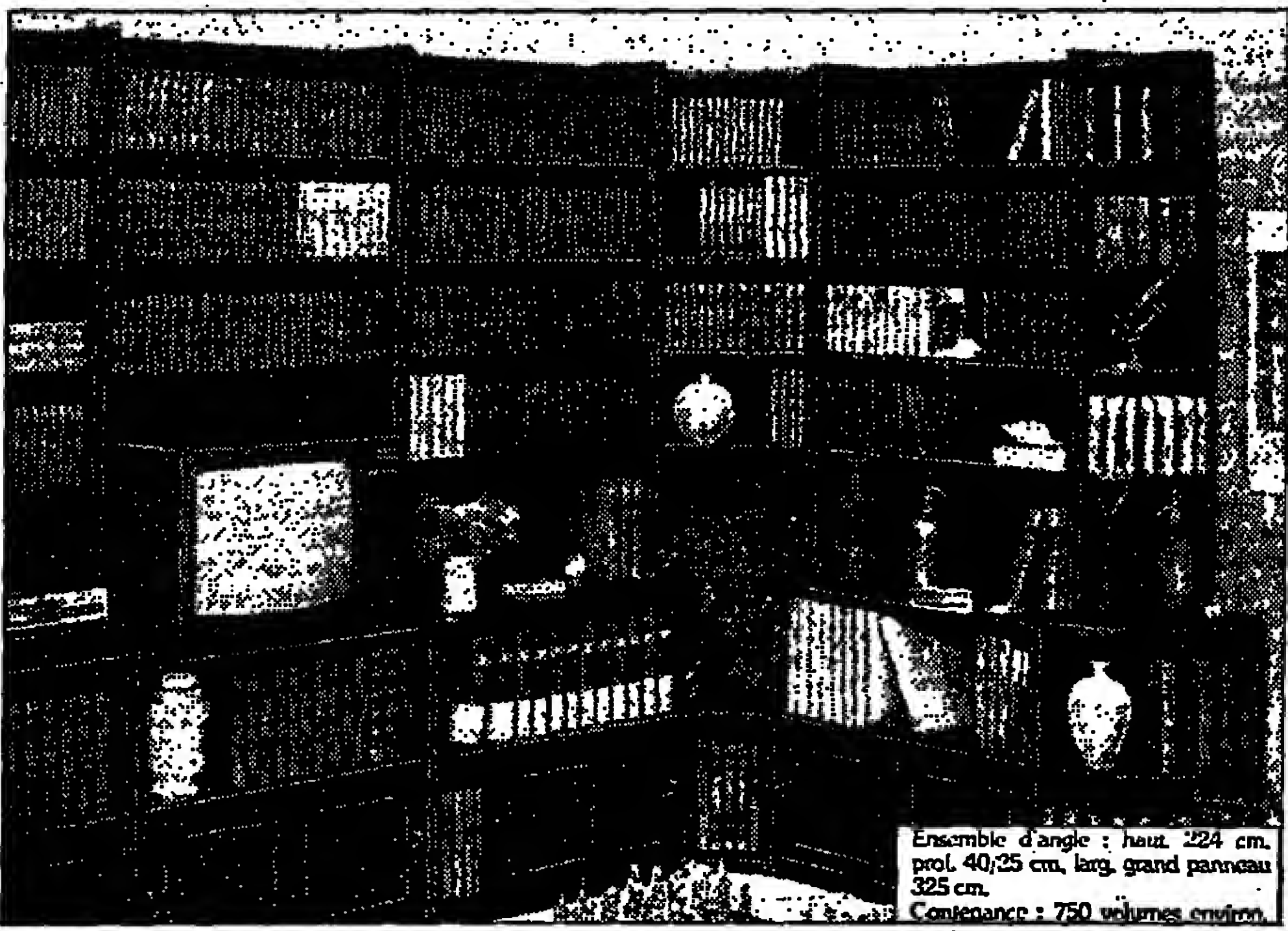


Ensemble d'angle : haut. 238 cm, prof. 35 cm, long. grand côté 270 cm, long. petit côté 214 cm. Contenance : 700 volumes environ.

LIGNE OR : JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES

Premier spécialiste européen pour le rangement des livres de tous formats, La Maison des Bibliothèques propose une nouvelle ligne exclusive, extrêmement sobre et fonctionnelle. La "Ligne OR" vient ainsi compléter le très large éventail de la Maison des Bibliothèques (Standard, Rustiques, Contemporaines, Ligne Noire, etc.). Ces prestigieuses modules permettent de constituer, par simple superposition et juxtaposition, la bibliothèque idéale quelle que soit la place dont on dispose. Véritable architecture de montants et de traverses OR habillées de panneaux et d'étagères Noires ou blanches, la "Ligne OR" apporte une solution rationnelle et très décorative au rangement de tous vos ouvrages, aussi bien professionnels que de collection ou d'agrément.

Etagères et panneaux en mélaminé noir ou blanc double face, montants en aluminium anodisé brossé doré, avec verins réglables. Système de crans à ressorts permettant le réglage en hauteur des étagères au cm. Finition des chants de tablette par un T en aluminium doré. Tous ces modules peuvent être fermés sur option par des portes bois, des glaces claires, des glaces Persol bronze ou des glaces miroir Persol.



Ensemble d'angle : haut. 224 cm, prof. 40/25 cm, long. grand panneau 225 cm. Contenance : 750 volumes environ.

LIGNE NOIRE : JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES

L'une des plus récentes créations exclusives de LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES réalisée à partir d'un nouveau matériau permettant un usage dans la masse, identique à celui du bois massif. Tous les modules de la LIGNE NOIRE (JUXTAPOSABLES ET SUPERPOSABLES) per se sont conçus sans aucune fixation, permettent de constituer des ensembles bibliographiques très élégants et sont maintenant également disponibles en teinte sautoir. De nombreux accessoires (1/4 de rond, meubles d'angle, étagères à livres, étagères à jour, etc.) offrent de multiples possibilités de décoration intérieure comme d'aménagement de cabinets de travail.

Nouvelle série en panneaux de fibres à structure homogène et de densité moyenne et constante permettant un usage dans la masse identique à celui du bois massif. Vient compléter la gamme. Côté monnaie dans la masse avec plate-bandes. Etagères et côtés épaisseur 22 mm, chants arrondis. Fonds contre-plaqué, vitres coulissantes avec onglets, bords doux, étagères intérieures réglables sur taquets violons, pieds de 5 cm avec plinthe en retrait, dépassements hauts de 3 cm avec arrondis. Assemblage très facile par vis de rappel invisibles.

PRIX IMBATTABLES

REPRISE EN CAS DE NON-CONVENANCE EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO

La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris • Bruxelles • Genève • New York • Rome • Rotterdam • Vienne

Paris : 61, rue Froidevaux, 14^e.
Nouveaux horaires : du mardi au samedi de 10 h à 19 h, dimanche de 10 h à 13 h.
Nouveaux horaires : du mardi au samedi de 10 h à 19 h, dimanche de 10 h à 13 h.

BON PRIX EN CATALOGUE GRATUIT

À retourner à :
LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75680 Paris CEDEX 14.
Veuillez m'envoyer sans engagement votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, teintes, contenances, prix, etc.) sur vos modules :
STANDARDS, RUSTIQUES, STYLES, CONTEMPORAINS, LIGNE OR, LIGNE NOIRE.

Nom _____
Rue _____
Code postal _____ Ville _____
Rég. M. 066

CATALOGUE PAR TELEPHONE 320.73.33

objectivité, permanence de l'information

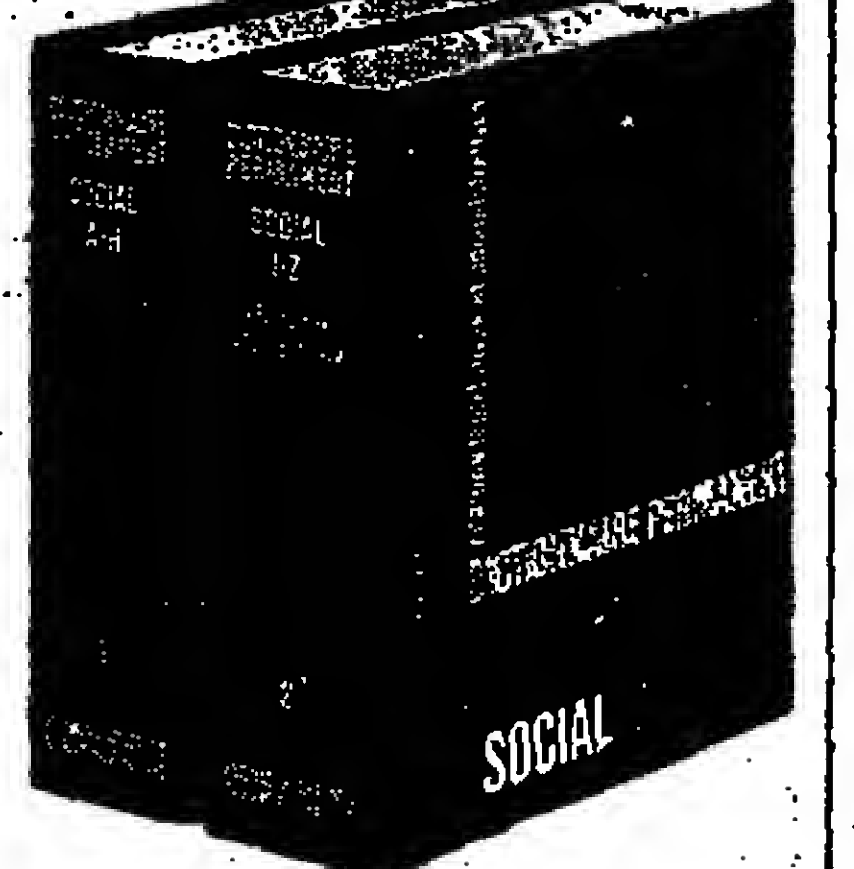
les 2 principes fondamentaux du

DICTIONNAIRE PERMANENT SOCIAL

qui, présenté en deux volumes (sur feuille mobile format A 27), couvre en 100 dictionnaires toutes les questions sociales qui intéressent les employeurs, les salariés et les travailleurs indépendants.

Dans la documentation de base :
L'ANALYSE des dispositions législatives et réglementaires, de la jurisprudence, des interprétations de l'administration, avec des commentaires pratiques ; un FORMULAIRE qui met à votre disposition plus de 350 formules directement utilisables notamment sur l'embauchage, le contrat de travail, le licenciement, la retraite, les représentants du personnel ; le texte intégral du CODE DU TRAVAIL qui permet de se reporter au texte lui-même dans sa toute dernière rédaction.
La documentation de base au prix de 720 F francs T.T.C. peut être envoyée pour une période d'un mois à titre d'essai gratuit.

Un service de mise à jour :
Deux fois par mois l'abonné reçoit un bulletin qui l'informe des modifications intervenues. Plusieurs fois par an tous les feuillets périmés du dictionnaire sont remplacés.



BON D'ESSAI GRATUIT

Bon à découper et à retourner aux Éditions Législatives et Administratives, 18, rue Péclet, 75730 Paris cedex 15 - Tél. : 628.40.15
Nom _____ Profession _____
Rue _____
Code postal _____ Ville _____
Téléphone _____ Date _____ Signature _____

Je bénéficie pendant cette période d'essai du service de mise à jour permanent.

Je m'engage à retourner ce bon d'essai à l'expiration de la période d'essai.

Je m'engage à retourner ce bon d'essai à l'expiration de la période d'essai.

Je m'engage à retourner ce bon d'essai à l'expiration de la période d'essai.

Je m'engage à retourner ce bon d'essai à l'expiration de la période d'essai.

Je m'engage à retourner ce bon d'essai à l'expiration de la période d'essai.

Je m'engage à retourner ce bon d'essai à l'expiration de la période d'essai.

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

LE SALON DE L'ÉCONOMIE

Le Salon des arts ménagers ouvre ses portes au public ce mercredi 10 mars. Pour la dernière fois, car cette manifestation populaire (créée en 1923) va se transformer à partir de 1983 en un salon réservé aux seuls professionnels (1) ; il aura lieu au nouveau parc des expositions de Villepinte, au nord de Paris.

M. Jacques Rouaud, commissaire général du Salon, espère cependant convaincre ses exposants de la nécessité de conserver « l'événement annuel des arts ménagers » avec un salon parallèle destiné aux consommateurs. Il souhaiterait qu'il se tienne au CNIT et puisse présenter, outre les appareils ménagers, un reflet des tendances en mobilier et décoration, comme jadis au Grand Palais avec la section du « Foyer d'aujourd'hui ».

Cette année les fabricants ont un objectif commun : rendre leurs appareils moins gourmands en énergie (2). Dans la gamme des brûleurs à gaz « séquentiels » (pour cuisson mijotée), Rosières présente un brûleur à trois séquences pour les préparations délicates. Le « Turbo-boiler » de Thermor est un brûleur rapide, avec mijotage à 50 °C seulement, et répartition uniforme de la chaleur par l'interposition d'un coussin d'air entre la flamme et le récipient.

Le nouveau brûleur de Beukend est recouvert d'une plaque en vitrocéramique qui se met rapidement en température et le diffuse sur tout le récipient ; sous le brûleur, un réflecteur parabolique renvoie la chaleur vers la plaque, économisant 30 % environ de l'énergie. Les fours à gaz des cuisinières Arthur-Martin sont équipés d'un grilloir fait d'une toile métallique diffusant des flammes presque jointives ; son moyennement uniforme réduit le temps de préchauffage.

Les nouveaux fours électriques sont polyvalents : plus d'hésitation entre convection naturelle et chaleur tournante. Alliant les avantages de l'une et de l'autre, ils saisissent et dorment les viandes ou répartissent la chaleur et permettent des cuissons simultanées ou la décongélation (Bosch, De Dietrich, Siemens).

Bourgeois présente un combiné inédit : à la base, un petit four à chaleur tournante, au-dessus, un compartiment pour garder les plats au chaud et, à côté, une innovation technique : un four à vapeur. Les aliments y sont cuits par un système de projection et d'injection de vapeur à 100 °C ou 120 °C. Avantages : cuisson rapide et saine. Philippe associe deux techniques de cuisson complémentaires, avec deux appareils superposés à bandeau de commande unique : un four à chaleur pulsée et un four à micro-ondes. Ces enceintes de cuisson ultra-rapide se multiplient et une douzaine de marques sont actuellement proposées.

Avec l'accroissement de la consommation des surgelés et de la congélation citadine, les

appareils « multi-froid » se généralisent. Le nouveau combiné de Leden a quatre portes et deux compressions, il réunit, sur 50 cm de large, quatre zones de froid : réfrigérateur, conservateur de surgelés, congélateur et compartiment tempéré. Certains congélateurs ont une isolation renforcée, réduisant la consommation d'électricité et retardant la remontée en température en cas de panne de courant (coffe, Thomson-Brandt, armoire Philips).

Point commun aux lave-vaisselle et aux lave-linge : l'économie d'eau et d'électricité. Ces réductions de consommation s'appliquent, notamment, aux lave-vaisselle A.E.G., Alkux, Leden et Thomson, avec pour ce dernier un système d'aspiration alternée réduisant le temps de lavage. Meilleur lavage sur l'appareil de Rosières à volute arrondie et chargement facilité dans celui de Leden avec un panier inférieur muni de file ondulés au lieu de picots.

Pour le lavage du linge — outre la généralisation de touches « éco » pour petite lessive peu sale — on note quelques perfectionnements : rinçage antiretour (Indesit) et essorage « Automatic » (Thomson) allant jusqu'à 850 tours/minute, entre-coups de défilage du linge. Pour les grandes familles, un appareil pour six kilos de linge (Lincoln) peut aussi ne laver qu'une charge de trois kilos. Dans la gamme des petites machines portatives (Calor, Sufam) deux nouveautés : la « Tambourrette » Rowerta, à tambour à mouvement alternatif pour deux kilos de linge, et la « Mini-wash Sirocco » I.T.T., également à tambour, avec élément chauffant pour sécher le linge. Pour le repassage, une nouvelle presse (« Home-press » Pfaff) dont la plaque rectangulaire a un coin chauffant pour les fronces et volants.

JANY AUJAME

(1) Depuis quelques années, le Salon des arts ménagers était devenu mixte : quatre jours pour les professionnels et six jours pour le public.

(2) A partir de juillet 1982, les étiquettes et catalogues d'appareils électroménagers devront indiquer les consommations en énergie (certains fabricants le font déjà). Pour pouvoir en juger, l'AFNOR publie des brochures de conseils d'achat, que l'on peut se procurer sur son stand au Salon des arts ménagers.

* Du 10 au 15 mars, CNIT à la Défense, tous les jours de 10 h à 19 h, le mercredi 10 et le vendredi 12 jusqu'à 23 h. Entrée : avant 13 h, 12 F, après 13 h et le mercredi en soirée, 15 F ; le vendredi après 13 h, 18 F.

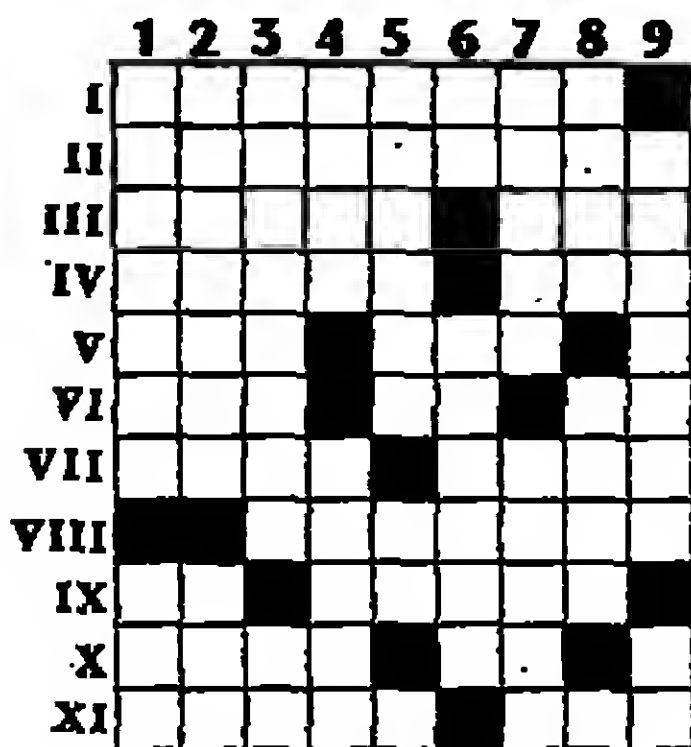
Martine Nourissat et Etamine, auxquels s'est joint Charpentier, spécialiste des canapés.

* Jusqu'au 13 mars, tous les jours, de 10 h à 18 h 30, 287, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris (place du Palais-Royal).

SOLDES D'EXPOSITION. — Trois boutiques de décoration se réunissent pour solder ensemble — dans le même magasin — les collections de tissus, papiers peints, lampes et canapés, qu'elles ont exposés pendant les derniers mois. Il s'agit de David Hicks,

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3143



HORIZONTALEMENT

I. Paris ou Bordeaux. — II. Filles plus faciles à aborder qu'à rejoindre. — III. Faveur ou honneur, selon qu'il touche madame ou monsieur. Victime d'un désordre intérieur. — IV. Réduit l'ampleur d'une fortune. Bonne assise pour qui veut mettre debout. — V. Plus il est plein, plus il bouffe. Fut fort grillé dans les barbecues de jadis. — VI. Commode, pour les fils de Marc-Aurèle. Cours suivi à l'école buissonnière. Note. — VII. Courroie de transmission. Une Marseillaise le traite souvent de coquin. — VIII. Dirigée, érigée ou redigée. — IX. Préposition. Telle une femme dont les lèvres ont peut-être abusé du « rouge ». — X. Monsieur X. Participe passé. — XI. VII

grec. Cruche ne dépassant pas la capacité d'une gourde.

VERTICALEMENT

I. Ne pas insister ou appuyer lourdement. Tête promise à la couronne. — II. On peut l'écouter que lui ailes que personne ne l'a jamais entendu. L'arroseur de Rosette. — III. Un tel visage évoque plutôt Bacchus qu'Apollon. Son oméga est un delta. — IV. Changer d'horizon. Le piédestal de l'irascible. — V. Dirige le courant. Caractères de La Bruyère. — VI. Contracté. Dans sa campagne, l'Empereur ne récolta que des marrons glacés. — VII. Est coulant. Solidement charpenté. — VIII. Personnage de Jules Verne. Il vaut mieux l'éliminer avant qu'elle vous mette sur la touche. — IX. Allie la douceur au bâton. Copulative.

Solution du problème n° 3142

Horizontalement

I. Ballerine. — II. Amour. Nus. — III. Leucémie. — IV. Ane. Tel. — V. Noise. — VI. Carotte. — VII. Ou. Maieur. — VIII. Dent. Le. — IX. Ra. Atèle. — X. Egaré. Emu. — XI. Ana. Tsar.

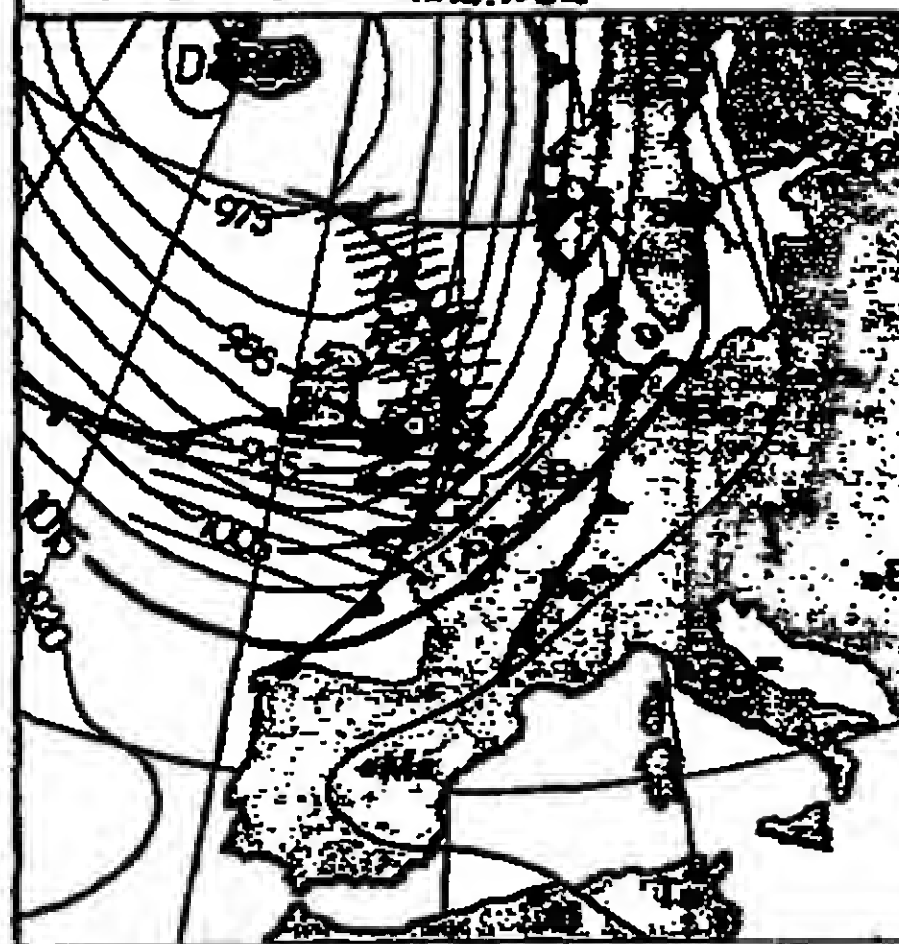
Verticalement

I. Balançoire. — II. Amen! Au. Ags. — III. Loueur. An. — IV. Luc. O'Mara. — V. Ereintant. — VI. Ouite. — VII. Intéfic. Lâs. — VIII. Nués. Uléma. — IX. Es. Lèvre. Ur.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10.3.1982 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 10 mars à 6 heures et le jeudi 11 mars à 24 heures :

Le temps doux et pluvieux qui intéressait ce matin la moitié nord-ouest de la France va gagner vers le sud-ouest pour disparaître demain en Méditerranée, tandis qu'une nouvelle perturbation océanique abordera la Bretagne la nuit.

Jeudi matin, le temps sera doux, pluvieux et couvert au sud d'une ligne Bordeaux-Strasbourg (neige seulement au-dessus de 2000 mètres). Cette zone s'éliminera vers le sud-est dans l'après-midi en donnant une visibilité d'orage en Méditerranée. A l'arrière, ciel nuageux mais températures maximales plus fraîches, avec des averses sur la Manche orientale et le Nord-Est. Les vents seront de nord-ouest modérés. Sur l'ouest du pays, amélioration temporaire puis à nouveau un ciel couvert le soir sur la Bretagne et des vents tournant au sud-ouest modérés.

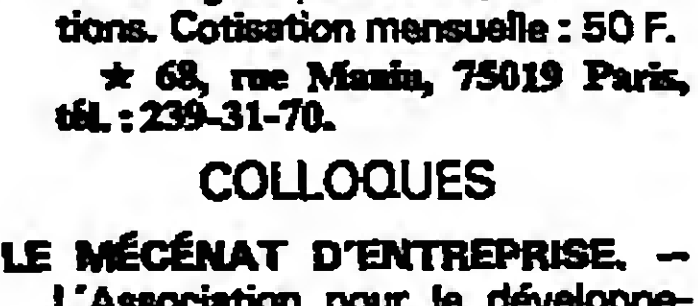
La pression atmosphérique redra au niveau de la mer était à Paris, le 10 mars 1982 à 7 heures, de 1 006,9 millibars, soit 755,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 mars ; le second, le minimum de la nuit du 8 mars au 9 mars) : Ajaccio, 14 et 2 degrés ; Biarritz, 12 et 6 ; Bordeaux, 13 et 3 ; Bourges, 9 et 4 ; Brét, 10 et 8 ; Caen, 11 et 7 ; Clermont, 9 et 5 ; Dijon, 10 et 3 ; Grenoble, 13 et 1 ; Lille, 9 et 4 ; Lyon, 12 et 4 ; Marseille, 14 et 4 ; Nancy, 9 et 3 ; Nantes, 12 et 7 ; Nice, 13 et 6 ; Paris-Le Bourget, 10 et 4 ; Pau, 13 et 3 ; Perpignan, 12 et 3 ; Rennes, 11 et 7 ; Strasbourg, 11 et -1 ; Tours, 10 et 5 ; Toulouse, 14 et 2 ; Pointe-à-Pitre, 21 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 8 degrés ; Amsterdam, 8 et 2 ; Athènes, 10 et 1 ; Berlin, 10 et 1 ; Bonn, 9 et -1 ; Bruxelles, 7 et 3 ; Le Caire, 21 et 14 ; Canaries, 24 et 13 ; Copenhague, 4 et 1 ; Dakar, 23 et 18 ; Genève, 11 et 0 ; Jérusalem, 10 et 6 ; Lisbonne, 15 et 8 ; Londres, 10 et 7 ; Luxembourg, 8 et 2 ; Madrid, 14 et 1 ; Moscou, 0 et -3 ; Nairobi, 29 et 13 ; New-York, 5 et -4 ; Palma-de-Majorque, 14 et 0 ; Rome, 15 et 4 ; Stockholm, 5 et -2.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)



PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 10 mars :

UN DÉCRET

● Modifiant le décret du 20 septembre 1978 relatif aux conditions de recrutement, d'emploi et de rémunération des chercheurs, des personnels extérieurs et des étudiants qualifiés auxquels les établissements publics à caractère scientifique et culturel peuvent faire appel pour l'enseignement.

DES ARRÊTÉS

● Relatif à la répartition des cotisations complémentaires de l'assurance-maladie des exploitants agricoles pour l'année 1981.

● Fixant les taux et modalités de la taxe due au groupement d'intérêt économique dit Comité de coordination des centres de recherche en mécanique.

● Portant suppression de la Caisse de compensation des prix des combustibles minéraux solides.

LÉGION D'HONNEUR

● Un nouveau contingent de croix pour les combattants de 1914-1918. Dans une réponse, publiée au Journal officiel du 8 mars, à une question orale de M. Bernard Schreiner, député des Yvelines (P.S.), qui attirait l'attention du ministre de la défense « sur les délais trop longs dans l'obtention pour les anciens combattants de la guerre 1914-1918 des médailles militaires et de la Légion d'honneur que beaucoup d'entre eux méritent depuis longtemps », M. Charles Haugès a répondu qu'un nouveau contingent de trois mille croix vient d'être accordé par le décret n° 31-1224 du 31 décembre 1981 « en faveur de ces anciens combattants » et doit permettre, en raison de son volume extrêmement important, de nommer dans la Légion d'honneur tous les titulaires de deux citations ou blessures qui en feront la demande, ce qui démontre tout l'intérêt porté à cette catégorie particulièrement méritante de combattants.

TRANSPORTS

Baisse du prix de la carte orange 1^{re} classe

La suppression de la première classe dans le métro parisien avant 9 heures et après 17 heures depuis le début du mois entraîne une réduction du coût mensuel de la carte orange de 50 francs. Celle-ci ne vaut donc plus que 150 francs pour la zone centrale, 240 francs en zone trois, 330 francs en zone quatre et 410 francs en zone cinq. Cette réduction prend effet rétroactivement au 1^{er} mars. Les personnes ayant déjà acheté leur carte seront remboursées dans tous les points de vente à partir du 1^{er} avril sur présentation de leur coupon. Celles qui avaient acheté une carte annuelle seront remboursées par courrier.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 12 MARS

« La mode et les pouspés », 10 h 10, rue Pierre-I^{er}-de-Sorbie, Mme Legré-god.

« La cathédrale russe », 15 heures, 12, rue Darn, Mme Hulot.

« Saint-Séverin et Saint-Julien-le-Pauvre », 15 heures, devant Saint-Séverin, Mme Benaquet des Champs.

« Saint-Germain et Pré », 15 heures, devant l'église, Mme May-niel (Caisse nationale des monuments historiques).

« Les chefs-d'œuvre du musée », 10 h 30 et 15 heures, musée du Louvre.

« Peinture française du dix-septième siècle », 14 h 45, Grand Palais (Approche de l'art).

« Les hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, 12, boulevard Henri-IV (A travers Paris).

« Collection Thyssen-Bornemisza », 11 heures, Petit Palais (Mme Canali).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, devant la porte (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Galeries et passages couverts », 15 heures, métro Richelieu-Drouot (P. Y. Jaslet).

« Petit Montmartre », 14 h 30, métro Montmartre-Duval (Paris pittoresque et insolite).

CONFÉRENCES

14 h 30 et 16 h 45 : 107, rue de Rivoli, M. R. Percheron : « Venise, la tradition de Saint-Marc et les Croisades ».

18 h 15 : Palais de la découverte, avenue Franklin-D. Roosevelt : « Amers langages ».

19 h 30 : 26, rue Bergson, M. G. Werling : « V. Subrahmanya Iyer et le vedanta contemporain » (L'Homme et la Communion).

19 h 30 : Sorbonne, amphithéâtre Bachelard, M. Victor-Cousin, M. J. Castex : « L'Age d'or... demain ? » (L'Homme et la Communion).

20 h 15 : 11 bis, rue Kepler : « Les pouvoirs dynamiques de la pensée » (Loge une des théosophes) (entrée libre).

VIVRE A PARIS

AU MUSÉE DE LA MARINE.

Voici le programme de l'Association « Rencontres au musée de la marine » : 16 mars (20 h 30) : promenade à travers le siècle du Roi-Soleil avec Raoul Perret ; 20 avril (18 h 45) : l'Ordre de Malta, conférence d'Alain Hubert Bonnal ; 15 juin (17 h) : Vernissage de l'exposition de photographies de Jérôme Pichet (exposition ouverte jusqu'au 16 juillet) ; septembre (troisième ou quatrième semaine) : concert donné par l'ensemble instrumental de Paris sous la direction de Patrick Fournillier ; 9 décembre (17 h) : vernissage de l'exposition « Cent dessins de Pierre Loti ».

* Musée de la Marine — Palais de Chaillot — 75116 Paris — Tél. : 55331.70.

Le Monde

Cette semaine dans

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Gallipoli », de Peter Weir

La fleur au fusil



EN 1940, un cinéaste australien, Charles Chauvel, réalisait un film qui connut à l'époque un immense succès dans les pays anglo-saxons. Ce film, *The Forty Thousand*, retraçait un fait d'armes de la cavalerie australienne pendant la guerre de 1914. C'était une œuvre lyrique, un hymne ardent à la bravoure des hommes.

Quarante ans plus tard, Peter Weir, un des chefs de file du jeune cinéma australien, reprend le thème du film, dans *Gallipoli*, un épisode de la bataille des Dardanelles (1915) au cours duquel les troupes de son pays furent décimées par les Turcs. La bravoure est toujours présente, mais, le lyrisme, cette fois, cède la place à l'amertume des illusions perdues.

Agé de trente-huit ans, Peter Weir nous est surtout connu par *The Car That Ate Paris* (Paris était en l'occurrence une petite bourgade, australienne) et par *Pointe à l'Anglais* (Pointe à l'Anglais est un film de 1978, dans lequel Peter Weir manifestait son goût pour les histoires où le réalisme quotidien dérape vers le fantastique. *Gallipoli* est évidemment d'une autre veine, encore que la guerre y soit longue et se démaquie et que les meilleurs moments du film soient justement ceux qui nous communiquent une impression d'irréalité).

En fait, plutôt que l'histoire d'un combat, c'est l'initiation, le long voyage de deux adolescents que raconte le film. Archy est un campagnard, un garçon de la brousse, Frank, lui, vient de

la ville. Ils se sont connus (et d'abord jalouxés) à l'occasion d'une compétition sportive, car tous deux sont des champions de course à pied. Devenus copains, ils décident de s'engager, de prendre part à cette expédition du bout du monde dont les journaux parlent avec tant d'enthousiasme. Pourquoi cette décision ? D'abord parce qu'ils sont patriotes et qu'ils refusent d'écouter ceux qui disent : « Cette guerre n'est pas la nôtre, c'est la guerre des Anglais ». Mais aussi, mais surtout, parce qu'ils ont besoin de rompre avec leur milieu familial et social, parce qu'ils sont grisés à l'idée de voir du pays, parce qu'ils s'imaginent que la guerre leur apportera la liberté.

Les voilà donc sur les chemins de l'aventure. Première étape : Perth où l'armée les accueille à bras ouverts. Seconde étape : Le Caire, point de ralliement du contingent australien. Au Caire c'est la fête, la découverte d'un monde exotique, bariolé, tout plus séduisant que leur morne patrie, les balades dans les rues encombrées de commerçants roublards et de dames complaisantes, l'émouvement devant le Sphinx et les Pyramides. Tourisme, rigolades, bonheurs. Ah Dieu ! que la guerre est folle ! Elle va vite cesser, de l'être.

Archy et Frank sont maintenant face aux Turcs. Il s'agit pour les Australiens de s'emparer d'une tranchée située à une centaine de mètres de la leur. Arme blanche contre mitrailleuse, chaque vague d'assaut est impitoyablement fauchée. Expédié au quartier général, Frank, le « champion », rapporte le

contre-ordre qui doit mettre un terme à la tuerie. Il court de toutes ses forces, de tout son cœur, il court comme jamais il n'a couru. Quelques mètres, quelques secondes encore, et ses camarades seront sauvés. Mais déjà de sa tranchée, Archy s'est élancé...

Il y a de beaux moments dans ce film, le début, par exemple, qui nous révèle un monde d'innocence et de rudesse, proche de celui des vieux westerns américains. Incarnés par Mark Lee et Mel Gibson, l'un et l'autre excellents, les deux garçons sont attachants. Archy le blond, le pur, l'idéaliste, Frank, le brun, plus réfléchi et plus cynique, mais vite attiré par la fièvre aventureuse de son ami. Et le suspense final empoigne.

C'est au milieu du récit que l'invention faiblit. Passé les premières péripéties (la traversée d'un désert, l'arrivée à Perth), le récit s'enlise dans des anecdotes sans grand intérêt. Quand vient l'heure du combat, Peter Weir retrouve son souffle pour dénoncer l'obstination imbécile de certains officiers, l'horreur des massacres inutiles. Archy, le petit Australien, était parti pour Gallipoli, la fleur au fusil. Comme tant d'autres, il va y mourir, foudroyé au départ de ce dernier camp, perdant sa vie sans avoir pu voir la mer. Littéralement assassiné. Ce que nous dit alors Peter-Weir, c'est que toutes les guerres se ressemblent et que, valons ou vâtons, nous sommes tous mortels. Il n'a pas de peine à nous convaincre.

JEAN DE BARONCELLI.

* Voir les films nouveaux.

« Naissance », de Robert Kramer

Le temps de la sensation

Ce mercredi, à 22 h 15, Antenne 2 présente « Naissance », téléfilm commandé par l'INA à Robert Kramer, cinéaste américain qui vit actuellement en France, où il a réalisé « Gains ». Auparavant, « The Edge » (prix Sado), puis « Ice », et « Millestones » ont révélé un observateur original des réalités quotidiennes, intelligemment analysées, subtilement mises en forme.

Tu auras un beau jour au terme d'un long travail. Mais, avant de sortir, tu vécus longtemps dans le noir, dormant d'un sommeil de chénille. Maintenant tu es né. Tu es présent au monde. Tu t'appelles Noeli, trois syllabes épelées par un homme ému qui s'est empressé d'aller l'inscrire sur les tables administratives. C'est ton père. Ta mère dort à tes côtés, exténuée. A la maison, les frères et sœurs l'attendent, c'est un événement merveilleux qui éclaira une journée ordinaire.

« Naissance », ce court métrage réalisé par le cinéaste américain Robert Kramer, tente de retracer les premiers instants d'une vie et l'écho suscité dans le proche entourage : de l'univers confiné de la maternité, où le bébé sort du ventre est tripoté par des mains médicales, à la maison où la famille attend pour le reconnaître. Progressivement, à tout petit pas, ponctué de rires satisfaits, l'histoire de Noeli se constitue, jalonnée de jours bons ou mauvais, du moins des repères établis par rapport à l'espace qu'elle découvre. Tout pour elle est encore confus et approximatif. Les yeux, sensuels, elle tâtonne. Il y a quelques heures, il n'y avait rien, et brusquement

les signes de vie se multiplient, fixés par une caméra distante qui scrute au passage un visage distrait, qui s'appassant sur une attitude banale.

Il ne se passe rien, ou presque. Nous sommes dans le monde des faits et gestes de tous les jours, plongés dans la vie en cours : monde chaotique de chuchotements, monde de sensations, celui du sol sous les pieds, des heurts contre les parois, ou, sur la peau, le frotement des tissus... Pourtant, tout paraît enveloppé d'un silence d'origine. Les personnages — Gérard Marais, Barre Philippe, Patrice Villard-Borquez et Manuel Villard — vivent suspendus dans le temps. Ils donnent l'impression de composer une toile de fond, ils ne donnent jamais l'impression d'être dirigés et communiquent un sentiment de douce liberté.

Robert Kramer use à merveille des poses, des silences énigmatiques, des ellipses ou des coupures brusques. Par sa forme synchrone, volontairement discontinu, « Naissance » témoigne d'une volonté tenace de saisir des fragments bruts de vie, pris en flagrant délit, à la manière du détective-photographe dans le *Slow up* d'Antonioni. Certains spectateurs reprocheront au metteur en scène de « Millestones » et d'*Ice* une esthétique trop visible, mais la beauté distante des images nous branche en prise directe sur la vie en train de se faire. A travers les courtes séquences qui composent « Naissance », Robert Kramer fait une promesse de vie, par avance tenue, de ce qui toujours commence et ne fait que commencer : la naissance. MARC GIANNESINI.

Jane Fonda

« L'Amérique se réveille à cause de la crise »

L.P.C., la compagnie de production créée par Jane Fonda et Tom Hayden, va présenter prochainement en France les deux derniers films qu'elle a produits, « La Maison du lac » (« On Golden Pond ») et « Une femme d'estivage » (« The Summer of '42 »). Jane Fonda, interprète par Henry Fonda et Katherine Hepburn, avec Jane Fonda dans un rôle mineur, bouleverse l'Amérique depuis plusieurs mois. Traitant le thème de la vieillesse, « le metteur en scène (Mark Rydell), commente Jane Fonda, a vu juste. Ce serait pu être et facile, sentimental ». Par contre, « Une femme d'estivage » d'Alan Pakula, avec un sujet ambivalent — les tractions bancaires qui mettent aujourd'hui les Etats-Unis à la merci des prix du pétrole — a défrayé une partie du public, même si les intellectuels, les gens de banque, l'aiment.

Jane Fonda, vedette de l'industrie cinématographique, active de la campagne contre la guerre au Vietnam, est aujourd'hui cotée parmi les vedettes au sommet du box-office hollywoodien. En l'espace de cinq films, outre les deux cités, « La Maison du lac » (1978) et « Le Syndrome chinois » (1979), Jane Fonda et sa compagnie ont battu tous les records de recettes avec « Nure to Five » (« Comment se débarrasser de son patron »), fraîchement accueilli en France, mais qui a eu un retentissement énorme aux Etats-Unis pour sa manière brutale de décrire l'exploitation des salariés. Il a rapporté 100 millions de dollars.

« La Maison du lac » est une belle, un mariage familial, par une suspension d'entraîne qui protège, à la fois distraire et séduire, au bon sens du terme. C'est des sujets que je veux lancer, précise Jane Fonda, pas du style. Je ne suis pas metteur en scène. Jane Fonda parle français comme sa seconde langue. Son action à Hollywood, c'est pour elle un peu la poursuite du même combat par d'autres moyens. — L.M.

SANS Lee Strasberg, mort récemment, déclare Jane Fonda, sans l'Actors Studio, je ne serais probablement jamais devenue actrice. J'avais très peur d'être jugée en tant que la fille d'un homme célèbre, mais j'ai eu besoin de quelqu'un d'objectif comme Lee Strasberg pour me dire : « Tu as du talent. Si j'avais besoin de technique, le talent ne s'enseigne pas. Mais on peut donner à quelqu'un le moyen de s'exprimer ». Lee Strasberg a été mon tuteur, mon mentor. Il m'a donné confiance en moi-même. C'est lui le plus grand, c'est l'importance qu'il accordait à la détente, savoir se détendre quand on est tendu et que l'inspiration ne vient pas. Quand je me suis retrouvée à Hollywood, débutante, j'ai eu l'impression que quelqu'un me

poussait dans le vide, qu'il n'y avait plus rien à quoi m'accrocher. Sans les mots de Strasberg.

J'ai débuté presque simultanément à Hollywood et à Broadway. Les critiques ont été plutôt bonnes. Mais je n'ai pas aimé Hollywood. C'était juste à la fin des grands studios, quand les acteurs étaient sous contrat. J'ai été l'une des dernières. A New-York, avec Strasberg, c'était sérieux, on pouvait sortir quelque chose de soi. L'extérieur comptait moins, le débarras à Hollywood, et tout ce qui comptait, c'était d'être belle. Or, je n'ai pas beaucoup confiance en moi, en mon physique. Et je m'ennuie terriblement, j'étais très malheureuse. C'est une des raisons pour lesquelles je suis venue en France.

Mon père Henry Fonda

Plus jeune, j'avais l'impression, plus on m'a donné des rôles intéressants. Le tournant, à mon avis, se situe avec « On achève bien les chevaux ».

Au début des années 70, M. Rydell a rendu les choses difficiles pour moi. Il avait été l'architecte du macarthysme. Utilisant la même tactique, il a essayé de détruire ma carrière. Des organisations d'extrême droite ont commencé à me boycotter. J'ai disputé, dans certains Etats des Etats-Unis, ont essayé de faire voter des résolutions interdisant mes films. Il y en a eu 1972. C'est à l'intérieur de cette organisation que j'ai connu mon partenaire, Bruce Gilbert, qui militait contre la guerre. Son rêve était de devenir producteur. Mon instinct me disait qu'il était très smart, très intelligent. Sur tout, dans les domaines où, moi, je ne suis pas très intelligente, les affaires, l'argent, les négociations. Il a un don de la

film remarquée, d'abord une comédie très populaire, *Fun with Dick and Jane*, ensuite *Julia*, où j'incarnais Lilian Hellman, un succès de prestige.

Je ne voulais plus tenir les rôles qu'on me donnait autrefois, j'avais l'impression que ce serait impossible. On bien l'arrivait à tourner mes propres films on je quitterais le cinéma. Le nom de ma compagnie de production, L.P.C., veut dire Indochina Peace Campaign (campagne de paix en Indochine), d'après l'organisation que mon mari, Tom Hayden, et moi avons lancée en 1972. C'est à l'intérieur de cette organisation que j'ai connu mon partenaire, Bruce Gilbert, qui militait contre la guerre. Son rêve était de devenir producteur. Mon instinct me disait qu'il était très smart, très intelligent. Sur tout, dans les domaines où, moi, je ne suis pas très intelligente, les affaires, l'argent, les négociations. Il a un don de la



Photo Anne Day.

stratégie que je ne possède pas. Mon mari ne s'occupe pas de cinéma. Mais il adore voir des films.

Dans les studios, on trouve de plus en plus de femmes attentives, il y a même des femmes aujourd'hui à la tête de grands studios. Paula Weinstein à United Artists et Sherry Lansing à Fox. Paula était des scénarios pour moi. Beaucoup plus de femmes travaillent sur le plateau derrière la caméra. C'est excellent, mais il faudrait aller plus loin. Les grands studios sont toujours le domaine réservé des hommes. Les femmes ont toutes les peines du monde à grimper l'échelle des compagnies pour y apporter ce qui leur appartient en propre. La structure de ces compagnies est très masculine. Ce n'est bon ni pour les femmes ni pour les hommes. Je ne vois pas l'intérêt qu'il y a à placer des femmes à la tête d'un studio ou du gouvernement des Etats-

Unis si tout reste exactement pareil.

Les décisions dans les studios devraient être prises plus démocratiquement. On n'a que faire, dans les conseils d'administration (board of directors), de tous ces gens qui n'ont rien à voir avec le cinéma. Les Henry Kissinger, les Gerald Ford, je suis en train d'étudier le problème avec Paula, qui peut maintenant juger de l'intérieur. Il y a un mois qu'elle a été nommée. Paula est bouleversée par ce qu'elle apprend, par ce qu'elle voit. Il faut dire que la situation des studios ne cesse d'empirer depuis quelques années. Les taux d'intérêt des banques sont devenus prohibitifs, on hésite à emprunter 20 millions de dollars pour faire un film. Et puis, il y a tous les frais de tournage qui ne cessent d'augmenter, les acteurs qui demandent 5 millions d'avance, la *Maison du lac* a coûté 6 millions de dol-

lars, c'est aberrant. Le *Syndrome chinois* avait coûté 6 millions de dollars en 1979, aujourd'hui il faudrait 14 millions minimum.

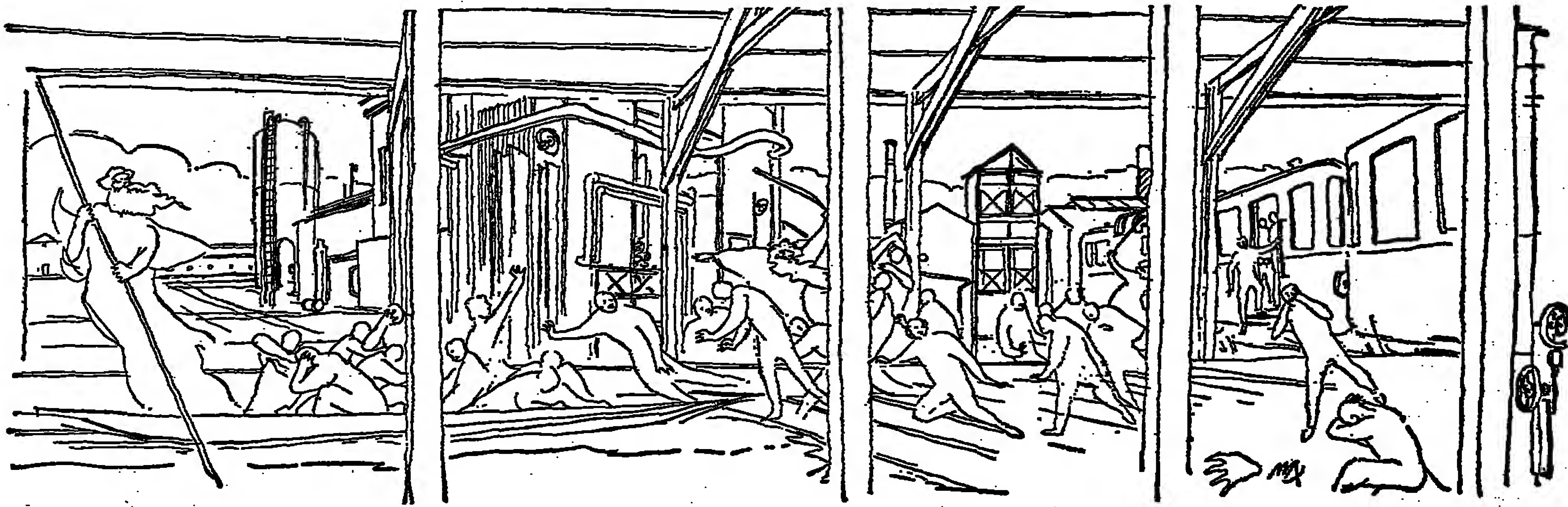
Moi-même je ne m'engageais pas personnellement dans la politique. Mais j'arrête de faire des interviews à mon retour aux Etats-Unis, le 9 mars. Je vais partir en campagne aux côtés de mon mari, qui se présente au Parlement de Californie et qui, je crois, va gagner. La veille de mon voyage en Europe, j'ai parlé dans un centre juif de personnes âgées, très âgées. Elles vont là tous les jours pour la bouffe. J'ai parlé des problèmes de la vieillesse, de Reagan, de l'économie, de l'importance de voter. Ailleurs, je parle à des étudiants du rapport entre le cancer et la pollution, du nucléaire. L'Amérique se réveille à cause de la crise la plus sévère qu'elle connaisse le pays depuis 1890. Le réveil touche toutes les générations, surtout les anciens, on va leur couper la sécurité sociale dont ils dépendent. C'est plus sévère que sous Nixon, parce que, sous Nixon, l'économie était un peu plus saine. Maintenant, on souffre beaucoup plus qu'on ne le croit.

A cause du succès de *La Maison du lac* et de la biographie très émouvante qu'il vient de publier, à cause de sa nomination pour l'Oscar, les gens pensent beaucoup à mon père en ce moment. Je ne peux pas sortir dans la rue sans que quelqu'un, n'importe qui, m'aborde pour me demander de ses nouvelles. Il représente ce qu'il y a de mieux des Etats-Unis. Une chose que j'ai apprise en voyageant un peu partout, c'est qu'il est aimé aux quatre coins du monde et d'une façon qui me touche beaucoup. Il ne se rend pas compte. Il est trop humble.

Propos recueillis par LOUIS MARCOTTE.

A Saint-Denis

Le chant d'Orphée sur le lac de l'enfer



Le 15 mars, à 20 h 40, cent personnes se rassemblent devant la voie 13 de la gare du Nord et monteront dans un train en direction de l'enfer. L'opération se répétera tous les soirs, du lundi au samedi, jusqu'au 15 avril. Invariablement le train déraillera et s'échouera quelque part, entre des voies condamnées, dans une odeur de soufre, à proximité d'une forge. Une porte dérobée, creusée dans un mur de lave, dévoilera un fleuve noir, immobile, des radeaux et des panthères en équilibre sur l'eau, des suppliciés. Mais au lieu de décamorer la charge spectaculaire du dernier « braquage » orchestré par le chef de gang illusionniste du théâtre, André Engel, revenons un peu en arrière.

René Gonzales, le directeur du Théâtre Gérard-Philips, à Saint-Denis, voulait travailler avec Engel. Cela avait failli se faire plusieurs fois, mais, manque de lieu ou manque de temps, avait toujours été reporté. Cette fois Engel, avec son dramaturge Bernard Pautrat, a le projet d'un spectacle sur l'enfer, qui chariera des textes de Dante, Virgile, Ovide, Rainer Maria Rilke. Avec

son décorateur, Nicky Rieli — ils travaillent ensemble depuis 1973 — et son régisseur, Jean-Michel Dubois, Engel commence, comme toujours, par chercher un lieu. Une mission espagnole à Saint-Denis, qui comporte une chapelle, une salle des fêtes, un foyer et des chambres, une ancienne usine de gaz et une salle de fêtes sont successivement écartées, les négociations n'aboutissant pas. Puis la fine équipe trouve le lieu de rêve : une ancienne usine de produits chimiques, construite à la fin du dix-huitième siècle, désaffectée, mais qui sent encore la poudre, et qui a conservé une halle en bois magnifique. L'usine doit être démolie pour laisser la place à une usine moderne, ce qui accélère les choses : le promoteur, très sympathique, un certain M. Hamon finit par signer un bail d'un mois, 57 000 mètres carrés contre la somme symbolique de 1 000 francs. Alors on découvre, dans la ville morte, des rails qui subsistent entre les bâtiments abandonnés, on les suit et on débouche gare du Nord : excellente idée : c'est de là que les spectateurs partiront. Mais il faut avoir l'autorisation de la Régie des transports industriels, M. Gon-

zales va trouver un de ses responsables, du nom de M. Le Moing, proche de la retraite, qui se réjouit de faire enfin quelque chose d'amusant, et sur-le-champ accorde le permis. Tout serait bien simple si Engel, en réfléchissant au mythe de l'enfer avec ses collaborateurs, ne disait tout à coup : « Non, pas le Styx, ce n'est pas un fleuve qu'il nous faut, c'est un lac... » Il s'agit alors de faire plastifier 5 000 mètres carrés sous la halle de bois, de ce fait, on ne part pas avec la sensation de savoir comment tout va se terminer. J'ai fait un jour, pour expliquer cette aspiration, une analogie entre le paon et le rat. Les paons vivent dans les cages des scènes de théâtre, ils étaient des choses somptueuses qui flatent l'œil du spectateur en même temps que leurs propriétaires. Le rat se faufilait de façon clandestine dans des endroits indistincts, mais il avait l'immense avantage sur le paon d'être où il voulait alors que le paon était condamné à rester dans sa cage.

« J'hésite à appeler nos spectateurs « opérations de commando », parce que ce terme a trop de

d'eau de Cologne pour la friction... Nicky Rieli, le décorateur d'Engel, porte des bottes en caoutchouc et un petit bonnet de laine. Avec Jean-Michel Dubois, le régisseur, nous allons nous installer dans le wagon abandonné qui va servir de loge aux comédiens (Laurent Terzieff, guest star, a déjà sa petite caravane)...

« Pourquoi sortir des théâtres ? dit Nicky Rieli. Les imprévus sont beaucoup plus grands et, de ce fait, on ne part pas avec la sensation de savoir comment tout va se terminer. J'ai fait un jour, pour expliquer cette aspiration, une analogie entre le paon et le rat. Les paons vivent dans les cages des scènes de théâtre, ils étaient des choses somptueuses qui flatent l'œil du spectateur en même temps que leurs propriétaires. Le rat se faufilait de façon clandestine dans des endroits indistincts, mais il avait l'immense avantage sur le paon d'être où il voulait alors que le paon était condamné à rester dans sa cage.

« J'hésite à appeler nos spectateurs « opérations de commando », parce que ce terme a trop de

relents antipathiques. André Engel les appelle « objets théâtraux non identifiés », moi je les appellerais « monstres ». Le monstre existe parce qu'on a rassemblé des choses complètement disparates, mais qui parviennent à constituer une entité vivante. Nous n'essayons pas d'utiliser le lieu tel qu'il est, et généralement nous tâchons de récupérer sa beauté, sinon nous rajouterions qu'une célébration supplémentaire au théâtre éternel. Nous ne faisons pas non plus comme si le lieu n'existait pas, nous ne le maquillons pas complètement. Nous essayons de faire communiquer deux choses, d'établir un rapport de dépendance entre nos fictions et la réalité matérielle de façon à mieux faire comprendre le texte qui est dit par les comédiens et la situation, la place des spectateurs dans la mise en scène. » Le lieu a un nom, une identité, il témoigne de son histoire. Tous les lieux où nous avons travaillé avaient des histoires fortement définies et présentes. Aucune opération de théâtre n'est arrivée à les anéantir. Nous n'avons pas la prétention de faire bouger des montagnes ou de séparer les eaux. Les gens

se rendent compte de l'endroit où ils sont, ils savent qu'ils viennent dans une ancienne fabrique chimique. C'est précisément ce passé qui nous intéresse : nous y emmenons une supercherie qui est faite de mots, de jeun, de mensonges, d'écarts, de fausses semblances, de toute la parodie du théâtre. En même temps une évidence doit apparaître. Pour moi, maintenant, en regardant cette halle en bois, il est devenu évident qu'elle a toujours abrité un lac, tout comme il était devenu évident que l'anneau de la mairie de Strasbourg abritait un hôtel pour notre Kafka. Si nous réussissons, il se produit pour le spectateur un plaisir réel, que seul le théâtre peut lui offrir. Etre sur un radeau, dans l'eau, n'a rien de particulier, mais être sur un radeau sur le lac de l'enfer en écoutant le chant d'Orphée, ni le cinéma ni le cirque ne peuvent lui en faire goûter l'expérience. En partant d'ici, nous ne voulons pas que les spectateurs disent : « Ah ! ils ont voulu faire un lac », mais qu'ils chuchotent : « Vous savez, il y a un lac à Saint-Denis... »

Propos recueillis par
HERVE GUBERT.

GALERIE NOUVELLE GRAVURE
42, rue de Seine, 75006 Paris
Tél. : 633-01-92

BALLIF
GRAVURES RECENTES

CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, r. de Constantine (7^e) 551-35-73
Métro Invalides

Exposition
BARBARA ASTMAN
Rouge
PIERRE BOGAERTS
Série écran
du 12 MARS au 18 AVRIL
Tous les jours de 10 h à 19 h
Entrée libre

MUSÉE DE LA MARINE
Palais de Chaillot
Rétrospective des

FOULARDS
DANS LA MARINE
créés par A. ROURE
entre 1950 et 1976
DU 6 AU 21 MARS

GALERIE SULLEROT
8, rue d'Argenson, VIII^e
265-54-88

BUTTI
Jusqu'au 25 mars

SERGIO
CECCOTTI

PEINTURES
11 MARS-17 AVRIL

ARTCURIAL
Centre d'art et d'écriture contemporaine
2 avenue Malraux Paris 8 - 266.02.00

PROSCENIUM
35, rue de Seine (6^e) - 354-92-01

CLAYETTE
« Opéra baroque »

Violence et Magie
Exposition des peintures de

DENIS BOISSIER
à la GALLERIE JEAN-PIERRE LAVIGNES
15, rue Saint-Louis-en-l'Île
du 2 au 14 mars 1982

GALERIE HÉROUET
54, rue Vieille-du-Temple,
angle 44, rue des Francs-Bourgeois,
75003 PARIS/MARAIS
Tél. 278-62-80

Guy Bruch
PEINTURES
Exposition du 1^{er} au 15 mars
1982

THOMAS A. KRÜGER
Lithographies - Aquarelles
du 2 mars au 5 avril 1982

La Maison de la Lithographie
110, bd de Courcelles - 75017 Paris
Tél. : 227.20.16 - Métro Ternes et Courcelles
ouvert le lundi de 14 h 30 à 19 h et les autres jours,
même le samedi de 11 h à 19 h sans interruption.

SALLE DES ÉCHANGES DU R.E.R.
(Gare d'Anber)
AUBER
ou LE FANTÔME DE L'OPÉRA
à l'occasion du bicentenaire
de la naissance d'Auber
(en collaboration avec la R.A.T.P.)
du 9 au 30 mars

JEAN LE MOAL
expose jusqu'au 10 avril 1982
à la GALLERIE J.-L. ROQUE
9, rue du Cirque, 75008 Paris
Tél. : 225-94-80

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 b. av. Bugey, 7^e - 285-79-15
LEOPOLDO MENDEZ
Artiste d'un peuple en lutte
Gravures
T.L.J. et D. 10h-12h, S. 12h-15h
18 FÉVRIER - 27 MARS

ESPILIT
ŒUVRES RECENTES
JUSQU'AU 21 MARS
ERICSON GALLERY
23 East 74 Th Street
NEW YORK

Antiquorum
Le plaisir de collectionner en investissant !

TRÈS IMPORTANTES VENTES AUX ENCHÈRES
à **ANTIQUORUM Genève**

4 avril 1982
10 heures - Montres-bracelet de collection, Pendules
15 heures - Montres de poche anciennes,
précieuses et compliquées
Exposition : dès le 1^{er} AVRIL 1982

5 avril 1982
En collaboration avec M^{re} Guy LOUDMER, Paris.
20 heures - Importants tableaux modernes, huiles, aquarelles,
dessins et impressionnistes de différents maîtres
Exposition : dès le 1^{er} AVRIL 1982

Catalogues sur demande à **ANTIQUORUM GENEVE**
Prix : Fr. s. 20,00, 25,00 et 30,00

Prochaine vente aux enchères de montres anciennes : 24 MAI 1982, à HONG-KONG
Dernier délai de remise des pièces : six semaines avant la vente
Huissiers Judiciaires : M^{re} Jean CHRISTIN et Claude NAVILLE

Antiquorum
Auctioneers Inc.
808 Fifth Avenue
New York, N.Y. 10019
Tél. (212) 582 2280
Telex 521 245

Antiquorum
Auctioneers (Hong Kong) Ltd.
801 Central Building
3 Pedder Street
Hong Kong
Tél. 5-260334
Telex 53232

Antiquorum
Auctioneers (Hong Kong) Ltd.
801 Central Building
3 Pedder Street
Hong Kong
Tél. 5-260334
Telex 53232

Antiquorum
Auctioneers (Hong Kong) Ltd.
801 Central Building
3 Pedder Street
Hong Kong
Tél. 5-260334
Telex 53232

Antiquorum
Auctioneers (Hong Kong) Ltd.
801 Central Building
3 Pedder Street
Hong Kong
Tél. 5-260334
Telex 53232

Antiquorum
Auctioneers (Hong Kong) Ltd.
801 Central Building
3 Pedder Street
Hong Kong
Tél. 5-260334
Telex 53232

Antiquorum
Auctioneers (Hong Kong) Ltd.
801 Central Building
3 Pedder Street
Hong Kong
Tél. 5-260334
Telex 53232

Antiquorum
Auctioneers (Hong Kong) Ltd.
801 Central Building
3 Pedder Street
Hong Kong
Tél. 5-260334
Telex 53232

Antiquorum
Auctioneers (Hong Kong) Ltd.
801 Central Building
3 Pedder Street
Hong Kong
Tél. 5-260334
Telex 53232

Antiquorum
Auctioneers (Hong Kong) Ltd.
801 Central Building
3 Pedder Street
Hong Kong
Tél. 5-260334
Telex 53232

Antiquorum
Auctioneers (Hong Kong) Ltd.
801 Central Building
3 Pedder Street
Hong Kong
Tél. 5-260334
Telex 53232

SELECTION

Cinéma

Le monde entier en festivals

Les œuvres de Turquie, d'Iran, de l'Inde, du Brésil, du Mexique sont projetées chaque jour de 14 h à 24 heures au Rénouveau : un festival du tiers-monde, des images d'ailleurs, bonnes, à grandes (jusqu'à 23 mars). A Sceaux, c'est le Quatrième Festival international des films de femmes. Du 13 au 21 mars, une quinzaine d'inédits, avec la participation de cinéastes allemands.

Enfin, du 11 au 21 mars, les Journées cinématographiques d'Amiens contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples proposent, outre la compétition, une découverte du cinéma indien, un hommage à l'Algérie, une rétrospective des grands films « raciaux » et un dossier sur les cinéastes noirs américains.

ET AUSSI : *Absence of Males*, de Sydney Pollack (le prix d'un scoop), un beau duo Newman-Sally Field), *Il était une fois des gens heureux* (de *Les Fleurs* de Gilles Carles (saga familiale du Québec). Les *Ames de fer*, de Thomas Brasch (Vivre libre à Berlin).

Musique

Forum de la création à l'IRCAM

Soucieux des critiques qui s'adressent à son « splendide isolement » dans la recherche, l'IRCAM s'ouvre de plus en plus aux autres groupements de musique contemporaine et leur offre son espace de projection pour présenter des œuvres de tous bords. L'ensemble *Scm* de Champigny-sur-Marne, le feu avec des pages de Tairà, Carl, Donatoni, Dussap, Geay et Huber (le 11 mars), puis viendront les œuvres primées au concours électro-acoustique de Bourges 1981 (le 15), le Groupe de recherches musicales, qui présentera en trois séances des œuvres de Lejane, Schwarz, Bayle, Farnaghi, Gellin, Reibel (le 17, à partir de 18 h 30). Semaine festive pour la musique contemporaine, puisqu'un concert de Luigi Nono au concert de Musique vivante, dirigé par Diego Masson (Gémier, le 15), et des partitions d'Edwards et de Dufourt (Saurin), au concert de l'Institut de Musique (Centre Pompidou, le 16). Une large « revue d'effectifs » dont il semblerait que rien ne ressorte...

ET AUSSI : Ravi Shankar, sitar (Sorborno, le 11) ; Rencontres internationales d'art contemporain, première partie (La Rochelle, jusqu'au 19 mars, rens. : 4, rue Saint-Jean-du-Père, La Rochelle) ; *Le Sema festagier*, de Viridit, dir. Cl. Solmon (Clévet, le 12) ; Quatuor Orlando (Gavarn, le 13) ; Quatuor Attio, de Verdi (M.P. Châtelet, les 14, 16, 18, 20, 22, 27) ; Quatuor Brandis (Radio-France, le 15) ; Un très jeune pianiste grec, Dimitris Skouris (Th. de Paris, le 18, à 18 h 30) ; *Idoménée*, de Mozart (Champs-Élysées, le 17).

Jazz

Renaissance festivalière

Le rassemblement d'Angers (jusqu'au 27 mars) a l'ambition, en apparence provocante mais à la réflexion raisonnable de recréer la scène parisienne en un chef-lieu de province. Si l'on y songe, pourquoi pas en effet Michel Portal, qu'on n'entend presque jamais, pourquoi pas Gligli, Carla Bley, (à la maison de la radio le 16). Tania Maria, qu'on a bien le droit d'écouter en Maine-et-Loire ?

Jusqu'au 14 mars, Grenoble enchaîne sans rupture les noms d'une affiche admirable, parfaitement digne d'un chèque annuaire et où l'on retrouve Braxton, Abrams, Boell, Roubach, Gandy, Tusques.

Théâtre

« Hippolyte » à Gémier

Un jeune homme dort à même le sable, un catamaran l'éveille, il implore les dieux de lui épargner la passion d'une femme. Le tragédie de Robert Garnier, plus chère, plus violente que la Phèdre de Racine, est un abrégé de tourment d'instincts et de méditations, de nécessités monstrueuses et de choses simples ; elle est admirablement équilibrée et réanimée par la mise en scène d'Antoine Vitez.

« Acteurs » à Saint-Denis

Jean-Claude Wini s'introduit dans les habits et le monde déglacie de Raymond Roussel pour raconter « Comment j'ai écrit certains de mes livres ». Philippe Marier-Genou, coïncé dans un tablier informe malaxé les obsessions vestimentaires, les régressions effrayantes de l'Homme en robe. Ariel Garcia-Valdes se déguise avec les couleurs d'un opprobre à l'ère d'aveuglement, la *Violence* et l'ombre des ailes. Trois solos d'acteur, un grand spectacle entraîné par la parole de la folie.

Danse

Turbulences

Le Groupe de recherches chorégraphiques de l'Opéra à Centre Georges Pompidou : l'aspect intérieur des choses vu par trois chorégraphes de tempérament et de formation différents (Olyse Dove, François Verret, Jacques Gardier). Changement de climat au Théâtre de Paris : à Antonio Gades, qui présente jusqu'au 13 mars *Version musquée de la Mission de Bernard*, succède le 15 mars *Moments*, avec Moses Pundleton et Lucia Chais en rupture de Pilobolus dans une fantaisie gymnique poussée jusqu'au surréalisme.

Création de *Lysistrata* à l'Amphithéâtre de Lyon. Présenté comme directeur du ballet de l'Opéra de Lyon, Gray Veredon, d'origine britannique, qui fut l'un des cofondateurs du Taus Forum de Cologne, a opéré pour un style fluide mêlant les techniques classiques et modernes rapportées assez jolies Kylian. Son *Roméo et Juliette* présenté à Lyon voici deux ans déconcerta certains par sa modernité ; on attend avec curiosité cette *Lysistrata*.

Expositions

Le seizième siècle florentin au Louvre

Des tableaux bien connus de Fra Bartolomeo, Rosso, Pontorno, Bronzino... dont la restauration, pour certains, permet une nouvelle vision.

Savignac au Musée de l'Affiche

Un vieux de l'affiche, adepte du gag visuel, qui fait « tilt » à presque tous les coups.

ET AUSSI : *Comment on le presse ?* *Stycky*, *Rebelle*, au Centre Georges-Pompidou. *Chypre, les trapezes et les tours*, au Musée de l'Homme. *Les affiches de mai 68*, à la Bibliothèque nationale. *Mondrian et l'école de La Haye*, au Centre culturel néerlandais.

GERARD DE NEURAL - Maison de Balzac, 41, rue de Valenciennes (24-48) Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

SALLES PERMANENTES ET DONS - Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe, 75005 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES INVALIDES (telle Ney, entrée par le musée de l'Armée) - 151-153, rue de la Harpe, 75005 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

L'ART ET LA CIBER - Musée national des arts et traditions populaires, 4, avenue du Mahatma Gandhi, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 7 F.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-11-12). Sauf lundi, de 10 h à 20 h ; le samedi et dimanche, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 19 h. Entrée libre le dimanche.

ANALYSE - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

MAN RAY - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

LES MUSIQUES - 12, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

Jusqu'au 19 avril (l'exposition est complétée d'animations par des spectacles et de projections de films. Renseignements au musée).

Centres culturels

MONTDRIAN ET L'ÉCOLE DE LA HAYE - Agnès et Jeanine - Institut Montdrian, 122, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

G. DANSE - Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue de Valenciennes, 75014 Paris. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 8 F. Jusqu'au 21 mars.

PARISIAN - 182/182 - Imagerie, documents, photos, historique des représentations, textes, tableaux, enregistrements, etc. - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

ALBRECHT DÜRER - Centre culturel allemand, 17, avenue d'Orléans, 75002 Paris. Sauf samedi et dimanche de 10 h à 20 h. Jusqu'au 31 mars.

Archives (272-09-10). Jusqu'au 20 mars.

BUTY - Galerie Guillerot, 2, rue d'Argenson (265-54-88). Jusqu'au 25 mars.

REGGIO DE CAMARGUE - Sculptures, Galerie de Belles-Œuvres, 10, rue de Valenciennes (535-33-48). Jusqu'au 25 mars.

RADIO-TÉLÉVISION

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 Antip. >
11 h Journal des sourds et des
malentendants.
12 h La vérité est au fond de la
hiernette.
12 h 30 Idées à suivre (et à h 33).
14 h 5 Journal.
14 h 5 Série : Têtes brûlées.
15 h 5 Jeux du stade.
16 h Rése A.L.
16 h Les canaux de l'Adventure.
De J.-F. Sten.
Aventures aux Maldives.
17 h 5 Les deux-mariages d'un
pionnier en quête d'épouse.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des
lettres.
18 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 C'est une bonne question.
20 h 5 Les nouveaux 1216.
21 h 5 Antilles : Champs-Élysées.
Émission de M. Drucker
Robert Schuman, Annie Cordy,
Maurice Thévenaz, etc.
21 h 45 La lettre au village sur
la colline.
Réalisation Y. Lemaire. Avec J.
Scudron, C. Juillan, G. Brosset
et J. Marguy 1216.
Même rencontre, au bel, du
Louis, sous le couvert du Gros-
jeu, des cartes et du tout en
1216. Le bon jeu d'un Croy-
ant.

h 30 Sport : Patinage artistique.
Championnat du monde.

3 h 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : Après la Pologne... quelle Europe demain ?
3 h 7, Histoire du monde contemporain.
10 h 45, Démarches avec... Jérôme

- 12 a 5. Le pacte organique de la Châtellais et de la rose de St. Etienne).
- 12 b 2. Le pont des Arts
- 12 b 3. Le Soudan
- 12 b 5. Voix-théâtres et musiques d'aujourd'hui : le Désert A, par le Tullier-amertan ; et Oublier-Brême (transparents de la maison de la culture de Manchester).
- 12 b 26. Recherches et pensée contemporaines : La science au Liberté, le champ des possibles, par J.-M. Beauvais, avec P. Schenker.
- 12 b 36. Extrémités de carlines : La croix et la liberté, par le Pasteur J. Bérut.
- 12 b 21. La radio suisse romande présente : Bernard Noël, as vis. sous œuvre.
- 12 b. Amal on la lettre du roi de

FRANCE-MUSIQUE

● Coriot et Schumann (P.M., 20 h.). — D'abord Coriot, qui se souvient surtout de cet itinéraire de l'adolescent que les longues phrases — simplistes de Chopin — avec une éloquence véritablement des passions sauvages sans concession, une équilibre émotionnel qui n'est qu'un prétexte à l'occasion : emporté par son énergie intérieure. Coriot paraît parfois des risques, hospital pour peu que les accents qui émaillent son jeu déçoivent de tristes désagréments. Philippe Morin aussi, mais il est plus sûr, plus assuré, le talent de son temps, jouant Ravel et Debussy, jouant les grandes études brillantes de Saint-Saëns avec le même élan. Il a choisi quelques enregistrements rares de Schumann, et Ton relie avec une maîtrise de ces musiques des Papillons, op. 2 les humeurs poétiques de Coriot, son style fantaisiste, les dialogues sauteleux de vie qu'il lance dans l'uniformité grise de la musique. — T. Fr

La putain et les journalistes

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

9 h 15 A. Bible ouverte.
9 h 30 Source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du seigneur.
11 h Messe.
Célébrée avec l'assemblée de
Saint-Jacques - Saint-Christophe
(128 arrondissement) Prédica-

12 h Tété-foot.
 13 h Journal.
 13 h 20 Mise en boîte
 14 h 10 Toute une vie dans un
 dimanche.
 De P. Sabatier (et à 17 h 15).
 15 h 25 Sports dimanche.
 Patinage artistique, championnat
 du monde.
 19 h Magazine : Pêches foux.
 De J. Artur et C. Garbura.
 « L'Escalier », de C. Dyer, mise en
 scène d'Yves Robert : « Éramente
 anglaise », de Marguerite Duras.

13 h. Journal.

13 h Journal.
20 h 35 Cinéma : Le grand escogriffe.
De Claude Pinoteau.
22 h 15 Elections cantonales.
Premier tour.

La putain et les journalistes

« moi... je ». On n'en dira pas beaucoup de la séquence qui suit, consacrée certes à une jeune fille d'Antenne 2. Peut-être le paysage derrière les coussins du jourjal lévisse amusera-t-il ceux qui n'on jamais franchis les portes : se verre tout d'un coup garées de la rue Cognacq-Jay, mais quant qu'il faire, on aurait pu demander aux notes du réalisateur de continuer davantage sur ce thème : l'écrit, son travail, celui que de sa capitale à poser sous une espèce de photo de promotion (1981) (année 1987) quand Philip Labro fut décoré caillou, ou plutôt présentateur. Même, leurs copains ne s'amuseront pas à voir les vedettes se pavaner dans ces couloirs de la télé Sud rictus d'un Lysyrien lui soit "histoire" et un professeur de français.

« Et elle ? » Elle est camée avec-les oranges un peu pour les besoins du plateau Beaubourg

M-L B

19 h 40 Spécial DOM-TOM

20 h 30 Série :
Le romantisme ou la révolution
romantique.
10 h 10 Fureurs du théâtre ro-
mantique.
Le romantisme et le théâtre : la
cabale d'Harnani, et renouveau-
ment théâtral avec Schiller,
Kleist et Hugo.

21 h 52 Courts métrages.
Opération nuit, de G. Posty ;
Taire d'œil, d'A. David.

22 h 10 Journal.

22 h 35 Cinéma de minute.
Naissance d'une nation, de
D. W. Griffith.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 7, La fenêtre ouverte
- 7 h 13, Horizon, magazine religieux : Les raisons de vivre des Français de vingt à quarante ans.
- 7 h 40, Chasseurs de son : Concours 1981 et 1982
- 8 h, Foi et tradition.
- 8 h 30, Protestantisme.
- 8 h 45, Routes Israël.
- 9 h 00, Divers aspects de la pensée contemporaine : la Libre Pensée française.
- 10 h, Messe au couvent Saint-Dominique à Paris

FRANCE-MUSIQUE

- 8 h 2, Concert: promenade; musique classique et musique légère; œuvres de Dvorak, Chabrier, Liszt, Meyerbeer, J. Strauss, Kalmann, Roger Rogers, Roches, Winkler, Seiler, Sandaen, R. Strauss, Wieniawski.
- 8 h 2, Cantate (intégrale des cantates de Bach).
- 9 h 10, Magazine International.
- 11 h, Concert (donné en direct du Théâtre du rand-point des Champs-Élysées, à Paris), œuvres de J. Haydn, Schubert, Brahms, Rossini, par l'orchestre royal anglais Piquemal, avec M. Brunel, piano.

ROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h-5. Série : Sam et Sally.
Isabella

17 h-5 Série : Sam et Sally.
Isabelle
18 h La course autour du monde.
19 h Stade 2.
20 h Journal.
20 h-35 Variétés Claude François.
Réalisation S. Parel.
Anec. G. Armandeur G. Rémond

G. Lenneman

ROISIÈME CHAÎNE : FR 3

hommage à Marcel Proust.
En trois parties. Quelques ima-
ges des grandes réunions : mal-

FRANCE-CULTURE[illegible]

le Musée à La Rochelle (C.G. 11 h). — Du 15 au 16 mars, deux conférences, les Journées de France-Culture au festival de la découverte du patrimoine de La Rochelle. Sous le double thème de Patrick Szaranowicz et d'Alain Féron, ils se mettront d'abord, en rangs serrés autour du piano, sous la direction de Claude Hemon qui dessinera pour eux une carte vaine souci d'écotisme, mais avec un enthousiasme communicatif, la Sonate de Jean-Baptiste qui dort il est l'inspiration ravivée. — Le 22 mars, à 14 heures, la question de la musique se forme au vingtième siècle, sous le double rapport de l'analyse et de l'interprétation (lundi 15 à 17 h 32) Mardi 16, à 11 heures, on fera plus une comédie musicale, mais on s'attachera à entendre : Electrochoc, le pôle, à 17 h 30, la Chapelle russe proposera sa « Petite histoire des grands madrigaux de l'histoire » (de Gussakoff à

2 h 40 : Le nouveau président de
 l'Unesco, l'Organisation des Nations
 Unies pour l'éducation, la science
 et la culture, en France ou en
 Afrique.
 3 h 30 : Journal.
 DEUXIÈME CHAÎNE : A 2
 h 5 : Passez donc me voir.
 2 h 30 : Jeu : J'ai la mémoire qui
 flanche.
 2 h 45 : Journal.
 3 h 35 : Cette semaine sur A2.
 3 h 45 : Série : La vie des autres.
 N° 1 : L'Intruse.
 4 h : Aujourd'hui la vie.

NOISIEME CHAINE : FR 3

30 Magazine scientifique Lasser.
Une émission de D Delhoume et
M Matmon.

55 Tribune libre.

30 Journal.

40 Emissions régionales.

55 Dessin animé.
Les Jeux.

30 Cinéma : la Bataille de
Naples.

Deuxième partie.

h 30, Présence des arts à l'Université : Caïnence à la galerie Margul, à Paris.

h. Le radio suisse romande présente : "Mes dernières paroles" de G Semouslan (prix Paul-Gilson, 1981).

h. L'autre scène ou les vivants et les morts : La tradition orphique et le Christ des Gaules

h 30, Nuits magiques : Raquis de turbulences, les mineurs de fond.

RANCE-MUSIQUE

h 2, Musique Règne de Radio

AGEMENT

DOUL

AGENT
of
clerico

Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT
ODIMO

Mardi 16 mars

Trois films

LE CHANTEUR DE MEXICO

Film français de Richard Béranger (1956), avec L. Marillat, Bourvil, A. Cordy, T. Thénier, G. Grandpère. A2, 15 h 5.

Les roucoules de Luis Mariano — « Il tient un double rôle : celui d'un chanteur amateur, soit d'un chanteur vedette — dans une opérette filmée, musique de Francis Lopez — dans le rôle de Mariano ». 20 h 40.

LE PRISONNIER DE ZENDA

Film américain de R. Thorpe (1937), avec B. Granger, D. Kerr, R. Douglas, J. Mason, L. Calhern. FR3, 20 h 40.

Des recommandations pour un citoyen anglais, d'être le héros du roi de Sardaigne, victime d'une conspiration. Il y a plusieurs « dévotions » cinématographiques — les romans d'An-

thony Hope. Celle-ci montre la parfaite alliance hollywoodienne du drame romantique et du film de cape et d'épée. Le duel final entre Stewart Granger et James Mason est une des belles réussites du genre.

LE CHIEN DES BASKERVILLE

Film anglais de Terence Fisher (1959), avec E. Cushing, A. Mori, C. Lee, M. Land, D. O'Leary. FR3, 23 h 5.

« L'enquête sans doute la plus connue de Sherlock Holmes avec un détective persécuté par une famille, chien monstrueux et meurtres sur la lande. Le film de Terence Fisher appartient à la grande époque de la Hammer Films, qui réinvente, en couleurs, les personnages et les mythes du cinéma fantastique américain des années 30.

12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui

12 h 45 Journal.

13 h 35 Émissions régionales.

13 h 45 Série : La vie des autres.

14 h 10 Aujourd'hui la vie.

14 h 15 Cinéma : « Le Chantier de

Mexico ». De R. Béranger.

15 h 50 Série vous.

16 h 10 Le monde au singulier.

16 h 15 Le monde au pluriel.

16 h 20 Le monde au conditionnel.

16 h 25 Le monde au futur.

16 h 30 Le monde au présent.

16 h 35 Le monde au passé.

16 h 40 Le monde au présent.

16 h 45 Le monde au présent.

16 h 50 Le monde au présent.

16 h 55 Le monde au présent.

17 h 00 Le monde au présent.

17 h 05 Le monde au présent.

17 h 10 Le monde au présent.

17 h 15 Le monde au présent.

17 h 20 Le monde au présent.

17 h 25 Le monde au présent.

17 h 30 Le monde au présent.

17 h 35 Le monde au présent.

17 h 40 Le monde au présent.

17 h 45 Le monde au présent.

17 h 50 Le monde au présent.

17 h 55 Le monde au présent.

18 h 00 Le monde au présent.

18 h 05 Le monde au présent.

18 h 10 Le monde au présent.

18 h 15 Le monde au présent.

18 h 20 Le monde au présent.

18 h 25 Le monde au présent.

18 h 30 Le monde au présent.

18 h 35 Le monde au présent.

18 h 40 Le monde au présent.

18 h 45 Le monde au présent.

18 h 50 Le monde au présent.

18 h 55 Le monde au présent.

19 h 00 Le monde au présent.

19 h 05 Le monde au présent.

19 h 10 Le monde au présent.

19 h 15 Le monde au présent.

19 h 20 Le monde au présent.

19 h 25 Le monde au présent.

19 h 30 Le monde au présent.

19 h 35 Le monde au présent.

19 h 40 Le monde au présent.

19 h 45 Le monde au présent.

19 h 50 Le monde au présent.

19 h 55 Le monde au présent.

20 h 00 Le monde au présent.

20 h 05 Le monde au présent.

20 h 10 Le monde au présent.

20 h 15 Le monde au présent.

20 h 20 Le monde au présent.

20 h 25 Le monde au présent.

20 h 30 Le monde au présent.

20 h 35 Le monde au présent.

20 h 40 Le monde au présent.

20 h 45 Le monde au présent.

20 h 50 Le monde au présent.

20 h 55 Le monde au présent.

21 h 00 Le monde au présent.

21 h 05 Le monde au présent.

21 h 10 Le monde au présent.

21 h 15 Le monde au présent.

21 h 20 Le monde au présent.

21 h 25 Le monde au présent.

21 h 30 Le monde au présent.

21 h 35 Le monde au présent.

21 h 40 Le monde au présent.

21 h 45 Le monde au présent.

21 h 50 Le monde au présent.

21 h 55 Le monde au présent.

22 h 00 Le monde au présent.

22 h 05 Le monde au présent.

22 h 10 Le monde au présent.

22 h 15 Le monde au présent.

22 h 20 Le monde au présent.

22 h 25 Le monde au présent.

22 h 30 Le monde au présent.

22 h 35 Le monde au présent.

22 h 40 Le monde au présent.

22 h 45 Le monde au présent.

22 h 50 Le monde au présent.

22 h 55 Le monde au présent.

23 h 00 Le monde au présent.

23 h 05 Le monde au présent.

23 h 10 Le monde au présent.

23 h 15 Le monde au présent.

23 h 20 Le monde au présent.

23 h 25 Le monde au présent.

23 h 30 Le monde au présent.

23 h 35 Le monde au présent.

23 h 40 Le monde au présent.

23 h 45 Le monde au présent.

23 h 50 Le monde au présent.

23 h 55 Le monde au présent.

24 h 00 Le monde au présent.

24 h 05 Le monde au présent.

24 h 10 Le monde au présent.

24 h 15 Le monde au présent.

24 h 20 Le monde au présent.

24 h 25 Le monde au présent.

24 h 30 Le monde au présent.

24 h 35 Le monde au présent.

24 h 40 Le monde au présent.

24 h 45 Le monde au présent.

24 h 50 Le monde au présent.

24 h 55 Le monde au présent.

25 h 00 Le monde au présent.

25 h 05 Le monde au présent.

25 h 10 Le monde au présent.

25 h 15 Le monde au présent.

25 h 20 Le monde au présent.

25 h 25 Le monde au présent.

25 h 30 Le monde au présent.

25 h 35 Le monde au présent.

25 h 40 Le monde au présent.

25 h 45 Le monde au présent.

25 h 50 Le monde au présent.

25 h 55 Le monde au présent.

26 h 00 Le monde au présent.

26 h 05 Le monde au présent.

26 h 10 Le monde au présent.

26 h 15 Le monde au présent.

26 h 20 Le monde au présent.

26 h 25 Le monde au présent.

26 h 30 Le monde au présent.

26 h 35 Le monde au présent.

26 h 40 Le monde au présent.

26 h 45 Le monde au présent.

26 h 50 Le monde au présent.

26 h 55 Le monde au présent.

27 h 00 Le monde au présent.

27 h 05 Le monde au présent.

27 h 10 Le monde au présent.

27 h 15 Le monde au présent.

27 h 20 Le monde au présent.

27 h 25 Le monde au présent.

27 h 30 Le monde au présent.

27 h 35 Le monde au présent.

27 h 40 Le monde au présent.

27 h 45 Le monde au présent.

27 h 50 Le monde au présent.

27 h 55 Le monde au présent.

28 h 00 Le monde au présent.

28 h 05 Le monde au présent.

28 h 10 Le monde au présent.

28 h 15 Le monde au présent.

28 h 20 Le monde au présent.

28 h 25 Le monde au présent.

28 h 30 Le monde au présent.

28 h 35 Le monde au présent.

28 h 40 Le monde au présent.

28 h 45 Le monde au présent.

28 h 50 Le monde au présent.

28 h 55 Le monde au présent.

29 h 00 Le monde au présent.

29 h 05 Le monde au présent.

29 h 10 Le monde au présent.

29 h 15 Le monde au présent.

29 h 20 Le monde au présent.

29 h 25 Le monde au présent.

29 h 30 Le monde au présent.

29 h 35 Le monde au présent.

29 h 40 Le monde au présent.

29 h 45 Le monde au présent.

29 h 50 Le monde au présent.

29 h 55 Le monde au présent.

30 h 00 Le monde au présent.

30 h 05 Le monde au présent.

30 h 10 Le monde au présent.

30 h 15 Le monde au présent.

30 h 20 Le monde au présent.

30 h 25 Le monde au présent.

30 h 30 Le monde au présent.

30 h 35 Le monde au présent.

30 h 40 Le monde au présent.

30 h 45 Le monde au présent.

30 h 50 Le monde au présent.

30 h 55 Le monde au présent.

31 h 00 Le monde au présent.

31 h 05 Le monde au présent.

31 h 10 Le monde au présent.

31 h 15 Le monde au présent.

31 h 20 Le monde au présent.

31 h 25 Le monde au présent.

31 h 30 Le monde au présent.

31 h 35 Le monde au présent.

31 h 40 Le monde au présent.

31 h 45 Le monde au présent.

31 h 50 Le monde au présent.

31 h 55 Le monde au présent.

32 h 00 Le monde au présent.

32 h 05 Le monde au présent.

32 h 10 Le monde au présent.

32 h 15 Le monde au présent.

32 h 20 Le monde au présent.

32 h 25 Le monde au présent.

32 h 30 Le monde au présent.

32 h 35 Le monde au présent.

32 h 40 Le monde au présent.

32 h 45 Le monde au présent.

32 h 50 Le monde au présent.

32 h 55 Le monde au présent.

33 h 00 Le monde au présent.

33 h 05 Le monde au présent.

33 h 10 Le monde au présent.

33 h 15 Le monde au présent.

33 h 20 Le monde au présent.

33 h 25 Le monde au présent.

33 h 30 Le monde au présent.

33 h 35 Le monde au présent.

33 h 40 Le monde au présent.

33 h 45 Le monde au présent.

33 h 50 Le monde au présent.

33 h 55 Le monde au présent.

34 h 00 Le monde au présent.

34 h 05 Le monde au présent.

34 h 10 Le monde au présent.

34 h 15 Le monde au présent.

34 h 20 Le monde au présent.

34 h 25 Le monde au présent.

34 h 30 Le monde au présent.

34 h 35 Le monde au présent.

34 h 40 Le monde au présent.

34 h 45 Le monde au présent.

34 h 50 Le monde au présent.

34 h 55 Le monde au présent.

35 h 00 Le monde au présent.

35 h 05 Le monde au présent.

35 h 10 Le monde au présent.

35 h 15 Le monde au présent.

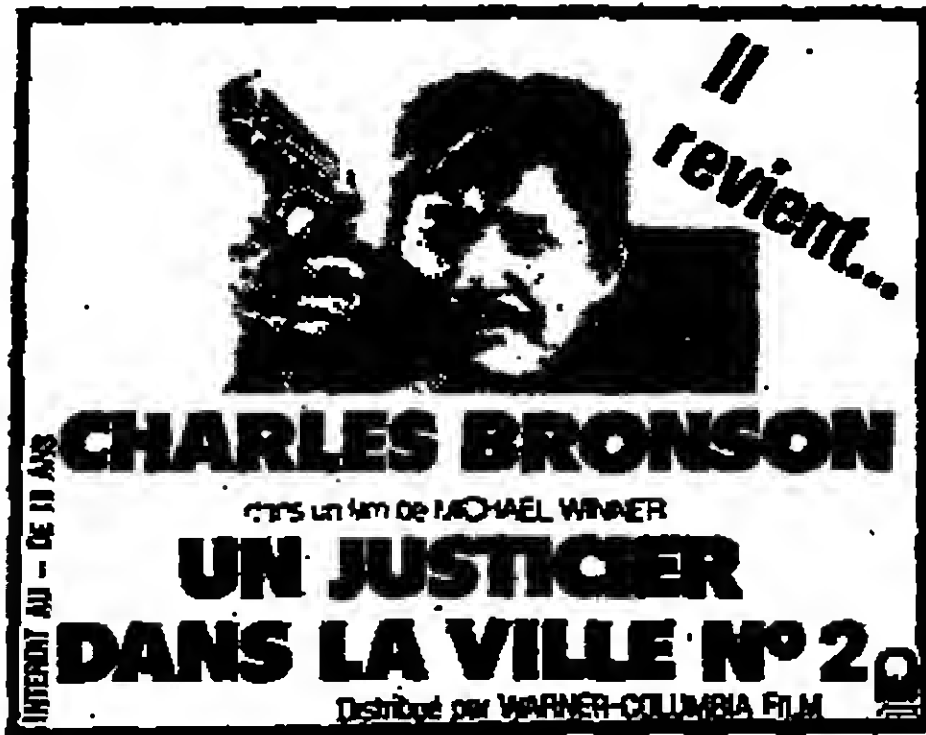
35 h 20 Le monde au présent.

</

Rappel des émissions

Mercredi 10 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1



- 20 h 35 Les mercredis de l'information. Émission de J.-M. Cavada et M. Thoulouze. Malaisie à l'hôpital ? De E. Chautou et J.-C. Fontan. Le fonctionnement administratif, financier, la vie dans un hôpital public qui emploie quatre mille sept cents personnes.
- 21 h 35 Sports : Championnats du monde de patinage artistique. En direct de Coppenhague.
- 22 h 20 Glenn Gould joue Bach. La question de l'instrument, réal. B. Monsiegnon.
- 23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 Série : Chroniques martiennes. Wilder de retour sur la terre d'opérette que tout le monde est mort. On est en 2006 (dernier épisode).

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 22 h 15 Document : Des grands jours et des jours ordinaires. « La naissance », de R. Kramer.
- 23 h 15 La légende de l'oiselette : ballet roumain.
- 23 h 15 Journal.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Cinéma 16 : Quelque chose dans son rêve. Télium de M. Saffran et E. Toulouze. Antoine Sempère, père dévot, est victime de ses imaginations lyriques. Il est en quête d'une belle blonde morte il y a si longtemps.
- 22 h 15 Journal.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées, à Paris) : « Symphonie n° 6 », de Haydn ; « Concerto pour violoncelle et orchestre n° 2 », de Haydn ; « Till Eulenspiegel », de R. Strauss. Par le Nerval Orchestra philharmonique ; soliste : Yo Yo Ma, violoncelle. Dir. F. Lasserre.
- 22 h 45 La nuit sur France-Musique : Rencontres au Groupe des sept (quatrième partie) : « Jean Martinon, compositeur et chef d'orchestre », œuvres de Nielsen et Martinon ; 0 h 5, 5, 5, 5, 5, 5 : la musique turque du dixième siècle jusqu'à nos jours.

Jeudi 11 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 5 Réponse à tout.
- 13 h 30 Les visiteurs du jour.
- 13 h 5 Journal.
- 13 h 55 Émissions régionales.
- 13 h 55 Objectif santé : La tabacomanie.
- 14 h Les rendez-vous du jeudi. Rendez-vous avec les régions ; 14 h 25 : Les Glèves ont la parole ; 14 h 45 : L'acquisition du langage : les premiers mots.
- 17 h Formation-Information-Education. Approchez et vous verrez ; 17 h 30 : De la réalité aux télé-peintures : un magazine télévisé.
- 18 h C'est à vous.
- 18 h 25 L'été aux enfants.
- 18 h 45 Quotidiennement votre. La mémoire des femmes.
- 19 h 50 Les paris de TF 1.
- 19 h 5 A la une.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Suspens.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : Colomba. Réal. : G. Barisot, avec A. Canovas, A. Cuny, E. Pozzi.
- 22 h Document : La Terre en héritage. L'or et le sel : pouvoir et magie. Un inventaire très bien documenté mais didactique des matières premières du globe.
- 22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h 5 Passez donc me voir.
- 12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.
- 13 h 45 Journal.
- 13 h 55 Émissions régionales.
- 13 h 45 Série : Les amours des années grises.
- 14 h Aujourd'hui la vie.
- 14 h 5 Série : Super Jaimie. Méditation.
- 15 h 50 Documentaire : L'héroïne du Triangle d'or. Les signaux de la jungle. Deuxième partie d'une enquête sur l'armée (K.M.T.) d'anciens nationalistes chinois réfugiés en Birmanie.
- 16 h 45 Documentaire : Modern Land. De J.-N. Roy. Le film en super huit et le cinéma d'animation.
- 17 h 15 La télévision des télé-spectateurs.
- 17 h 45 Révisé A2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Les gens d'ici.
- 20 h 35 Magazine : Situation 82. De P. Dumayet et J. Barrière. Les médecins malades de la médecine.
- 21 h 40 Sport : Patinage artistique. Championnats du monde.
- 22 h 45 Magazine : Les enfants du rock.
- 23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 12 h D'un soleil à l'autre. Une émission de J.-C. Widemann. A l'occasion de la Semaine internationale de l'agriculture.
- 18 h Pour les jeunes. Les femmes : Cuisine sans cuisson ; Thèmes et variations ; Schébert.
- 18 h 55 Tribune libre. Front libérateur.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31. Ulysse rencontre Ulysse.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 35 Cinéma : « Poussière d'étoile ». Film italien d'A. Sordi (1973), avec A. Sordi, M. Vitti, J.-P. Luv, E. Fila, W. Oatis, C. Dagorta. Un cabotin habile et sa troupe minable partent de Rome, en 1943, pour une tournée dans les Abruzzes. Mais les alliés ont

débarqué et les comédiens sont pris dans les remous de la guerre, avant de connaître un triomphe éphémère devant les soldats américains.

Comédie satirique sur les compagnies théâtrales ambulantes, typiquement italiennes. Malheureusement, Alberto Sordi a accusé la réalisation de son film - inédit en France - pour se mettre en valeur. Il use et abuse de gros effets, ainsi que sa partenaire, Monica Vitti.

21 h 55 Journal.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Mathématiques : L'enfant à l'hôpital.
- 8 h, Les chemins de la connaissance : Aujourd'hui la danse (la danse de Salomé, avec R. Girard) ; 8 h 32, Georges Haldas et la légende des elfes ; 8 h 50, Les bois de vie.
- 9 h 7, Mathématiques : La géométrie.
- 10 h 45, Questions en zigzag.
- 11 h 2, Instruments rares : Les instruments à clavier du musée du Conservatoire de Paris.
- 12 h 5, L'histoire de la biologie et de la médecine : Les animaux.
- 12 h 45, Panorama, avec J.-M. Roberts.
- 13 h 30, Renaissance des organes de France : L'organe du musée des Augustins, à Toulouse.
- 14 h 5, Un livre, des voix : « La Conjuraison des imbéciles », de J. Kennedy Toole.
- 14 h 47, Départements : 4 Post-Romans.
- 15 h 30, Le monde en mouvement : Compétition et culture.
- 16 h 30, Le rendez-vous de 16 h 30.
- 17 h, Rome libre : Tokyo.
- 17 h 32, Vidéo-Théâtre et Musique d'aujourd'hui : Le groupe catholique Al Tall (à la Maison de la culture de Nantes).
- 18 h 30, Feuilleton : La Cloche d'Islande, d'après H. K. Laxness.
- 19 h 25, Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : Les animaux.
- 20 h, La Radio Solenne Roumède présente : Tom Paine, de P. Foster.
- 21 h 30, Nuits magiques : Les ports.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Musique du matin : Œuvres de Liszt, Copland, Mozart, Weber, Scarlatti, Nielsen, Ledeb.
- 8 h 7, L'orchestre en collaboration.
- 9 h 20, Musique d'aujourd'hui : Le disque, une affaire qui tourne - œuvres de Stravinsky, Tchaïkovski, Mahler, Prokofiev, Schostak, Rimsky, Mozart, Debussy, Lock.
- 10 h 2, Le jeu des mélodies : Œuvres de Hindemith, R. Strauss.
- 11 h 30, Musique de chambre : Œuvres de Beethoven, Bartók, Debussy, Ravel.
- 12 h, Le royaume de la musique.
- 13 h 30, Musique de chambre : Œuvres de Beethoven, Bartók, Debussy, Ravel.
- 14 h 4, D'une œuvre à l'autre : Œuvres de Zelenka, Vivaldi, Monteverdi, Humfrey, Mozart, Debussy, Lock.
- 17 h 2, Le jeu des mélodies : Œuvres de Hindemith, R. Strauss.
- 18 h 30, Musique de chambre : Œuvres de Beethoven, Bartók, Debussy, Ravel.
- 19 h 30, Musique de chambre : Œuvres de Beethoven, Bartók, Debussy, Ravel.
- 20 h 30, Musique de chambre : Œuvres de Beethoven, Bartók, Debussy, Ravel.
- 21 h 30, Musique de chambre : Œuvres de Beethoven, Bartók, Debussy, Ravel.
- 22 h 30, Musique de chambre : Œuvres de Beethoven, Bartók, Debussy, Ravel.
- 23 h 30, Musique de chambre : Œuvres de Beethoven, Bartók, Debussy, Ravel.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 10 MARS

- M. Jacques Chirac, président du R.P.R., maire de Paris, est invité sur Europe 1 à 19 h 15.
- M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du P.C., est reçu au journal de 22 heures sur FR 3.

JEUDI 11 MARS

- M. Jean Popere, secrétaire national du P.S., et Charles Pasqua, président du groupe R.P.R. au Sénat, participent à un débat sur R.M.C. à 12 h 45.
- M. Michel Pinot, délégué général de l'U.D.F., est invité au journal de 13 heures sur TF 1.
- M. André Lapointe, secrétaire du comité central du P.C., responsable des questions agricoles, participe à l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 15.

Les trois principales fédérations de radios libres appellent toutes les radios locales à jouer un rôle véritablement démocratique pendant la campagne des élections cantonales. Elles leur demandent de respecter l'égalité de tous les candidats, le droit de réponse et l'arrêt des émissions à caractère politique l'avant-veille des élections.

A FR 3 TOULOUSE

Les hommes politiques par eux-mêmes

(De notre correspondant.)

Une expérience inédite a été tentée par les responsables de la station régionale FR 3 - Toulouse : cinq minutes d'antenne ont été offertes aux différents partis politiques engagés dans la campagne électorale des cantonales. Une équipe de télévision traditionnelle - un caméraman, un technicien et un preneur de son - a été mise à leur disposition pour une journée de tournage, et le montage a été effectué sous leur seule responsabilité.

« Une opération impossible avant le 10 mai, affirme le rédacteur en chef, M. Pierre Bouidy. Pour la première fois, les hommes politiques ont pris conscience de la difficulté de tout dire en peu de temps. » Le journal de 19 h 20 devient dès lors un mur d'affichage, une télé-propagande pour les uns qui expliquent de ci de là, en cours d'usines, le besoin d'être un conseiller général du parti communiste. D'autres présentent une télévision de notables, interrogant les cadres sur les difficultés économiques nées le 11 mai, ou les mères de famille - bon chic, bon genre - sur les écoles privées. D'autres encore font un bilan bavard de dix mois de gouvernement sur de maigres illustrations.

« Tous ces militants nous ont renvoyé notre propre image, ils nous ont traité, ils ont tourné ce qu'ils ont vu, commenté », commente M. Pierre Bouidy. Nous avons donc coupé de progrès à faire. Nous devons en finir avec l'information institutionnelle.

L'ordre de passage a été tiré au sort, et ces émissions sont diffusées jusqu'au vendredi 12 mars.

CATHERINE LAURENS.

Henry Chapier a été nommé rédacteur en chef adjoint de la rédaction de « Soir 3 ». Cinéaste, écrivain, journaliste à Combat puis au Quotidien de Paris, Henry Chapier collaborait depuis 1978 au journal de FR 3, où il était chargé de la rubrique cinéma. Il présentera désormais les actualités culturelles.

Un rapport réalisé à la demande de M. Le Tac préconise la création d'une agence d'images

« La France doit se doter de sa propre agence d'images susceptible de promouvoir dans le monde sa culture, ses arts, ses sciences, ses techniques et son industrie. Telle est la conclusion d'un rapport réalisé par trois experts à la demande de M. Joël Le Tac, président de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), et sous la direction de M. Jacques Conia. Ce projet, aux objectifs « quantitativement limités, mais qualitativement élevés », s'inscrit dans le cadre de la prochaine réorganisation de la radiotélévision, et associe à l'organisme dont on suggère la création l'ensemble des sociétés de programmes, Télédiffusion de France (T.D.F.), et la Société française de production (S.F.P.).

Constatant que, à l'exception d'émissions de FR 3 reprises, principalement en Afrique, par seize télévisions, la France est aujourd'hui absente du marché mondial de l'image, les experts proposent la recréation du terrain perdu depuis l'éclatement de l'O.R.T.F., ainsi que le développement des activités de tournage et de distribution.

Trois grands objectifs professionnels pourraient donc être fixés à l'agence en question. Assurer la couverture des grands événements français, développer des activités commerciales (réaliser notamment des documents spéciaux commandés par les stations abonnées), choisir de nouvelles cibles (certaines télévisions de pays industrialisés, des réseaux de câble français et étrangers...) et promouvoir un secteur de distribution et de ventes d'archives audiovisuelles françaises ; enfin, créer un service d'échanges entre les télévisions abonnées, devenir une structure d'accueil pour les correspondants de télévisions étrangères.

R.M.C., neuf mois après

(Suite de la page 19.)

Résultat de tout cela : une radio plus tonique, plus ouverte sur le monde. L'émission de Marie-Christine Courdoux qui, tous les matins, permet à cinq auditeurs de s'exprimer sur les sujets les plus variés (théâtre, cinéma, homosexualité, prostitution...) occupe, selon les jours, entre le troisième et le cinquième poste de la conversation stylée café du Commerce. Si les après-midis restent peu convaincants, deux émissions méritent d'être relevées : « Si c'est pour la culture, on a déjà donné », séide, caustique, et la passionnante émission hebdomadaire de Pierre Dumas, Claude Angelet, Roger Colombani et Jean Schmitt. « Vous avez dit... fait divers ? » a un regard sur les affaires en cours et sur notre société. Bref, même si ce n'est pas bouleversant, on ne peut pas nier l'amélioration. Mais c'est l'information qui, sans aucun doute, a subi le changement le plus visible (sardon, audible).

Ajoutons comment expliquer ces sondages en baisse ? « Ce n'est pas la première rupture d'audience dans l'histoire de la radio », fait-on remarquer. L'arrivée de M. Bassi, en 1978, s'était traduite, à l'origine, par une chute plus importante. « Il s'agit d'un phénomène normal, dit M. Habert, le changement induit toujours une baisse » : à peine bien sûr sur son caractère transitoire. R.M.C. perd des auditeurs (les « ménages », il va en conquérir d'autres (les cadres).

A Monaco, on vous fait remarquer qu'on se sent différent des

Vu

Gueule d'amour

A la télé, un journaliste aime avec sa gueule, dit-on volontiers rue Cognac-Jay. Vrai. Avec sa gueule, avec sa voix, avec son regard, avec sa présence, bref avec son physique. Son art ou son métier, ses idées ou ses convictions, rejoignent celui du comédien. Il est souvent ombrageux, susceptible, et ça se comprend : au-delà de son talent, les critiques portent atteinte à sa personne. Et des critiques, selon les jours, il n'en manque pas. Il en a eu une, favorable ou pas, ces réactions relevant rarement d'un jugement à froid. On aime ou pas. Question d'attitude, de sympathie, d'attitudes crochues.

Et on aime plus ou moins, selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme. Surtout s'il s'agit, pour cette femme ou cet homme de présenter le journal. Dans un premier temps, les femmes décollent les passions. Qu'on soit homme ou femme, on est pour ou contre avec une force, une violence que s'expriment rarement les hommes. Et puis on se calme, on on s'habitue, on on se résigne, on on se rallie. Ça s'est le cas pour Christine Ockrent. Ce le serait pour Annie Berchamps si on la voyait plus souvent, par là j'entends plus tôt, si elle pouvait accéder au « 20 heures » en alternance avec Jean-Loup Darniguet, de loin le meilleur présentateur maison, au lieu d'être reléguée dans le ghetto du « 23 heures », d'où elle

n'a eu le droit de sortir qu'à l'occasion de la journée de la femme.

Moi, elle me plaît beaucoup. Elle est châteaubien, elle est à la fois ronde et carrée, elle a de la présence, elle a du poids. Elle est nette, claire, convaincante. Deux reproches : elle est peu brutale et trop de rouge à lèvres et de bleu aux yeux. Sans nuire évidemment d'une image sobre, à peine affectée, celle, redoutable, de la spectatrice, qui, le malheureux, n'y est pour rien. La faute en revient au rôle ridicule qu'on lui fait jouer et dont le « spectacle » engagé par A2 donne une interprétation poussée à la caricature. On était un premier journaliste traitant une entreprise.

Un modèle à mes yeux, un modèle de décontraction, de charisme, de drôlerie, de dérision, le fapon qu'Anne Sinclair d'arriver le magazine de 12 h 30 sur la chaîne à côté. C'est le genre d'émission qu'on regarde en passant, occupée qu'on est à préparer le dîner. Il doit y en avoir pour tous les goûts. Les rôles s'y trouvent guère leur compte, ce qui ne m'empêche pas d'admirer la souriante autorité avec laquelle sort accablée les invités du jour. Les administratifs de Danville Gilbert finiront peut-être par en faire une raison.

CLAUDE SARRAUTE.

TÉLÉVISIONS FRANCOPHONES

VENDREDI 12 MARS

- (R.T.L.) 21 h, Les Yeux dans les ténèbres, film de J. Zimmernann.
- (T.M.C.) 20 h 35, On achève bien les chevaux, film de S. Pollack.
- (R.T.B.) 21 h 15, Les Scieurs de la gloire, film de S. Kubrick.
- (S.S.R.) 20 h 30, Le Plus Sauvage d'entre tous, film de M. Ritt.

SAMEDI 13 MARS

- R.T.L., 21 h, Cyclone à la Jamaïque, film de A. Mackendrick ; 22 h 40, Cinq-clubs : Oncle Pénit, film de A. Mikhalov-Kontchouk ; 23 h 35, Un mari, c'est un mari, film de S. Friedman.
- R.T.B., 21 h 30, Cours après moi que l'empêche, film de R. Pourcel.
- S.S.R., 20 h 05, Y. Montant, Olympia 1981 ; 21 h 45, Benny Hill.

DIMANCHE 14 MARS

- R.T.L., 21 h, L'Agresseur, film de G. Pires ; 22 h 45, Elections cantonales en France.
- T.M.C., 20 h 35, Talking off, film de M. Forman.
- R.T.B., 21 h 05, Charlie Cobb, téléfilm de R. Minkoff.
- S.S.R., 21 h, Tokyo.

LUNDI 15 MARS

- R.T.L., 20 h, Les Poules, film de R. Collé.
- T.M.C., 20 h 35, Un amour de Beethoven, film de A. Gance.
- R.T.B., 19 h 55, L'homme leure, film de H. Verneuil.
- T.M.C., 20 h 25, Théâtre Wallon : Muzette Kirtka.
- S.S.R., 20 h 20, Spéciale-cinéma.

MARDI 16 MARS

- R.T.L., 21 h, Gaston Lapouge, film de F. Apperard.
- T.M.C., 20 h 35, Série : Aventures australiennes ; 22 h 40, Télécinéma.
- R.T.B., 19 h 55, Feuilleton : Le Testament.
- T.M.C., 20 h 35, Le point de la médecine ; 20 h 55, Bad Company, film de R. Benton.
- S.S.R., 20 h 05, Feuilleton : Le Testament.

MERCREDI 17 MARS

- R.T.L., 21 h, La Révolte de Sparte, film de A. Martin.
- T.M.C., 20 h 35, Les deux rivaux de la ville, film de J. Guaffier ; 22 h 10, Variétés.
- R.T.B., 20 h 50, Variétés.
- T.M.C., 19 h 55, Sports 2.
- S.S.R., 20 h 05, Michel Sardou.

JEUDI 18 MARS

- R.T.L., 21 h, Genghis Khan, film de H. Levin ; on le Gaucher, film de A. Penn.
- T.M.C., 20 h 35, Il pleut sur Santiago, film de E. Soto ; 22 h 30, Magazine : Grand Large.
- R.T.B., 20 h 20, Le Rempart des Béguines, film de G. Casali.
- T.M.C., 20 h 35, Série : L'Himalaya ; 20 h 55, Monsieur Chouffeur retour chez lui, Opéra bouffe de Offenbach.
- S.S.R., 20 h 05, La pollution ; 21 h 35, L'Orchestre, film de D. Mann.

SUR LES GRANDES ONDES

VENDREDI 12 MARS

- R.M.C., 12 h 45 : Débat : Bernard Stasi, président délégué du C.D.S. ; Guy Hermerie (P.C.).
- Europe 1, 19 h 15 : Jean Le Canuet, président de l'U.D.F.
- R.T.L., 23 h : « Comment vont les affaires », avec Daniel Foscan du Plantier (directeur général de Guimond).

SAMEDI 13 MARS

- R.T.L., 13 h : « Le journal inattendu », avec Robert Sabrier.

Le Monde des PHILATÉLISTES

A l'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

U.G.C. BIARRITZ - MARIGNAN PATHE - BERLITZ - RICHELIEU - MONTMARNASSE PATHE
WEPLER - GAMBETTA - GAUMONT CONVENTION - GAUMONT SUD
GAUMONT HALLES - ROTONDE - VICTOR-HUGO - CLUNY PALACE - NATION
ST-LAZARE PASQUIER - EAUVEITE - GAUMONT OUEST Boulogne - 4 TEMPS La Défense
PATHE Belle-Epine - PATHE Champigny - VELIZY II - CLUB Colombes - FRANCAIS Engien
GAMMA Argenteuil - FLANADES Sarcelles - CYRANO Versailles - U.G.C. Poissy
ARTEL Villeneuve - ARTEL Roissy - BUXY Bussy-Saint-Antoine - PARINOR Aubrey
ARTEL Roissy

DANIEL AUTEUIL - GUY MARCHAND

LES SOUS-DOUGES EN VACANCES

un film de CLAUDE ZIDI



GAUMONT COLISEE - FRANCAIS PATHE - RICHELIEU - MONTMARNASSE 83
HAUTEFEUILLE - FAUVEITE - GAUMONT CONVENTION - GAUMONT HALLES
NATION - WEPLER - MAYFAIR - GAUMONT OUEST Boulogne - 4 TEMPS La Défense
ARTEL Roissy - PATHE Champigny - GAUMONT Evry - TRICYCLE Asnières
GAMMA Argenteuil - AVIATIC Le Bourget - ULIS Orsay - C2L Versailles - ARTEL Villeneuve

MIU-MIU - CLAUDE BRASSEUR
BRUNO CREMER



JOSEPHINE

écrit et réalisé par CHRISTOPHER FRANK

NADINE ALARI - JEAN-PIERRE RAMBAL - ANNE LAURE MEURY - FRANCOIS FERROT
YVETTE DELAUNE - COLETTE TEISSEIRE - JACQUES BOUDET
PIERRE VERNIER - CATHERINE ALLEGRET
ALBINA DU BOISROUVREY - ROBERT AMON

PRIME PAR LA FONDATION PHILIP MORRIS POUR LE CINEMA

VOTRE TABLE CE SOIR

Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. - prix moyen du repas - 7. - ouvert jusqu'à heures

DINERS

RIVE DROITE

MYLORD 281-14-82. P/dim. - lunil.
16, r. de la Grande-Truanderie. 1er.
PIERRE (Opéra) 285-57-04
place Gallien, 2. P/dim.
INDRA P/dim. 358-48-40
10, r. du Commandant-Rivière. 9.
LA MENARA 743-06-92
5, bd de la Madeleine, 9. P/dim.
AVE. DE RIQUERIE 770-52-39
12, rue P.-M. Montmartre, 9. T.l.j.
TY COZ P/dim.
35, rue St-Georges, 9. T.l.j.
LE LOUIS XIV 285-58-16/200-19-00
8, bd St-Denis, 10. P/dim.-mardi.
YVONNE 790-98-15
12, rue de Bassano, 10.
EL PICADOR P/dim.-mardi.
80, bd des Capucines, 10. 282-38-97.
LE GRAND VENTRE 774-61-69
6, P.-Demours, 10. P/a. midi-dim.

RIVE GAUCHE

LE PORT-SAINT-GERMAIN
155, bd St-Germain, 9. 345-23-66.
AU COCOON DES LAIS 335-43-45
7, rue Cornaille, 9. P/dim.
LES MINISTRES C. dim. 281-22-37
30, rue du Bac, M. Sac. Parking.
CH. FRANÇOIS 561-57-20/705-48-03
Avenue des Invalides, 7. P/dim.
LA BOUTIQUE 705-83-78
6, avenue Daumesnil, 7.
RELAIS DE SEVER Hotel Sofitel
5, rue L.-Armand, 15. 554-95-00

DINERS - SPECTACLES

CHEZ VINCENT NOB. 21-39. ■
4, rue Saint-Laurent, 10. P/dim.
Dans le cadre d'une Hacienda. Diners dansants aux chandeliers.
Attractions pour les MUGUACHOS. Spéc. espagnoles et françaises.

SOUPERS, APRES-MINUIT

DESSIER Te les jrs - 224-34-34.
1, place Foch (17e).
LE PETIT ZINC 334-79-54
Rue de Valenciennes - Vins de pays.
LA CLOSURE DES LILAS
71, boulevard du Montparnasse,
335-70-50 - 334-21-09.
Au piano : YVAN MAYER
LE LOUIS XIV 285-58-16/200-19-00
8, bd St-Denis, 10. P/dim.-mardi.
mar. Crustacés, Rotif., Gibiers.
Park privé pour les voitures.
AU PETIT PIERRE 770-39-50/69-08
F. dim. J. l. n.
DECOR AUSTRALISQUE 1880
28, r. de Valenciennes, 9. Cuisine bourgeoise.
Banc d'Amsterdam - Vins de pays.
LE MARIN 280-18-18
F. dim. J. l. n.
28, r. de Valenciennes, 9. Cuisine bourgeoise.
Banc d'Amsterdam - Vins de pays.
CHEZ HENRI 18, rue de Valenciennes, 1880
F. dim. J. l. n.
28, r. de Valenciennes, 9. Cuisine bourgeoise.
Banc d'Amsterdam - Vins de pays.
AUBERGE DAB 181, av. Malesherbes
280-23-22. T.l.j.
F. dim. J. l. n.

PARAMOUNT CITY TRIUMPH, v.o. - U.G.C. ERMITAGE, v.o. - PARAMOUNT ODEON, v.o.
PARAMOUNT MAILLOT, v.o. - PARAMOUNT OPERA, v.o. - MAX-LINDER, v.o.
PARAMOUNT BASTILLE, v.o. - PARAMOUNT MONTMARTRE, v.o.
PARAMOUNT MONTMARNASSE, v.o. - SAINT-CHARLES CONVENTION, v.o.
PARAMOUNT ORLÉANS, v.o. - PARAMOUNT GALAXIE, v.o.
PARAMOUNT Gobelins, v.o. - PASSY, v.o. - U.G.C. OPERA, v.o.
3 SECRÉTAN, v.o. - PARAMOUNT La Varenne - BUXY Val-d'Yverres
VELIZY - 4 TEMPS La Défense - FLANADES Sarcelles - ARGENTEUIL - C2L Saint-Germain
ARTEL Marnes-la-Vallée - 4 PERRY Saint-Gervais - MÉLIÉS Montreuil
CLUB Les Mureaux - U.G.C. Conflans



CHARLES BRONSON
dans un film de MICHAEL WINNER

UN JUSTICIER DANS LA VILLE N°2

JILL VRELAND - VINCENT GARDENIA - J.D. CANNON - ANTHONY FRANCIOSA
Production Executive FIL LANCERS et SCOPY PRODUCTIONS - Ecrit par DAVID GELFAND - Réalisé par MICHAEL WINNER
Montage de JERRY PAGE - Musique par MENAHEM GOLAN & YORAM GLOBUS
Les Producteurs de JILL VRELAND, VINCENT GARDENIA, J.D. CANNON, ANTHONY FRANCIOSA
Réalisé par MICHAEL WINNER

Interdit aux moins de 18 ans.

**MARIGNAN PATHÉ - PAGODE
PANTHÉON - ATHENA
CINÉ BEAUBOURG
P.L.M. SAINT-JACQUES
SAINT-LAZARE PASQUIER
GAUMONT OUEST BOULOGNE
TRICYCLE ASNIÈRES
LUX BAGNEUX**

[illegible]

DIVA
INFORMER, SENSIBILISER, ÉDUCER

4
CÉSARS
LE FILM
QU'IL FAUT VOIR

ACTUELLEMENT

CHARLES AZNAVOUR

TIREZ

sur le **PIANISTE**

BASEE EN SCENE

FRANÇOIS TRUFFAUT



Permanent : GEORGE-V
LES PARNASSIENS
En matinée : GAUMONT HALLES
IMPERIAL PATHÉ
QUARTIER LATIN - ATHÉNA
BROADWAY et la Périphérie

MICHEL GALANZI
LE BOURGEOIS GENTILHOMME
Un Barba di **ROGER COGGIO** in 10 SCENI



Les derniers jours de Pompei et de Herculéum. 17. (330-30-11). V. S. Calypso, 17. (330-30-11). V. S.

L'EMTÉE DES SENS (Esp. v.o.). (F.). Saint-andré-des-arts, 9 (332-46-10).

LA FEMME D'A COTE (Fr.). Olympique 14. (332-67-42), 18 h. (seu. sans diag.).

LA FEMME DE L'AVIATEUR (Fr.). Olympique 14. (332-67-42), 18 h. (seu. sans diag.).

GIDRER SHERIFFE (A. v.o.). Vidéofilm 16. (332-67-42), 16 h. 30 et 22 h. 30.

LE GOLFARD (Fr.). RAVOCINEMA 13. (332-67-42), 16 h. 30 et 22 h. 30.

INDIA (ONG P.). Ciné-Séna. 5. (332-67-42), 15 h. 20 (seu. sans diag.).

JOHN LENNON FOR PRESIDENT (A. v.o.). Vidéofilm, 30 (332-67-42), 18 h.

LOIN DE MANHATTAN (Fr.). Olympique 14. (332-67-42), 18 h. (seu. sans diag.).

MON ONCLE (Fr.). Temples, 3. (332-67-42), 16 h. 30.

LES PRODIGES (A. v.o.). Ciné-Séna, 5. (332-67-42), 14 h. 10 et 22 h. 30.

RENCONTRES DU TROISIEME TYPE. EDITION SPECIALE (A. v.o.). Ciné-Séna, 13. (332-67-42), 16 h. 30 et 22 h. 30.

VACANCES DE M. HUOT (Fr.). Temples, 3. (332-67-42), 16 h. 30 et 22 h. 30.

LES YEUX DE LAURA (A. v.o.). J. S., 14. 22 h.

STUDIO DE LA HARPE
STUDIO CONTRESCARPE
STUDIO DES ACACIAS
MOVIES LES HALLES

ALFRED
HITCHCOCK
"LIFEBOAT"
WILLIAM BENDIX - WALTER SZELAK
TALLULA BANKHEAD - JOHN HODIAK
THEATRE DES CHAMPS ELYSEES

PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES, v.o. - PARAMOUNT ODÉON, v.o. - FORUM LES HALLES, v.o. -
PARAMOUNT MAILLOT, v.f. - PARAMOUNT OPÉRA, v.f. - PARAMOUNT MONTPARNASSE, v.f. -
PARAMOUNT GALAXIE, v.f. - SAINT-CHARLES CONVENTION, v.f. - PARAMOUNT BASTILLE, v.f.

Dans leur monde, la chose la plus érotique c'est... l'argent.



JANE FONDA KRIS KRISTOFFERSON
UNE FEMME D'AFFAIRES

Une Production IPC Films JANE FONDA KRIS KRISTOFFERSON dans un Film de ALAN J. PAKULA "ROLLOVER" **THUME CHRONY**
Musique de MICHAEL SMALL Scénario de DAVID SHABER Histoire de DAVID SHABER et HOWARD KOHN & DAVID WER
Produit par BRUCE GILBERT Réalisé par ALAN J. PAKULA **TECHNICOLOR** Distribué par WARNER COLUMBIA FILM

En v.o. : PUBLICIS CHAMPS-ELYSEES - PARAMOUNT ODEON
STUDIO MEDICIS - En v.o. : PARAMOUNT MAILLOT
PARAMOUNT OPERA - PARAMOUNT MARIVAUX
PARAMOUNT MONTMARNASSE - PARAMOUNT GALAXIE
PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT ORLEANS
PARAMOUNT La Varanne - VILLAGE Neufly - CLUB Colombes
STUDIO Parly II - 4 TEMPS La Defense - ARGENTEUIL
ARTEL Marcel-Vinca

[illegible]

cabaret satirique
tout ça, c'est
du 18 février
au 21 mars

une destination normale

de Karl VALENTIN
et Liess KARLSTADT
mise en scène
Jean-Louis HOURDIN

THÉÂTRE FIRMIN GEMIER, au 101M 10, rue François Arago, ANTONY
RER M Antony navette départ Théâtre Firmin Gemier
téléphone Antony 01 45 80 00 00 ou 01 45 80 00 01 0 656 02 74 - SFRAC

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Un chef-d'œuvre / Prodigieux
(Le Figaro) / (Le Marin)
LE PRINCE DE NEW YORK

| OFFRES D'EMPLOI | 71,00 | 83,50 |
|----------------------|--------|--------|
| DEMANDES D'EMPLOI | 21,00 | 24,70 |
| IMMOBILIER | 48,00 | 56,45 |
| AUTOMOBILES | 48,00 | 56,45 |
| AGENDA | 48,00 | 56,45 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 140,00 | 164,64 |

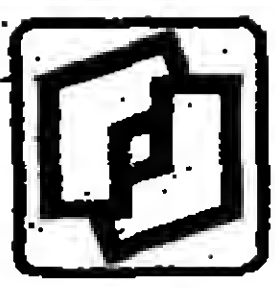
ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADRÉES | 12,00 | 14,10 |
|--------------------|-------|-------|
| OFFRES D'EMPLOI | 40,00 | 47,04 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 12,00 | 14,10 |
| IMMOBILIER | 31,00 | 38,45 |
| AUTOMOBILES | 31,00 | 38,45 |
| AGENDA | 31,00 | 38,45 |

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois régionaux



elf aquitaine

RECHERCHE POUR SES LABORATOIRES DU SUD-OUEST

UN INGENIEUR DE RECHERCHE CHIMISTE OU BIOCHIMISTE

Docteur d'Etat ou Docteur Ingénieur (option biochimie) pour participer au sein d'une équipe de Recherche à des travaux variés d'enzymologie appliquée : capteurs enzymatiques, réacteurs enzymatiques, purification d'enzymes, applications génie biomédical, etc...

Ecrire avec CV et prétentions sous référence 26976 à SNEAP - DC Recrutement
26, avenue des Lilas (Tour 12-04) - 64018 PAU CEDEX.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL AGRO-ALIMENTAIRE recherche

CHEF(S) DE PERSONNEL

USINES OUEST ET SUD-OUEST (Etablissements + 250 personnes)

Leur rôle :
Animer avec une large autonomie les différents aspects de la fonction : personnel : administration, gestion, relations avec les partenaires sociaux.

Réaliser les études et actions de développement socio-économique
Promouvoir les actions d'amélioration des conditions de vie au travail.

Leur profil :
Formation supérieure (sciences humaines ou droit)
Expérience d'au moins deux ans en usine, ayant permis au minimum d'atteindre la maîtrise des opérations d'administration.
Forte personnalité motivée pour exercer la fonction en milieu opérationnel.

Leur poste :
Rattaché au Directeur d'établissement et en liaison avec le Directeur des affaires sociales du groupe. Position de chef de service avec évolution ultérieure possible au sein de la société.
Implanté dans des villes côtières agréables de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Envoyer C.V., photo et prêt. sous no 26862 à CONTESSÉ
Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

ingénieur gestion de production

Les BRASSERIES KRONENBOURG - 1,8 Md de F de CA, 2600 personnes recherchent pour leur Direction Technique un ingénieur en gestion de production. La saisonnalité des ventes de bière et la diversité de la clientèle concernée impliquent une adaptation constante de la production et des stocks en fonction de la demande. Pour permettre à la Direction Commerciale d'assurer le meilleur service à la clientèle, cet ingénieur négociera les plans de production avec les deux usines et assurera la gestion quantitative des stocks produits finis.

Il développera par ailleurs les méthodes et les outils de gestion de production et de stocks, et participera aux réflexions sur la politique logistique.

De fait de sa complexité, ce poste fait appel à de solides connaissances en informatique, en mathématiques appliquées et en économie d'entreprise.

Un ingénieur AM, ECP, IDN, Mines... ayant acquis quelques années d'expérience en gestion de production pourra y faire valoir ses compétences et ses aptitudes à la négociation pour parvenir à terme des évolutions intéressantes. Le poste est situé à Strasbourg.

Adressez votre candidature avec CV détaillé, sous réf. F 7 M, en précisant résumés des activités et coordonnées à : BSN-Gervais Danone.

Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 PARIS.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone.

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

COMPTABLES DE CHANTIERS

Pour entreprise de travaux publics et ouvrages d'art en Arabie Saoudite.

Langue anglaise écrite et parlée indispensable. Envoyer curriculum vitae détaillé et prétentions au Cabinet IROGEC, 33, rue Raftin, 75016 PARIS.

Il sera répondu à chaque candidature.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

VILLAGE VACANCES, 900 Lhs région ROYAN ch. d'urgence. ÉCONOME GESTIONNAIRE PERMANENT - expérience et références exigées - possibilité logement de fonction. Ecrire M. le Directeur-Village Vacances APNOC 17152 MESCHERS.

INGENIEUR M.L.C. CHARVIEU (38) Cherche ANIMATEUR FORMATEUR

Pour stage, insertion sociale et professionnelle. Tél. (01) 71 532-12-98.

NOUS SOMMES LES SPÉCIALISTES DE LA PROTECTION PHYTOSANITAIRE. Nous recherchons :

UN JEUNE INGENIEUR AGRONOME

pour l'Ouest de la FRANCE

Il exercera des fonctions d'assistance auprès de notre clientèle et sera chargé de la promotion technique et commerciale de notre gamme.

Une grande disponibilité, un goût du contact, un sens commercial, sont les qualités qui seront demandées à l'ingénieur qui sera retenu.

Les candidatures, avec C.V. et photo, devront être adressées à : RÉGIE-PRESSE, n° 032.117 M 85 bis, rue Rémun, 75002 PARIS.



INGENIEURS ou TECHNICIENS SUPERIEURS

Vous parlez anglais, vous aimez les contacts humains, une vie active et les voyages à l'étranger.

Afin de renforcer nos équipes, nous vous invitons à rejoindre notre entreprise spécialisée dans le domaine du :

TRANSFERT DE SAVOIR FAIRE

en Télécommunications, Télématique, Informatique et Electronique.

Nous assurerons, bien entendu, la formation complémentaire qui vous serait nécessaire.

Si vous êtes intéressés, adressez-nous votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite à l'attention de Madame DANJOU.

COOPERATION INTERNATIONALE ALCATEL
27, rue Godillot 93406 SAINT-OUEN.

MSL international

3, place de Valois 75001 PARIS - Tél. (1) 261.81.61.
94, rue Servien Le Mercur 69003 LYON - Tél. (7) 863.08.33.
50, boulevard de Paris 59100 ROUBAIN - Tél. (20) 73.71.70.

Ingénieurs commerciaux France et exportation

La division télécommunications de THOMSON CSF, dont l'activité, en croissance régulière, se situe dans le domaine des équipements et systèmes électroniques de radiocommunications et radiotéléphones, destinés pour l'essentiel à des administrations civiles et militaires; recherche des ingénieurs commerciaux pour la France et pour l'exportation. Après formation aux produits et intégration aux équipes de vente ils se verront confier la négociation à haut niveau et la gestion commerciale de leurs contrats avec l'assistance d'ingénieurs spécialistes. Ces postes s'adressent à des ingénieurs, de formation électronique de préférence, âgés de 28 ans au moins, motivés par la vente de biens d'équipement complexes aux administrations. Une grande disponibilité pour les voyages, et la connaissance de l'anglais sont impératifs pour les ingénieurs se destinant à l'exportation. L'envergure des postes et la rémunération correspondante seront fonction de l'expérience et du potentiel des candidats. Ecrire à Yves Blanchon à Paris - R.E.L. M 9341.

Discrétion totale assurée.



CAE International est l'architecte de l'IAO (Ingénierie Assistée par Ordinateur). Cette jeune société née des accords SDRC - GENERAL ELECTRIC met en oeuvre les logiciels développés par SDRC et les techniques conçues par GENERAL ELECTRIC.

Nous recherchons :

2 Ingénieurs Grandes Ecoles

Ingénieur support technique

Vous serez le responsable du support technique des programmes scientifiques appliqués à la mécanique dans le domaine du traitement digital ou dans celui de l'analyse modale et de la synthèse modale. Vous êtes débutant ou possédez une expérience de quelques années dans un de ces domaines.

Réf. 706 M.

Pour ces postes situés en proche banlieue ouest, nous recherchons de jeunes ingénieurs Grandes Ecoles; intéressés par notre secteur d'activité, motivés par le dynamisme d'une société comme la nôtre, dont le taux de croissance est très important et où les perspectives d'évolution de carrière restent très intéressantes. Prenez vite contact avec notre Conseil au 704 32 00 ou adressez CV, photo et prétentions sous référence choisie à ALPHEA CDI - 59, rue Saint Didier - 75116 PARIS.

Ingénieur commande numérique

Vous serez le spécialiste commande numérique dans notre activité électronique. Vous développerez, adapterez, installerez des programmes puis les maintiendrez en clientèle. Vous aurez la pleine responsabilité pour l'activité électronique commande numérique. Une expérience minimum de 3 à 5 ans dans ce domaine est souhaitée.

Réf. 707 M.

ALPHEA-CDI

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT recherche

2 INGENIEURS- ECONOMISTES

PROFIL :
Grande Ecole avec FORMATION ECONOMIQUE complémentaire (niveau DEA minimum), ayant 2 ou 3 ans d'expérience, pour occuper les fonctions suivantes :
1° recherches et études technico-économiques sur les économies d'énergie;
2° recherches et études technico-économiques sur les techniques nouvelles de construction.

Adressez C.V., prétentions : M. UREN - C.S.T.B. 4, av. du Rouleau Poineau 75016 PARIS

INFORMATIS

Pour d'importants projets télécom Soft base, CAO Robotique, processus industriel recherche 15 INGENIEURS

INGENIEURS SYSTEMES

4 ans exp. class. Télécom (PROT X25 - HDLC - SSC...)

INGENIEURS SYSTEMES

position III, 7 ans expérience en LOGIQUE TELEPHONE poste à haute responsabilité déplacements Amérique du Sud, Moyen-Orient, Europe

INGENIEURS SYSTEMES

5 ans expérience CI - H8 68 IBM - OS/2 - VSE - VM 380 - CICS - DB2

INGENIEURS SYSTEMES

Logiciel contrôle process SOLAR - INTRA - POP 11

INGENIEURS CAO

3 ans de logiciel CAO déplacements Inde, USA

INGEN. FORMATION

pour dispenser des cours de CO-ROL, sous CICS et DI-1 de télécommunications et de CAO

INGEN. COMMERCIAUX

ayant l'expérience de la vente des services informatiques constructeurs ou SSI. Salaire très motivant. Ecrire Direction technique, 28, r. Daubenton 94, Téléphone : 337-66-22.

IMPORTANT ENTREPRISE

Est Parisien rech. pour son SERVICE PUBLISTE

UN CONCEPTEUR- REDACTEUR

Pour rédaction notices, catalogues, dossiers presse.

Posséder des connaissances en technique automobile. Il sera dynamique, autonome et polyvalent.

Son expression écrite et orale sera précieuse.

Une première expérience dans un Service Publicité-Annonces est vivement souhaitée.

Env. C.V. N° 27.540 CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

118, rue de Crimée, 75019 Paris, recherche :

ELECTRONICIENS MICRO

Vacataires pour enseignement (Maintenance et Logiciel)

MARS-APRIL-MAI
Tél. 241-55-53 - 205-24-63.

Société Française d'ingénierie travaillant à l'exportation dans 50 pays recherche pour son siège à Montpellier :

COMPTABLE

Pour ce poste d'avenir, le candidat idéal, d'une formation d'ingénieur, aura une formation supérieure (DESB) et une première expérience dans une entreprise internationale.

Merci d'adresser avec C.V. photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 1808/1737 à MEDIA - P.A. 8, bd des Filles, 75002 Paris, qui transmet.

IMPORTANT SOCIÉTÉ

recherche :

INGENIEURS

ELECTRONICIENS
Gdes Ecoles avec log. et nat. Ecrire avec C.V. à A.P.P. s/réf. n° 4338/MS

40, rue DUVAL-de-Sarres, 75015 PARIS; qui transmettra.

COLLABORATEUR standing

Ecr. M. Grent, 149 r. St-Honoré, Paris (1^{er}), qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE

travaille pour L&O PARIS

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONIQUES

spécialistes télécommunications, spécialistes logique câblée et programmée

Permis de conduire V.L. exp.

Adressez lettre manuscrite avec C.V. à S.F.T.P. 90, rue Victor Hugo 93170 - BAGNOLET.

| | Uniq. | La ligne T.T.C. | | la sem/jol. | la sem/jol. T.T.C. |
|----------------------|--------|-----------------|--------------------|-------------|--------------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 71,00 | 83,50 | ANNONCES ENCADRÉES | 40,00 | 47,04 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 21,00 | 24,70 | OPÉRES D'EMPLOI | 12,00 | 14,10 |
| IMMOBILIER | 48,00 | 56,45 | DEMANDES D'EMPLOI | 31,00 | 36,45 |
| AUTOMOBILES | 48,00 | 56,45 | AUTOMOBILES | 31,00 | 36,45 |
| AGENDA | 48,00 | 56,45 | AGENDA | 31,00 | 36,45 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 140,00 | 164,64 | | | |

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CERCI, L'INDUSTRIEL DE L'INFORMATIQUE
Filiale directe de Jeumont-Schneider - recherche

jeunes ingénieurs informaticiens

DEBUTANTS ou 1ERE EXPERIENCE

pour participer au sein de petites équipes de haut niveau technique :
- au développement de logiciels de base sur micro-calculateurs pour des applications industrielles très diversifiées.
- à la conception et la réalisation de logiciels de traitement de textes sur mini-ordinateurs.
Réf. 12.73
Réf. 01.06
Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référence correspondante à CERCI - Direction du Personnel
56, rue Roger-Salengro - 94120 Fontenay-sous-Bois.

Cerci

SOCIÉTÉ DE SÉLECTION VÉGÉTALE
recherche

JEUNE SÉLECTIONNEUR

Travaillant sur les directives du Directeur de Recherche en vue de la création variétale, d'un apport scientifique à l'équipe en place (huit personnes), pouvant dialoguer avec les organismes de génie génétique utilisant les techniques avancées.
Le poste est en région parisienne, il pourrait convenir à un débutant ingénieur ou un universitaire possédant de solides bases statistiques. Une expérience, même courte de sélection concrète, serait appréciée.
Ecrire avec curriculum vitae et présentations à Candidat Jeune Sélectionneur, LLOYD-SLOANE, B.P. 418, 75161 Paris Cedex 04.

Encadrer une équipe de conseils.

Votre expérience réussie dans le domaine de l'aide à l'entreprise et votre connaissance réelle du Cabinet Conseil, vous permet d'envisager la responsabilité et l'encadrement d'une équipe d'ingénieurs qui doivent assurer le diagnostic de PMI, leur développement ou leur redressement éventuel et la formation de cadres.
40 ans environ, solide techniquement, vous savez manier l'écoute et le dynamisme. Résident à Paris, vous saurez assurer des interventions tant en France qu'à l'étranger.
Notre organisme, basé à Paris, assure le diagnostic, la promotion de PMI et la formation. Le poste d'encadrement de son activité conseil/promotion est à pourvoir et un homme tel que vous semble lui correspondre.
Faites-vous connaître en envoyant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) sous réf. 698. Il sera étudié avec soin et discrétion.

APRODI

87-89, av. Kléber 75784 Paris Cedex 16

responsable des études

PARIS

Notre Société fabrique et vend des PRODUITS ÉLECTRONIQUES - notamment dans le domaine de l'automatisme basse tension. Nous sommes leader sur notre marché. Notre production est largement automatisée et nous possédons un laboratoire bien équipé d'instruments de Mesure et d'Essai.

Nous recherchons notre Responsable des Études.

Placé sous l'autorité directe du PDG et assisté de 2 techniciens, vous serez chargé de concevoir les Prototypes, d'optimiser les Produits existants et de rechercher des Produits Nouveaux. Vous vous tiendrez en rapport étroit avec les services techniques des constructeurs automobiles afin de recueillir les cahiers des charges, et de faire évoluer les Produits par rapport aux besoins du Marché.

VOUS ÊTES UN JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN ESME ou ESIEP (ou BTS). Vous justifiez d'une première expérience industrielle, si possible dans le domaine des hautes fréquences. Vous recherchez une fonction bien autonome utilisant votre créativité et votre capacité de concertation avec nos responsables techniques et commerciaux et avec les clients.

Ce poste évolutif devrait se développer à moyen terme, et se situe dans une entreprise dynamique à taille humaine.

Adressez votre dossier en signalant votre niveau actuel de rémunération à YVETTE EDELMAN, MGP, 16 bis, du Château 92200 Neuilly sur Seine, sous réf. 5828-M.

MGP

management gestion du personnel

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE D'IMPORTANCE NATIONALE
FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE FINANCIER
recherche pour LILLE

cadre financier

haut niveau

(HEC - ESSEC - Sup. de Co - IEP)

Il sera responsable de la gestion financière courante et prévisionnelle des Sociétés Immobilières.

Il animera et coordonnera l'activité d'une équipe pluridisciplinaire et apportera une assistance au plan financier, juridique et comptable dans le déroulement des opérations.

Ce poste conviendrait à un cadre ayant quelques années d'expérience professionnelle comportant de réelles responsabilités, si possible acquises dans le secteur immobilier et qui présente les qualités requises pour animer, coordonner et faire évoluer le travail d'une équipe.

Nous vous invitons à adresser lettre manuscrite, C.V. photo et présentations sous référence 2697 à
Lion publicité, 2, rue des Dardanelles - 75017 PARIS
qui transmettra

ORGANISME FINANCIER DE CAUTIONNEMENT

recherche pour son SERVICE D'ÉTUDES

un CHARGÉ D'ÉTUDES

ayant pour mission d'analyser les bilans, de suivre l'exécution des contrôles comptables et d'examiner l'évolution de la situation administrative et financière des personnes garanties.

Le candidat devra :

- être titulaire d'un diplôme d'études supérieures (maîtrise Sciences Éco., gestion, Sciences Po Eco-Fi, école de commerce).
- être âgé d'environ 30 ans.
- avoir eu moins cinq ans d'expérience professionnelle dans le suivi du risque.
- être disponible rapidement.

Envoyer C.V. très rapidement et rémunération actualisée à SO.C.A.F., 28, rue Louis-le-Grand, 75002 PARIS, sous la référence n° 10.000.

Important groupe Ingénierie-Industrie
spécialisé dans l'agro-industrie
recherche

UN DIRECTEUR COMMERCIAL

Ce poste sera directement rattaché à la Direction Générale.
Son rôle sera à la fois fonctionnel et opérationnel.

Fonctionnel :

- déterminera la politique commerciale du groupe avec la Direction Générale et les directeurs de filiales.
- contrôlera les activités commerciales.
- proposera les stratégies commerciales et assurera le développement des produits.
- suivra la rentabilité des affaires.
- assurera le développement d'un réseau international d'agents.

Opérationnel :

- apportera ses relations commerciales internationales.
- assurera, le cas échéant, les technico-commerciaux dans la négociation des grands contrats internationaux.

Cet homme dynamique, aura environ 40 ans, sera de formation commerciale supérieure, maîtrisera parfaitement l'anglais, parle l'espagnol et aura chaque jour la volonté de faire progresser le groupe.

Adressez un C.V. avec photo s/réf. 7887 à
PIERRE LICHAU SA - BP 220 75063 Paris
Cédex 02 qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE PARIS
souhaite renforcer
son département commerce
extérieur et recherche

1 GRADÉ(E)

CLASSE II
connaissant le montage des crédits acheteurs, ayant un bon niveau d'anglais, importants avantages sociaux, horaires variables.
Adm. C.V. à M. BOUTMOREL, 40, rue de la Division-du-Général-Leclerc, 94250 GENTILLY.

Société Electronique bancaire

ACHETEUR et

ACHETEUR PRINCIPAL

Entre 2/30 8455 à P.M.P.

38, r. de l'Arcade 75008 PARIS.

Société Electronique bancaire

Technicien Supérieur

INGÉNIEUR - ELECTRONICIEN

pr. B.E. électronique marine

connaiss. micro processeur

général. Ecr. S/N° 8455 à P.M.P.

38, r. de l'Arcade 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

INGÉNIEUR

recherche d'urgence

CERGY-POISSY

recherche d'urgence

UN INGÉNIEUR A.M.

ou équivalent pour étude

de projets dans domaines

nucléaire et aérospatial

du personnel dessinateur

5 ans d'expérience souhaités.

2 INGÉNIEURS

EN GÉNIE CHIMIQUE

connaissant circuits

centraux nucléaires

3 à 5 ans d'exp., souhaités.

Env. C.V. + photo et prêt. sous

n° 27.124 à CONTESSÉ Publ.

20 avenue de l'Opéra,

75004 Paris cedex 01, qui tr.

Ingénieur Sup. Aéro, ECP, ENSTA ou équivalent Chef de projet spatial

FIRME FRANÇAISE DE 1000 PERSONNES,

spécialisée dans la méca-

nique de précision, l'hy-

draulique et les asservissements, devant

réaliser un important contrat en coopération inter-

nationale pour le domaine spatial, recherche un

Chef de Projet. Agissant en interface entre le

client et les services de la société, il sera le pilote de

cette affaire en suivant particulièrement les aspects

planification, gestion budgétaire et administrative.

Ce poste implique une solide compétence techni-

que (5-6 ans d'expérience d'études ou méthodes),

des qualités de rigueur et un ascendant personnel

marqué.

Pour un ingénieur grande école, familiarisé si possible

avec l'aéronautique ou le spatial, ce projet

représente une opportunité de mission complexe

mais élargissante, autorisant une évolution ulté-

rieure dans la société.

La maîtrise de l'anglais est impérative.

Poste à très proche banlieue ouest de Paris.

Ecrire sous réf. ZK 357 AM.

4 rue Massenet 75016 Paris

etap

recherche

(Filiale P.T.T. Groupe France Câbles et rails)

recherche

INGENIEUR

Adjoint au Directeur technique, il sera de formation

ENST, Arts et Métiers.

Chargé de certaines négociations avec les fournisseurs,

il aura la responsabilité de l'évolution technique de nos

produits (répondeurs téléphoniques, systèmes

recherche de personnel Eurosignal, télécopiers).

Déplacement de courte durée à prévoir.

- Expérience de 2 à 3 ans indispensable.

- Salaire x 13. Nombreux avantages sociaux.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et salaire

actuel à la Direction du Personnel

EGT

66 avenue du Maine - 75682 Paris Cédex 14

recherche

INGENIEUR

Adjoint au Directeur technique, il sera de formation

ENST, Arts et Métiers.

Chargé de certaines négociations avec les fournisseurs,

il aura la responsabilité de l'évolution technique de nos

produits (répondeurs téléphoniques, systèmes

recherche de personnel Eurosignal, télécopiers).

Déplacement de courte durée à prévoir.

- Expérience de 2 à 3 ans indispensable.

- Salaire x 13. Nombreux avantages sociaux.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et salaire

actuel à la Direction du Personnel

EGT

66 avenue du Maine - 75682 Paris Cédex 14

recherche

INGENIEUR

Adjoint au Directeur technique, il sera de formation

ENST, Arts et Métiers.

Chargé de certaines négociations avec les fournisseurs,

il aura la responsabilité de l'évolution technique de nos

produits (répondeurs téléphoniques, systèmes

recherche de personnel Eurosignal, télécopiers).

Déplacement de courte durée à prévoir.

- Expérience de 2 à 3 ans indispensable.

- Salaire x 13. Nombreux avantages sociaux.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et salaire

actuel à la Direction du Personnel

EGT

66 avenue du Maine - 75682 Paris Cédex 14

recherche

INGENIEUR

Adjoint au Directeur technique, il sera de formation

ENST, Arts et Métiers.

Chargé de certaines négociations avec les fournisseurs,

il aura la responsabilité de l'évolution technique de nos

produits (répondeurs téléphoniques, systèmes

recherche de personnel Eurosignal, télécopiers).

Déplacement de courte durée à prévoir.

- Expérience de 2 à 3 ans indispensable.

- Salaire x 13. Nombreux avantages sociaux.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et salaire

actuel à la Direction du Personnel

EGT

66 avenue du Maine - 75682 Paris Cédex 14

recherche

INGENIEUR

Adjoint au Directeur technique, il sera de formation

ENST, Arts et Métiers.

Chargé de certaines négociations avec les fournisseurs,

il aura la responsabilité de l'évolution technique de nos

produits (répondeurs téléphoniques, systèmes

recherche de personnel Eurosignal, télécopiers).

Déplacement de courte durée à prévoir.

- Expérience de 2 à 3 ans indispensable.

- Salaire x 13. Nombreux avantages sociaux.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et salaire

actuel à la Direction du Personnel

EGT

66 avenue du Maine - 75682 Paris Cédex 14

recherche

INGENIEUR

Adjoint au Directeur technique, il sera de formation

ENST, Arts et Métiers.

Chargé de certaines négociations avec les fournisseurs,

il aura la responsabilité de l'évolution technique de nos

produits (répondeurs téléphoniques, systèmes

recherche de personnel Eurosignal, télécopiers).

Déplacement de courte durée à prévoir.

- Expérience de 2 à 3 ans indispensable.

- Salaire x 13. Nombreux avantages sociaux.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et salaire

actuel à la Direction du Personnel

EGT

66 avenue du Maine - 75682 Paris Cédex 14

recherche

INGENIEUR

Adjoint au Directeur technique, il sera de formation

ENST, Arts et Métiers.

Chargé de certaines négociations avec les fournisseurs,

il aura la responsabilité de l'évolution technique de nos

produits (répondeurs téléphoniques, systèmes

recherche de personnel Eurosignal, télécopiers).

Déplacement de courte durée à prévoir.

- Expérience de 2 à 3 ans indispensable.

- Salaire x 13. Nombreux avantages sociaux.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et salaire

actuel à la Direction du Personnel

EGT

66 avenue du Maine - 75682 Paris Cédex 14

recherche

INGENIEUR

Adjoint au Directeur technique, il sera de formation

ENST, Arts et Métiers.

Chargé de certaines négociations avec les fournisseurs,

il aura la responsabilité de l'évolution technique de nos

Le Monde

économie

LA PRÉSENTATION DES LOIS DE FINANCES DANS LA C.E.E.

En Grande-Bretagne

« C'est un budget pour l'industrie »

DÉCLARE LE CHANCELIER DE L'ÉCHIQUE

Londres. — Le projet de budget, dit le chancelier de l'Échiquier, Sir Geoffrey Howe, a présenté, le 9 mars, aux Communes pour l'exercice 1982-1983, est marqué à la fois par la continuité et le changement. Continuité de stratégie qui consiste à réduire l'inflation, accroître la compétitivité des entreprises, maîtriser la croissance de la masse monétaire, réduire le déficit budgétaire et limiter l'action de l'État dans la vie économique. Mais changement prudent dans les méthodes pour s'adapter à une conjoncture nouvelle où les premiers signes de la reprise se manifestent.

Le chancelier a d'abord interprété les déclarations de Sir Howe comme annonçant un budget de relance, et la livre sterling a baissé en conséquence ; mais elle s'est ensuite largement redressée, le jugement des milieux financiers étant, en définitive, que ce budget est « neutre ».

Le chancelier a commencé par quinze heures par le départ de Sir Geoffrey Howe de son ministère, la précédente valise en cuir rouge à la main, celle qui servit pour la première fois à Gladstone au XIX^e siècle, et qui contient traditionnellement le texte du discours du chancelier de l'Échiquier. Dès sa première phrase, Sir Howe a annoncé une réduction substantielle des impôts — qui s'applique, en fait, uniquement aux entreprises, les ménages échappant seulement à une aggravation de la fiscalité directe — et une diminution du déficit budgétaire. « C'est un budget pour l'industrie, a-t-il dit, donc pour l'emploi et aussi bien pour tout le monde. » Il vise à renforcer les fondements de la reprise économique qui est « maintenant en train ».

Résumant les mesures proposées, Sir Howe a estimé qu'il fallait encourager « le secteur privé productif qui, dans les trois dernières années, a fait des pas de géant dans la restauration de notre réputation en tant que nation commerciale ». Le gouvernement, a-t-il ajouté, s'est donné pour but de rétablir la confiance à l'intérieur comme à l'extérieur, où l'on doit savoir que « la Grande-Bretagne maintient le cap pour en finir une fois pour toutes avec les mauvais résultats du passé ».

Les discours a été bien accueilli par le patronat et les « mous » du parti conservateur, qui voient dans

De notre correspondant

le budget « un pas dans la bonne direction », même si c'est un pas insuffisant. Les critiques sont toujours aussi vives du côté des syndicats, qui déplorent une « occasion perdue », et du côté des travaillistes. Selon M. Michael Foot, dirigeant de l'opposition, les propos de Sir Howe dénotent « une incompréhension totale de l'ampleur de la catastrophe ».

Le chancelier de l'Échiquier a replacé ses propositions dans la perspective d'une amélioration sensible de la conjoncture. Il prévoit une croissance de 1,5 % du produit national brut (P.N.B.) cette année (ce qui correspond à une augmentation de 3 % à 4 % de la production industrielle), un taux d'inflation à un chiffre (10 %) vers la fin de l'année et 7,5 % dans douze mois, une forte hausse de la productivité (10 %) ; trois cent mille chômeurs viendront s'ajouter aux trois millions actuels.

Le déficit budgétaire sera maintenu dans les limites définies par le plan financier à moyen terme, avec 2,5 milliards de livres, soit 3,5 % du P.N.B., pour un montant global des dépenses publiques de 131 milliards de livres, en augmentation de 10 % par rapport à l'exercice précédent.

La masse monétaire devrait augmenter un peu plus vite que prévu, mais l'objectif de 9 % à 12 % est certainement plus réaliste que celui de 5 % à 9 % espéré encore au mois de décembre. C'est ce que Sir Howe appelle « une politique monétaire raisonnable », qui laisse place à une diminution continue des taux d'intérêt. Les banques devraient d'ailleurs annoncer, ce mercredi 10 mars, une nouvelle baisse d'un demi-point de leur taux de base, qui reviendrait ainsi de 12,5 % à 12 %.

La réussite de cette politique dépend largement de la situation sur les marchés financiers internationaux. Sir Howe a attiré l'attention sur les dangers que font courir à l'économie occidentale les taux d'intérêt élevés pratiqués aux États-Unis ; mais il ne croit pas aux ventes de mesures concertées entre Européens. Le gouvernement de Londres se refuse à se fixer un objectif pour le taux de change de la livre et il n'envisage pas de participer au Système moné-

taire européen (S.M.E.). Il s'en remet au libre jeu des forces du marché.

Par rapport au budget précédent, dont le caractère déflationniste était encore très marqué, le projet présenté par Sir Howe apparaît comme un budget de transition qui corrige timidement la trajectoire suivie depuis 1979, même si la philosophie de base reste inchangée. L'objectif principal de réduction de l'inflation étant en passe d'être atteint et la compétitivité de l'industrie britannique en voie de rétablissement, le gouvernement peut relâcher quelque peu le carcan qui menaçait d'étouffer totalement l'économie.

Le parti sur lequel Mme Thatcher et ses conseillers fondent leurs stratégies est issu du credo de l'entreprise privée. Les bénéfices d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain. Il revient à croire que la diminution constante du rôle de l'État dans la vie économique, la modernisation des revendications salariales et la réduction des pouvoirs syndicaux permettront aux patrons britanniques de retrouver un dynamisme qui n'a pas été leur principale caractéristique au cours des dernières décennies.

A court terme, le gouvernement peut se targuer d'avoir, d'ores et déjà, remporté un succès politique. Tous ses partisans trouvent dans le budget une mesure propre à la satisfaire et les députés conservateurs ne s'y sont pas trompés. Même les élus hostiles à la ligne Thatcher se félicitent des décisions annoncées par le chancelier de l'Échiquier.

Le premier ministre a donc conjuré le risque d'une révolte des députés conservateurs modérés et d'une démission vers le nouveau parti social-démocrate (S.D.P.), qui paraissent probables. Il y a quelques mois encore, il a redonné du moral à ses troupes, qui affrontent, à la fin du mois de mars, une élection partielle difficile à Glasgow, à l'occasion de laquelle M. Roy Jenkins, un des dirigeants du S.D.P., cherche justement à faire sa rentrée au Parlement. Mme Thatcher organise enfin, en douze jours, le terrain pour une politique économique plus hardie, quand approcheront les élections générales de 1984.

DANIEL VERNÉ.

En Grèce

Les dépenses augmentent de 35 %

De notre correspondant

Athènes. — Le gouvernement socialiste, présidé par M. André Papandréou, a présenté au Parlement le budget pour 1982, qui passe de 683 milliards de drachmes (1) en 1981 à 923 milliards, et comporte un déficit de 287 milliards de drachmes (contre 251 l'année précédente).

Les augmentations des dépenses budgétaires — au total + 35 % — sont particulièrement sensibles dans les secteurs agricole et social, pour les forces armées, l'éducation, la culture et le cadre de vie. Les dépenses productives, elles, enregistrent une progression de 40 %, représentant 72 milliards de drachmes, soit 8 % du budget total. A défaut d'investissements, toujours aussi stagnants, les investissements publics seront de l'ordre de 122 milliards de drachmes, convertis à hauteur de 111 milliards par des emprunts intérieurs et à l'étranger.

Les recettes augmenteront d'environ 59 % par suite d'une réforme du barème des impôts directs et des indirects. Les premiers passent de 125 milliards de drachmes en 1981 à 183 milliards (+ 48 %), alors que les impôts indirects passent de 255 milliards en 1981 à 394 milliards de drachmes (+ 55 %). Le gouvernement a toutefois procédé à divers allègements fiscaux dont les familles nombreuses bénéficieront en premier lieu, tout en intensifiant la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale qui représentent environ le tiers des recettes budgétaires globales.

De nouvelles taxes frappent divers produits importés de luxe.

et les Grecs vont connaître une nouvelle augmentation du prix des boissons, cigarettes, lait, produits pharmaceutiques, etc. Ils paieront également plus cher les services publics : eau, électricité, téléphone, transports, tarifs postaux et verseront un impôt sur les gains aux loteries et les paris sur les matches de football. Ces perspectives ne manquent pas d'accroître la morosité entretenue par le marasme économique et les préoccupations quotidiennes.

L'opposition de droite qualifie de mammoth le budget et prétend que la « manœuvre » fiscal va provoquer une poussée inflationniste à 7 % — de l'inflation. Pour sa part, l'extrême gauche estime que ce budget ne répond pas aux aspirations des travailleurs et que le gouvernement socialiste est loin de tenir ses promesses électorales. L'extrême gauche aurait souhaité une réforme plus profonde du système fiscal et un budget moins conformiste. Cependant, le 8 mars à la télévision, M. Papandréou avait souligné que son gouvernement réalisait d'une situation économique relevée de la faillite et des problèmes sociaux accumulés par la droite au cours des sept années de pouvoir, ne saurait remonter la pente qu'en faisant preuve de prudence et de réalisme.

Le premier ministre estime que le budget — de transition — facilitera la réalisation du plan quinquennal de développement et permettra de juguler l'inflation tout en amorçant la relance économique. Cependant, les perspectives demeurent plutôt grises, avec une inflation qui devrait s'élever à 24 % et un taux de chômage atteignant officiellement 8 % de la population active, taux plus important si l'on tient compte des jeunes à la recherche d'un premier emploi, du secteur agricole avec sa main-d'œuvre saisonnière et des emplois temporaires de plus en plus fréquents.

(1) 1 drachme = 0,1 franc.
MARC MARCEAU.

En France

Les dangers d'un déficit excessif

(Suite de la première page.)

La leçon à en tirer est claire : la période de relance de la dépense publique qui a suivi les élections de mai-juin 1981 est terminée et bien terminée. Une page est tournée. Réapparissent les exigences de la rigueur et de l'austérité.

L'exercice quotidien du pouvoir impose de dures contraintes. Les dépenses budgétaires sur 1982 montrent que les marges de manœuvre sont infimes en matière budgétaire : c'est une réalité qui n'est pas nouvelle puisque chaque année, lors de la préparation du budget suivant, doivent être prises en compte les mesures votées les années précédentes. On estime que sur une masse de dépenses publiques qui atteint maintenant 800 milliards de francs, les mesures nouvelles ne représentent que 2 à 3 % seulement de l'ensemble, soit quelque 20 à 25 milliards de francs. L'explication de cette formidable inertie — qu'une équipe arrivant au pouvoir a du mal à admettre — tient en quelques chiffres : les intérêts de la dette publique qui dépassent déjà 50 milliards de francs en 1982, progresseront de plus de 50 % en 1983 ; le poids croissant des « interventions » de l'État (pour l'équipement, mais aussi pour les entreprises) ; les charges quasi incompressibles de fonctionnement (salaires des fonctionnaires, etc.). On notera qu'à cette date, deux cent mille emplois nouveaux dans motion et recrutement) qui à elles seules représentent la moitié en-

viron des dépenses budgétaires. La fonction publique est budgétairement gagée depuis juillet dernier.

Il est encore trop tôt pour savoir comment le gouvernement réagira à cet « état de choses ». Mais on entrevoit l'ampleur de la bataille qui va se dérouler autour de la « budgétisation » d'un certain nombre de dépenses sociales. Fabius refusant d'inscrire au compte de l'État des charges — qui sont des déficits — que Mme Quinquaud tente de lui transférer. Le problème n'est pas seulement celui de savoir qui paiera. Il est beaucoup plus — dans l'esprit de MM. Delors et Fabius en tous les cas — de faire prendre conscience de la nécessité de freiner les dépenses. A terme, la question posée est de savoir s'il est possible de poursuivre les réformes sans dépenses nouvelles.

Cette interrogation a été lancée, mais concerne bien sûr la réforme fiscale. Mais, à terme, elle remet sans doute en cause le rythme d'application de certaines réformes déjà engagées, soit la fin de la réduction de la durée du travail, notamment.

Les réflexions s'actuellement menées par les pouvoirs publics sont fortement influencées par une confiance faite récemment par M. Schmidt à M. Jacques Delors. Le chancelier allemand a confié au ministre français qu'il ne voyait pas du tout la fin de la crise économique mondiale et qu'il avait plutôt l'impression d'en être à ses débuts.

ALAIN VERNHOLES.

Les mesures annoncées

Les mesures annoncées représentent une dépense supplémentaire de 1,5 milliard de livres, soit une injection de 3 milliards dans l'économie en année pleine. Toutefois, une partie est compensée par un allourdissement de la fiscalité indirecte. La décision la plus attendue par le patronat est la diminution de 1 point du supplément des cotisations sociales institué par le dernier gouvernement travailliste en 1977. Qualifiée de véritable « impôt sur l'emploi », cette surtaxe sera ramenée de 3,5 % à 2,5 % de la masse salariale des entreprises. Cette diminution représente un « cadeau » de 1,1 milliard de livres en année pleine, qui, a précisé Sir Howe, ne doit pas être utilisé pour des augmentations de salaires.

Les prix de l'énergie pour les grosses entreprises seront, soit abaissés, soit gelés. Pour les peti-

tes entreprises, une série de mesures de soutien est prévue : dégrèvements fiscaux, aides à la création de nouvelles firmes, subventions aux technologies de pointe. Dans le même ordre d'idées, un programme de soutien à l'industrie du bâtiment a été arrêté et les détenteurs d'actions obtiennent quelques facilités fiscales. Le gouvernement se refuse toujours à lutter directement contre le chômage, car, dans ce domaine, tous les remèdes lui paraissent illusaires. Il attend, au contraire, une diminution à moyen terme du nombre des sans-emplois d'une politique patiente de redressement industriel. Pour parer au plus pressé, il a toutefois décidé de mettre 150 millions de livres supplémentaires à la disposition des collectivités locales qui pourront ainsi employer quelque cent mille chômeurs de longue durée à des travaux d'utilité publique. Il s'agit

d'un palliatif, a indiqué le chancelier de l'Échiquier, et d'un substitut à la création d'emplois durables.

Les mesures prises en faveur de plusieurs catégories sociales sont bien sûr, mais leur impact sera sans doute limité. Les retraites augmenteront de 11 % en novembre, soit deux points de plus que le taux d'inflation espéré, mais l'année dernière, l'augmentation avait été de deux points inférieure à la hausse des prix. Les indemnités de chômage sont réduites de 11 %, de même que les allocations familiales. Le taux de base de l'impôt sur le revenu n'est pas modifié, mais les abattements forfaitaires sont relevés de 14 %, soit d'un taux légèrement supérieur à l'inflation de l'année dernière (12 %). Mais la mesure la plus intéressante est que le taux de base de l'impôt sur le revenu passe de 70 à 60 livres. Le taux unique de la T.V.A. reste inchangé à 15 %. Pour une famille moyenne au revenu mensuel de 500 livres, le solde des allègements de la fiscalité directe et de l'augmentation des impôts indirects est positif, à condition que les parents ne boivent pas, ne fument pas et ne sortent pas en voiture. — D. V.



la finlande: des vacances plus vraies que nature...

« Le Cap Nord et la Laponie »
Circuit de 8 jours à partir de 5.550 F
« La Laponie et les Lacs »
Circuit de 8 jours à partir de 6.390 F

Renseignements : Votre Agence de Voyages ou **FINNAIR** 11, rue Aubert 75003 Paris

MON. ADRESSE:

| CROISSANCE DE LA MASSE MONÉTAIRE : | | | |
|------------------------------------|-------------|-------------|--|
| Années | Objectif | Réalisation | |
| 1980-81 | de 7 à 11 % | 39 % | |
| 1981-82 | de 8 à 10 % | 24 % | |
| 1982-83 | de 8 à 12 % | | |

| DEFICIT BUDGÉTAIRE : | | | |
|----------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|----------------|
| Années | Objectif (en milliards de livres) | Réalisation (en milliards de livres) | En % du P.N.B. |
| 1980-81 | 8,5 | 12,5 | 6 % |
| 1981-82 | 10,5 | 10,5 | 4 % |
| 1982-83 | 9,5 | | 3,5 % |

51^e salon arts ménagers 82

du mercredi 10 au lundi 15 mars

C.N.I.T. - Paris-La Défense

NOCTURNE JUSQU'À 23 HEURES
MERCREDI 10 ET VENDREDI 12

PRIX

du 10 au 15 mars

AFFAIRES

M. Jean-Pierre Bouyssonnie conserverait la présidence de Thomson C.S.F.

M. Jean-Pierre Bouyssonnie, ancien P.D.G. de Thomson-Brandt, resterait à la tête de Thomson C.S.F. On sait que le groupe Thomson est constitué de deux grandes entités : Thomson-Brandt, qui contrôle les activités grand public du groupe, et Thomson C.S.F., qui regroupe les activités militaires, l'électronique professionnelle, le médical, la téléphonie, l'informatique et les composants. Thomson-Brandt détient 42 % du capital de C.S.F., divers établissements financiers publics possédant environ 9 % M. Bouyssonnie cumulant les présidences des deux entités du groupe.

La loi de nationalisation ne concerne que Thomson-Brandt, qui est ainsi passé dans le giron de l'Etat. Thomson C.S.F. demeure une société cotée en Bourse. M. Alain Gomez a été nommé à la tête de Thomson-Brandt par le gouvernement, remplaçant à ce poste M. Bouyssonnie. Mais ce dernier demeure légalement le P.D.G. de Thomson C.S.F.

Un accord pourrait être signé prochainement entre Matra et le gouvernement

Les négociations entre le gouvernement et les dirigeants du groupe Matra sur les nouvelles conditions financières de la prise de participation de 51 % de l'Etat dans la société pourraient aboutir d'ici quelques jours. Les deux parties semblent proches d'un accord sur le prix auquel l'Etat achètera les actions Matra, des points de détail restent encore à régler.

Dans la première version de l'accord, la valeur de l'action (attribuée des actifs de Matra dans les médias) était estimée à 1215 francs. Mais si l'on devait appliquer les critères d'indemnisation prévus par la seconde version du projet de loi de nationalisation, le prix s'établirait à 2800 francs. Un montant que les pouvoirs publics se refusent à payer.

Le G-CAM et C.I.I.-Honeywell-Bull s'associent dans le domaine de la « télématique communale »

Le G-CAM, filiale informatique de la Caisse des dépôts et consignations, et C.I.I.-Honeywell-Bull ont annoncé, mardi 9 mars, la conclusion d'un accord de collaboration pour le développement et la diffusion d'un système de « télématique communale » baptisé « Sophie ».

Ce système, mis au point à la suite des travaux qu'a menés le G-CAM comme maître d'œuvre de l'expérience « Claire » de Grenoble (le Monde du 19 février), est destiné à équiper les collectivités locales qui souhaitent pouvoir fournir à leurs administrés, sous la forme d'écrans vidéo, placés dans des lieux publics, des informations, par exemple pour les assister dans leurs démarches administratives ou pour leur faire connaître les ressources locales. « Sophie », qui pourra aussi

LA RÉFORME DES ÉLECTIONS CONSULAIRES

Les chambres de commerce et d'industrie durcissent leur opposition

Les chambres de commerce et d'industrie (C.C.I.) se déclarent prêtes à affronter le gouvernement après le rejet, mardi 9 mars, par leur comité directeur, du projet ministériel de réforme de leur régime électoral (le Monde du 18 février).

D'après le ministère du commerce, le projet vise avant tout à améliorer la représentativité au sein des chambres de commerce et d'industrie en recherchant la simplification. Les comités directeurs des C.C.I. estiment au contraire qu'aucune modification du système actuel ne permettrait plus aux cent cinquante et une cham-

bres de commerce et d'industrie de représenter la totalité des entreprises, quels que soient leur taille ou leur secteur d'activité.

Qui plus est, les représentants des C.C.I. craignent que le projet ministériel n'entraîne dans un processus global qui viserait à retirer aux chambres leur rôle de gestionnaires, notamment pour les équipements (ports, aéroports, etc.) pour confier cette fonction aux collectivités locales, dans le cadre de la décentralisation. Cette hypothèse, cependant, est jugée sans fondement par le ministère du commerce.

De son côté, M. Robert Delor, président de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, a indiqué que, si le gouvernement persistait dans ses projets, « les réactions des C.C.I. seraient très vives ».

Halte au Vol

1 serrure à 8 points à pompe LAPERCHE
(Fabrication Française) depuis 1788
Matériel GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier 15/10
+
4 goupilles d'acier anti-dégondage
+
renforcement du bâti bois par 1 cornière en acier
+
1 cornière anti-pince à l'extérieur sur le pourtour de la porte

Offre exceptionnelle (limitée) au lieu de 3.350 F
3.150 F TTC
Pose et dépt. compris
PARIS-BANLIEUE

Société PARIS PROTECTION
(Rég. Siret)
55, av. de la Motte Picquet
75015 PARIS
566.65.20
CREDIT GRATUIT 6 MOIS

BENDIX
ACQUIERT PLUS DE 5 % DU CAPITAL DE R.C.A.

R.C.A., l'un des géants de l'électronique américaine, qui vient de connaître de sérieux succès depuis plusieurs mois, semble être convoité par Bendix, un des principaux fournisseurs des industries automobile et aéronautique.

Comme la loi l'y oblige, le président de Bendix, M. Agee, a annoncé mardi 9 mars que sa société avait acquis au moins 5 % du capital de R.C.A. par des achats en bourse pour un montant de 75 millions de dollars. Il a indiqué que Bendix n'avait pas l'intention d'acquiescer plus de 9,9 % du capital de R.C.A. qu'il s'agissait simplement d'un investissement financier et qu'il n'était pas question de fusion ou de réorganisation entre les deux sociétés.

Les dirigeants de R.C.A. ont cependant très vivement réagi à cette annonce. Ils ont affirmé que le centre de Bendix dans le capital de R.C.A. n'était pas « le bienvenu » et qu'ils prenaient les mesures nécessaires pour se défendre.

L'affaire prend même un tour très personnel inhabituel aux Etats-Unis, puisque R.C.A. ajoute que « M. Agee n'a pas jusqu'à présent montré ses capacités à gérer ses propres affaires, sans même parler de celles des autres ». L'opération est dénoncée comme une affaire personnelle de M. Agee destinée à servir « ses ambitions » et non « les intérêts des actionnaires de R.C.A. et de Bendix ».

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES
LANCÉ PAR L'OFFICE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
DE LA RÉPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA

L'Office des Postes et Télécommunications de la République de Haute-Volta lance un appel d'offres international pour l'extension des réseaux téléphoniques locaux de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso et la mise en place d'une liaison de transmission par faisceaux hertziens. L'appel d'offres est ouvert à toutes les entreprises nationales et étrangères, ressortissantes des pays-membres de la Banque Internationale pour la reconstruction et le développement et de Suisse.

Le projet complet administré par l'Office des Postes et Télécommunications comprend les parties et lots suivants :

I. - ÉQUIPEMENT

La fourniture des câbles téléphoniques d'abonnés, manœuvres, canalisations (tubes en matière synthétique), matières diverses, outillage et appareil de mesure, divisé en 3 lots :

Lot n° 1 : Équipement pour le réseau de Ouagadougou.
Lot n° 2 : Équipement pour le réseau de Bobo-Dioulasso.
Lot n° 3 : Canalisations en matière synthétique pour les lots 1 et 2.

II. - GÉNIE CIVIL

Les travaux de fouilles, la construction et pose de canalisations diverses en trois lots :

Lot n° 1 : Travaux de génie civil pour le réseau de Ouagadougou.
Lot n° 2 : Travaux de génie civil pour le réseau de Bobo-Dioulasso.
Lot n° 3 : Chambres préfabriquées pour les lots 1 et 2.

III. - LIAISON DE TRANSMISSION

La fourniture et la réalisation de 380 km de faisceaux hertziens micro-ondes de moyenne capacité, destinés à la téléphonie et télex :

Lot n° 1 : Faisceaux hertziens Dedougou-Bobo-Dioulasso.
Lot n° 2 : Faisceaux hertziens Bobo-Dioulasso-Réaillé-Gowwa.
Lot n° 3 : Liaison par câbles Bobo-Dioulasso-Réaillé-Terminal.

Les soumissions pourront porter sur l'ensemble des lots ou sur les lots isolés pour chacune des parties de l'appel d'offres. Les dossiers d'appel d'offres pourront être obtenus les jours ouvrables aux adresses suivantes, contre paiement du coût des documents :

1. Direction Générale de l'Office des Postes et Télécommunications de la République de Haute-Volta à Ouagadougou. Télex 5200 UV.
2. Elektrowatt Ingenieure-Konsult S.A., Bellerivestrasse 36, 8022-Zürich, Suisse. Télex 53709 EWNG-CH.

Les coûts de ces dossiers seront les suivants :

| | |
|------------------------------|--------------|
| I. ÉQUIPEMENT | FCFA 150.000 |
| II. GÉNIE CIVIL | FCFA 150.000 |
| III. LIAISON DE TRANSMISSION | FCFA 125.000 |

Des dossiers sont à disposition pour consultation en plus des deux adresses indiquées, auprès des ambassades de Haute-Volta à Washington et à Paris.

Les soumissions rédigées en langue française devant être adressées en six exemplaires à Monsieur le Directeur Général de l'Office des Postes et Télécommunications de Haute-Volta à Ouagadougou, sous pli recommandé ou remis contre décharge. Elles devront parvenir à la Direction Générale avant le 30 juin 1982 à 17 h 30 (heure de Ouagadougou) au plus tard.

Toute information complémentaire peut être obtenue auprès de l'Office des Postes et Télécommunications, à Ouagadougou.

ELEKTROWATT
INGENIEURUNTERNEHMUNG AG
Bellerivestrasse 36, 8008 Zürich
Téléfon 01/251 62 61

PRIX EXCEPTIONNELS
dans tous les rayons

AUX TROIS QUARTIERS

17, Bd de la Madeleine, Paris.
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

du 3 au 15 mars

SOCIAL

AUX USINES TALBOT DE POISSY

Elections professionnelles sous surveillance

C'est sous le signe du changement que les dix-sept mille deux cents salariés des usines Talbot de Poissy vont élire, le jeudi 11 mars, les délégués du personnel, qu'ils auraient normalement dû désigner en mai 1981. Certes, depuis les élections professionnelles des 6 et 8 mai 1980 (1), Talbot est passé effectivement sous le contrôle de Peugeot. Mais le vrai changement n'est pas là. Pour la première fois, les élections devraient être ici véritablement libres grâce à un protocole d'accord signé par toutes les parties et... à un contrôle administratif et judiciaire renforcé.

Déjà, en mai 1980, on avait innové chez Talbot, sous la contrainte, il est vrai. Le tribunal d'instance de Poissy avait nommé un mandataire, M. Dolestan, conseiller honoraire à la Cour de Cassation, qui avait mis sur pied une commission de contrôle. Cinquante-neuf magistrats et juristes avaient surveillé les opérations de vote et de dépouillement. Mais, dans son rapport rendu à l'issue de ces élections, M. Dolestan avait constaté la persistance d'irrégularités, survenues sans doute de ce qu'un précédent rapport au tribunal d'instance de Poissy, celui de M. Paul Tettgen, conseiller d'Etat, avait appelé « un climat social-matériel ».

Quelques jours avant le second tour de l'élection présidentielle, le tribunal d'instance de Poissy, saisi par la C.G.T. à propos des élections de 1981, nomme de nouveau un mandataire de justice, M. Malaval, lui aussi conseiller honoraire à la Cour de Cassation. Celui-ci décide de jouer au marié, sur la carte de la négociation. Est-ce l'effet du nouveau contexte politique et d'un certain recentrage social opéré alors par Peugeot ? Pourrait-on dire que M. Malaval réussit à engager une véritable négociation entre toutes les parties, de la C.G.T. à la C.S.I., en passant par la direction, qui aboutit à un protocole d'accord en octobre.

Concessions mutuelles

Pour l'essentiel, le protocole ratifié par tous les acteurs de la vie sociale des usines Talbot, lors des élections de mai 1981, a été prévu que chaque bureau de vote sera composé de cinq membres, un par organisation syndicale (C.S.I., C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.A.T.), tout le monde pourra contrôler tout le monde. Des efforts ont été faits tant par la C.S.I. que par la C.G.T. », souligne un inspecteur du travail, la C.S.I. était opposée, lors de précédentes scrutins, de faire pression sur l'électeur pour qu'il ne prenne qu'un bulletin, elle accepte aujourd'hui d'imposer aux salariés l'obligation de prendre un bulletin de chaque

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Sur 21.341 suffrages exprimés, la C.S.I. avait obtenu 28,91 % des voix (58 sièges), la C.G.T. 17,03 % (4 sièges), la C.F.D.T. 28,28 % (15 sièges), la F.O. 1,94 % (1 siège) et F.O. 8,15 % (3 sièges).

L'exploitation du suicide de René Lucet dépasse les limites de l'admissible

déclare M. Edmond Maire

Un millier de personnes a assisté le 9 mars en l'église Saint-Louis de Fontainebleau (Seine-et-Marne) aux obsèques de René Lucet, le directeur de la Cadise primaire d'assurance-maladie des Bouches-du-Rhône, mort le 4 mars. Parmi les personnalités présentes dans l'assistance on remarquait MM. Edienne Dailly (radical), vice-président du Sénat, Paul Séramy (U.D.F.), sénateur, maire de Fontainebleau, Marc Jacques (U.D.R.), sénateur, maire de Melun, et Jacques Larché (U.D.F.), sénateur, Didier Julia (R.P.R.), député de Fontainebleau. Ils ont aussi venus des personnalités nationales politiques ou syndicales, notamment MM. Pons, secrétaire général du R.P.R., et Bergeron, secrétaire général de F.O. Les délégations syndicales, notamment F.O. étaient nombreuses et beaucoup d'anciens collègues de René Lucet étaient venus, soit de Marseille soit de Melun.

Un arrêté de la préfecture de Fontainebleau, dans l'intimité familiale mais de très nombreux amis sont venus venus s'inscrire au livre de condoléances. En ville, la plupart des magasins arboraient dans leurs vitrines une photographie de René Lucet, harcelé de crêpe.

A l'issue de la cérémonie, M. Bergeron a dit aux journalistes : « Je tiens de voir Mme Lucet. Elle est d'un courage extraordinaire. Nous ne laisserons pas ternir la mémoire de René Lucet ».

Pour sa part, M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a estimé le 9 mars au « Club de la presse » de Nancy que « l'exploitation du suicide de René Lucet dépasse les limites de l'admissible ». Il a trouvé inacceptable « qu'un journal puisse feindre le désintérêt sur un homme, sa famille et la nouvelle majorité ».

La Fédération française des travailleurs du livre C.G.T., dont le comité national s'est réuni les 24 et 25 février, organise une quinzaine d'action nationale, avec un temps fort d'arrêt de travail le jeudi 11 mars. Cet arrêt de travail, de 4 heures minimum pour l'imprimerie de la presse, sera à adapter dans la presse. Une plate-forme de revendications a été élaborée, réclamant en particulier « la réduction effective de la durée hebdomadaire du travail à trente heures pour tout le secteur de la presse et trente-deux heures toutes branches pour la presse et ce sans perte de salaire », ainsi que « le développement de l'emploi ».

Le nombre de chômeurs aux Pays-Bas a augmenté de 4 500 en février pour atteindre 492 800 (dont 143 540 femmes), soit 11,3 % de la population active. En janvier, ce nombre avait augmenté de 14 700. — (A.F.P.)

Le pouvoir d'achat du salaire mensuel des ouvriers a augmenté de 1,05 % en 1981

Selon les « premiers résultats de l'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1^{er} janvier 1982 », que le ministère du travail vient de publier, l'indice des taux de salaire mensuel des ouvriers âgés de plus de dix-huit ans a augmenté de 4,1 % entre le 1^{er} octobre 1980 et le 1^{er} janvier 1982, contre 4 % au troisième trimestre 1981.

Sur un an, entre janvier 1981 et janvier 1982, l'indice a augmenté de 16,3 %, mais compte tenu de la réduction de la durée hebdomadaire du travail (40,5 heures au 1^{er} janvier 1982 contre 40,8 heures au 1^{er} octobre 1981), la hausse du salaire mensuel des ouvriers peut être évaluée, indique le ministère, à 15,1 %. Compte tenu de la hausse des prix (+ 13,9 %), ce salaire mensuel a vu son pouvoir d'achat s'accroître de 1,05 % en 1981.

Quant à l'évolution des effectifs salariés des établissements de production et de services, les industriels et commerciaux de dix personnes et plus, elle est encore en baisse : - 1 % du 30 septembre au 31 décembre 1981, contre + 1,4 % au quatrième trimestre 1980. Cette diminution atteint tous les secteurs d'activité économique, sauf V.E.D.F.-C.D.F., la S.N.C.F., la S.A.T.S., les charbonnages et les industries du cuir.

Un accord sur le temps de travail vient d'être signé avec l'ensemble des syndicats, à l'exception de F.O., à la société Bonnet (réfrigérateurs et cuisine industrielle) pour les quatre usines de Villefranche-sur-Saône (Rhône) et de Béthune (Pas-de-Calais). Il ramène la durée du travail de 39 heures à 38 heures au 1^{er} octobre prochain et à 37 heures pour les travailleurs portés. En revanche, quatre cents employés des blanchisseries Simon à Boulogne-Billancourt (Seine-de-Seine) occupent leur usine depuis le 3 mars pour obtenir une réduction du temps de travail et la cinquième semaine, avec insertion des avantages acquis.

(Publicité)

«THE UNITED STATES TODAY»

- séminaire nouveau destiné aux cadres des entreprises utilisant déjà l'anglais,
- objectif : améliorer les capacités d'expression en anglais
- la connaissance de la société et de l'économie américaine
- durée : 80 heures, d'avril à juin; début : 27 avril 1982,
- animé par professeurs et spécialistes américains,
- organisé par le service de formation continue de l'INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS 27, rue Saint-Guillaume 75341 PARIS CEDEX 07

Tél : 260.39.60 - Poste 950

Wang présente WangNet, le progrès le plus important dans l'informatique de gestion depuis l'invention de l'ordinateur.

Les hommes d'affaires sont atteints d'une soif inaltérable d'information. Ce qui explique l'existence chez Wang d'un assortiment extraordinaire d'équipements de bureau. Et WangNet vous permet de relier tous ces équipements entre eux, de les partager avec qui vous voulez.

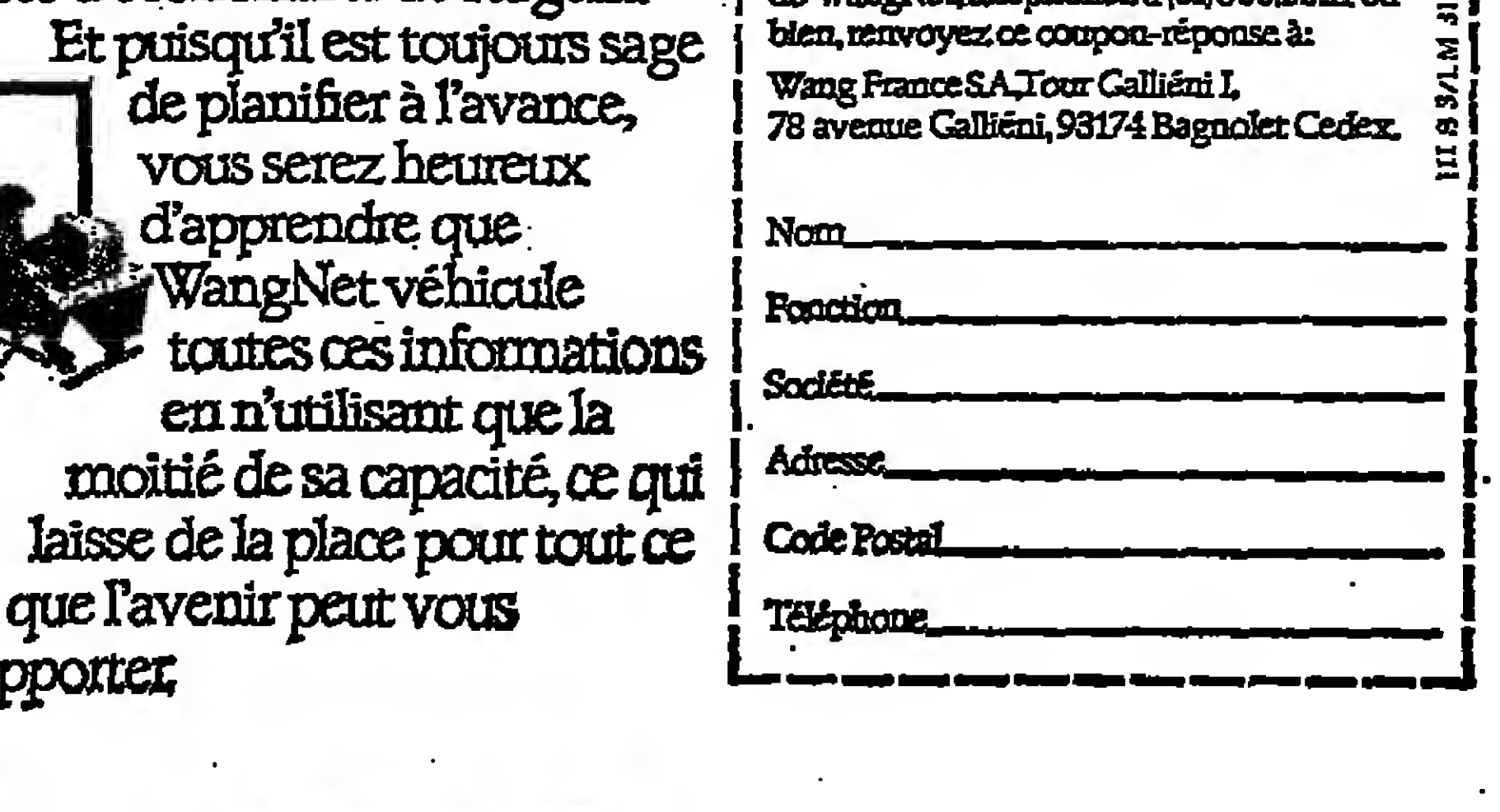
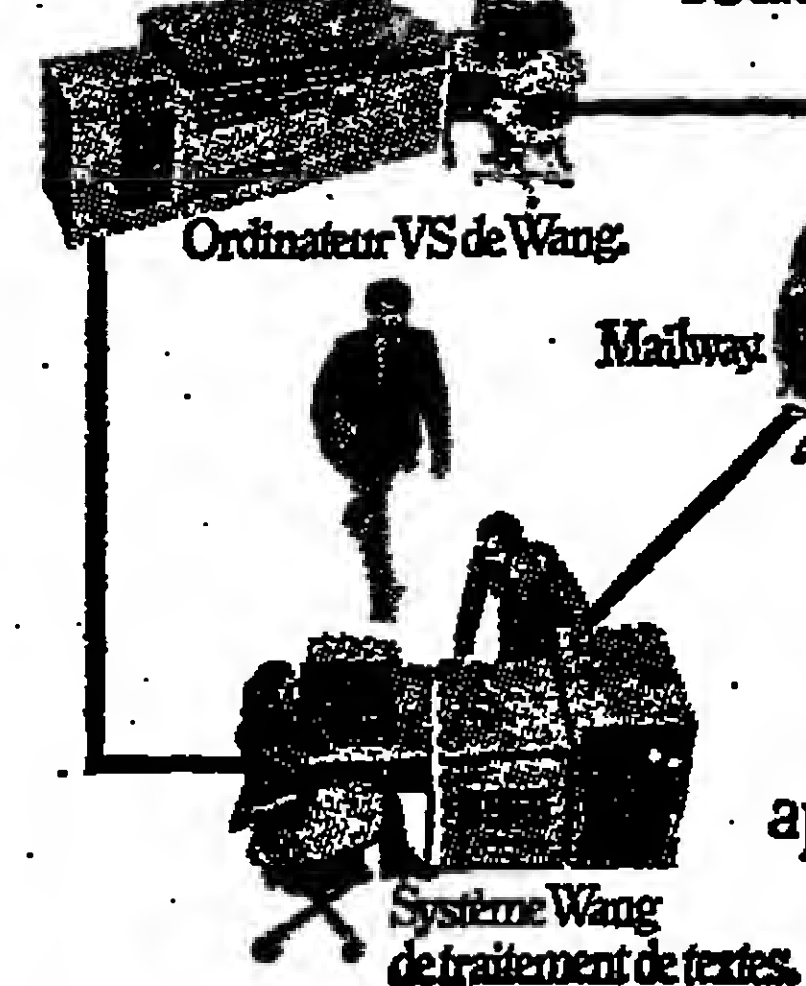
Un pipeline à information.

WangNet fonctionne un peu comme votre installation électrique. Vous placez vos prises où elles sont utiles, et vous n'avez plus qu'à brancher votre équipement.

Le câble WangNet peut connecter des ordinateurs Wang avec un système de traitement de textes et de courrier électronique, de même qu'avec d'autres matériels de traitement de l'information. WangNet couvre même le domaine de la communication par micro-ondes et par satellites, la vidéo-conférence, le tracé des graphiques, la sécurité et le contrôle de l'énergie.

Que signifie tout cela ? Simplement que chacun dans votre entreprise, peut obtenir instantanément toute l'information dont il a besoin provenant d'un autre service, d'un autre étage et même d'un autre pays. Les décisions deviennent meilleures et plus rapides, les difficultés sont aplanies, et tout cela permet à votre société d'économiser de l'argent.

Et puisqu'il est toujours sage de planifier à l'avance, vous serez heureux d'apprendre que WangNet véhicule toutes ces informations en n'utilisant que la moitié de sa capacité, ce qui laisse de la place pour tout ce que l'avenir peut vous apporter.



WANG

Rendre le monde plus efficace.

L'ACCORD SALARIAL 1982

Le premier ministre souhaite que la fonction publique soit « un secteur exemplaire de la lutte contre l'inflation »

Les sept fédérations de fonctionnaires devaient donner leur réponse, mercredi après-midi 10 mars, aux propositions gouvernementales en matière de salaires. On s'attend que la FEN, F.O., la C.G.C. et les autonomes signent le « relevé de conclusions » des négociations salariales 1982, qui se sont achevées le 3 mars et qui ont abouti à un compromis entre la formule du rattrapage trimestriel et le non-cas d'ajustement. Dehors, prévoyant, à partir du 1^{er} septembre, une préfixation de la hausse des traitements (le Monde du 4 mars).

La C.F.T.C. était réservée sur sa signature, tandis que la C.F.D.T. insistait entendre qu'elle n'approuverait pas son paragrahe, malgré l'effort gouvernemental fait en faveur des bas salaires. Quant à la C.G.T., elle a déjà fait savoir qu'elle ne pouvait approuver les dispositions prévues, et ses fédérations du secteur public assurent, dans un communiqué : « Les mesures salariales ne correspondent pas aux légitimes préoccupations des personnels et aux besoins de la relation économique du pays ». En revanche, la C.G.T., notamment, pourrait signer le deuxième « relevé de conclusions », qui porte sur les différentes formes sociales dans la fonction publique.

Devant le conseil supérieur de la fonction publique, qui était

réuni les 9 et 10 mars, M. Pierre Mauroy a souhaité que les organisations syndicales approuvent l'accord salarial 1982, qui, selon lui, ferait de la fonction publique « un secteur exemplaire de la lutte contre l'inflation ».

Le premier ministre a, d'autre part, confirmé que les obligations des 2 800 000 fonctionnaires de l'Etat seront étendues aux 1 428 000 agents des collectivités locales, et que, dans le cadre de la décentralisation, « demain, il y aura peut-être des services de la République, et non pas des agents de l'Etat d'un côté, et des personnels des collectivités territoriales de l'autre ».

Le conflit des douanes semble évoluer vers un apaisement. A Orly notamment, les douaniers en grève depuis vendredi ont décidé le report de la manifestation à mercredi 10 mars à 14 heures. Trois d'entre eux qui faisaient la grève de la faim ont cessé leur mouvement. Un accord sur le réajustement des heures de service avec maintien des avantages acquis, avait été conclu le veille au soir entre la direction de l'aéroport et les organisations syndicales. Mercredi après-midi, une motion rappelant « les difficultés du travail des douaniers » avait été envoyée à M. Fierman, ministre des transports, qui visitait l'aéroport.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVIS

| | COURS DE MARCHÉ | en francs | en francs | en francs | en francs |
|------------|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| S.E.U. | 6,8540 | 6,8525 | - 50 | - 10 | - 185 |
| S. can. | 2,5540 | 2,5511 | + 121 | + 130 | + 212 |
| Yen (100) | 2,5540 | 2,5511 | + 121 | + 130 | + 212 |
| D.M. | 2,5540 | 2,5511 | + 121 | + 130 | + 212 |
| F.M. | 2,5540 | 2,5511 | + 121 | + 130 | + 212 |
| F.L. (100) | 2,5540 | 2,5511 | + 121 | + 130 | + 212 |
| F.S. (100) | 2,5540 | 2,5511 | + 121 | + 130 | + 212 |
| F. (1 000) | 2,5540 | 2,5511 | + 121 | + 130 | + 212 |
| S. | 2,5540 | 2,5511 | + 121 | + 130 | + 212 |

TAUX DES EURO-MONNAIES

| | 9/7/81 | 10/7/81 | 9/7/81 | 9/7/81 | 9/7/81 | 9/7/81 | 9/7/81 | 9/7/81 |
|------------|--------|---------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| D.M. | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 |
| S.E.U. | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 |
| Florin | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 |
| F.S. (100) | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 |
| F.L. (100) | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 |
| F. (1 000) | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 |
| S. | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 |

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Pratiqué sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant 9 MARS

En dépit de l'absence sur les créneaux de l'après-midi, les importations de l'U.R.S.S. ont atteint un nouveau record. La campagne de l'année...

Paris 9 mars
Sévère repli
For toujours en baisse
La relative résistance observée la veille - en dépit d'un indicateur finalement en léger repli - a fait place mardi à une lourde chute de la cote. Le fait que Wall Street soit tombé lundi soir à son plus bas niveau depuis plus de deux ans, a incontestablement pesé sur les cours.

NEW-YORK
Redressement technique
Après son faux pas du début de semaine, qui a lourdement pesé sur l'ensemble des places internationales, le marché new-yorkais a opéré un net redressement, mardi. Les acheteurs ont fait un bon compte en raison des cours actuels (Wall Street était tombé lundi à son plus bas niveau depuis plus de deux ans) l'ont emporté, surtout en fin de séance, sur les ventes motivées par l'incertitude que continuait à manifester nombre d'opérateurs à l'égard de la situation économique américaine.

| VALEURS | Cours | Précédent | Différence |
|---------|-------|-----------|------------|
| 3 % | 24 | 1315 | |
| 5 % | 34 45 | 0 607 | |
| 5 % | 71 | 1 818 | |
| 5 % | 2 082 | | |
| 5 % | 104 | 4 636 | |
| 5 % | 540 | | |
| 5 % | 84 86 | 7 018 | |
| 5 % | 80 | 8 471 | |
| 5 % | 15 50 | 10 180 | |
| 5 % | 216 | | |

DE REERS. - Pour la première fois depuis trente ans, le numéro mondial du diamant a été contracté de moitié son décaissement. Au titre de l'exercice 1981, la firme sud-africaine a en effet décidé de ramener d'un tiers la distribution : 50 cents par action contre 75 cents l'année précédente. Dans le même temps, son bénéfice net s'est contracté à 628,3 millions de rands contre 818,2 millions en 1980, (1 rand = 6 F).

La situation explique cette dégradation de sa situation par la crise mondiale que connaît le secteur du diamant depuis plusieurs mois et qui s'est traduite, pour de...

Beers, par une diminution en valeur de 42 % de ses ventes totales de diamants bruts pour l'ensemble de l'année 1981.

| VALEURS | Cours | Précédent | Différence |
|---------|---------|-----------|------------|
| Alcatel | 185 | 185 | |
| Alcatel | 145 50 | 145 50 | |
| Alcatel | 234 10 | 234 10 | |
| Alcatel | 307 | 236 | |
| Alcatel | 381 | 282 | |
| Alcatel | 2887 | 2887 | |
| Alcatel | 25 | 15 50 | |
| Alcatel | 15 | 15 | |
| Alcatel | 80 | 80 | |
| Alcatel | 310 | 308 | |
| Alcatel | 308 80 | 308 80 | |
| Alcatel | 306 | 306 | |
| Alcatel | 102 | 100 | |
| Alcatel | 230 200 | 230 | |
| Alcatel | 132 | 132 | |
| Alcatel | 22 40 | 22 40 | |
| Alcatel | 231 | 231 | |
| Alcatel | 42 10 | 41 80 | |
| Alcatel | 25 | 25 | |
| Alcatel | 388 80 | 388 80 | |
| Alcatel | 274 40 | 274 40 | |
| Alcatel | 246 | 246 | |
| Alcatel | 227 10 | 227 10 | |
| Alcatel | 790 | 770 | |
| Alcatel | 51 | 51 | |
| Alcatel | 360 | 363 | |
| Alcatel | 75 | 77 | |
| Alcatel | 240 | 248 00 | |
| Alcatel | 508 | 508 | |
| Alcatel | 134 80 | 134 80 | |
| Alcatel | 173 20 | 174 50 | |
| Alcatel | 180 | 180 | |
| Alcatel | 96 | 96 | |
| Alcatel | 273 | 273 | |
| Alcatel | 50 | 50 | |
| Alcatel | 75 10 | 74 80 | |
| Alcatel | 525 | 522 | |
| Alcatel | 116 | 116 | |
| Alcatel | 482 | 430 | |
| Alcatel | 120 10 | 120 | |
| Alcatel | 135 | 135 | |
| Alcatel | 83 | 83 | |
| Alcatel | 10 | 10 | |
| Alcatel | 18 20 | 18 20 | |
| Alcatel | 100 | 100 | |
| Alcatel | 705 | 705 | |
| Alcatel | 115 | 110 | |
| Alcatel | 84 30 | 85 | |
| Alcatel | 315 | 313 | |
| Alcatel | 225 | 225 | |
| Alcatel | 127 | 127 | |
| Alcatel | 371 | 367 | |
| Alcatel | 328 | 315 | |
| Alcatel | 65 30 | 65 30 | |
| Alcatel | 536 | 536 | |
| Alcatel | 141 50 | 141 50 | |
| Alcatel | 322 | 322 | |
| Alcatel | 134 80 | 134 80 | |
| Alcatel | 140 | 137 | |
| Alcatel | 287 | 287 | |
| Alcatel | 29 80 | 29 80 | |
| Alcatel | 31 20 | 31 20 | |
| Alcatel | 214 | 207 | |
| Alcatel | 339 40 | 340 | |
| Alcatel | 285 | 285 | |
| Alcatel | 102 50 | 99 80 | |
| Alcatel | 835 | 835 | |
| Alcatel | 23 60 | 23 60 | |
| Alcatel | 375 | 370 | |
| Alcatel | 114 | 115 | |
| Alcatel | 140 | 140 | |
| Alcatel | 450 | 428 40 | |

LA VIE DES SOCIÉTÉS

DE REERS. - Pour la première fois depuis trente ans, le numéro mondial du diamant a été contracté de moitié son décaissement. Au titre de l'exercice 1981, la firme sud-africaine a en effet décidé de ramener d'un tiers la distribution : 50 cents par action contre 75 cents l'année précédente. Dans le même temps, son bénéfice net s'est contracté à 628,3 millions de rands contre 818,2 millions en 1980, (1 rand = 6 F).

La situation explique cette dégradation de sa situation par la crise mondiale que connaît le secteur du diamant depuis plusieurs mois et qui s'est traduite, pour de...

Beers, par une diminution en valeur de 42 % de ses ventes totales de diamants bruts pour l'ensemble de l'année 1981.

En dépit de l'absence sur les créneaux de l'après-midi, les importations de l'U.R.S.S. ont atteint un nouveau record. La campagne de l'année...

La relative résistance observée la veille - en dépit d'un indicateur finalement en léger repli - a fait place mardi à une lourde chute de la cote. Le fait que Wall Street soit tombé lundi soir à son plus bas niveau depuis plus de deux ans, a incontestablement pesé sur les cours.

Après son faux pas du début de semaine, qui a lourdement pesé sur l'ensemble des places internationales, le marché new-yorkais a opéré un net redressement, mardi. Les acheteurs ont fait un bon compte en raison des cours actuels (Wall Street était tombé lundi à son plus bas niveau depuis plus de deux ans) l'ont emporté, surtout en fin de séance, sur les ventes motivées par l'incertitude que continuait à manifester nombre d'opérateurs à l'égard de la situation économique américaine.

| VALEURS | Cours | Précédent | Différence |
|---------|-------|-----------|------------|
| 3 % | 24 | 1315 | |
| 5 % | 34 45 | 0 607 | |
| 5 % | 71 | 1 818 | |
| 5 % | 2 082 | | |
| 5 % | 104 | 4 636 | |
| 5 % | 540 | | |
| 5 % | 84 86 | 7 018 | |
| 5 % | 80 | 8 471 | |
| 5 % | 15 50 | 10 180 | |
| 5 % | 216 | | |

LA VIE DES SOCIÉTÉS

DE REERS. - Pour la première fois depuis trente ans, le numéro mondial du diamant a été contracté de moitié son décaissement. Au titre de l'exercice 1981, la firme sud-africaine a en effet décidé de ramener d'un tiers la distribution : 50 cents par action contre 75 cents l'année précédente. Dans le même temps, son bénéfice net s'est contracté à 628,3 millions de rands contre 818,2 millions en 1980, (1 rand = 6 F).

La situation explique cette dégradation de sa situation par la crise mondiale que connaît le secteur du diamant depuis plusieurs mois et qui s'est traduite, pour de...

Beers, par une diminution en valeur de 42 % de ses ventes totales de diamants bruts pour l'ensemble de l'année 1981.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. L'ENA : « L'école des beaux-qualifiés », par Alain Cottu ; « Un monopole à supprimer », par J.-P. Dubout ; « S'adapter aux réalités », par Odon Valet ; « Quelle administration pour quel pouvoir ? », par Bernard Cottin et François Hollands.

ÉTRANGER

4. ASIE
— CHINE : en renouant avec le P.C. français, le P.C. chinois pourrait préparer son retour au sein du mouvement communiste international.

2. AMÉRIQUES
3. PROCHE-ORIENT
4. AFRIQUE
4. DIPLOMATIE

— RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : M. Charles Haughey redéfinirait le rôle du premier ministre dans le parlementaire de l'île gaélique des socialistes.

— ESPAGNE : l'opposition met M. Calvo Sotelo en minorité au Congrès.

POLITIQUE

6-7. LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS CANTONALES : Rhône-Alpes et Champagne-Ardenne.

SOCIÉTÉ

8. Les remous au sein de la police judiciaire parisienne.
9. JUSTICE : le procès, à Tours, d'un diagnostic à distance.
10. ÉDUCATION : achèvement des négociations entre le gouvernement et le Syndicat national des instituteurs.
— RELIGION
— SCIENCES
— Les grandes lignes du projet de loi pour la recherche.

RÉGIONS

11. BRETAGNE : la production de l'abattoir de Guerlesquin bloquée par le conseil d'hygiène des Côtes-du-Nord.
— ÎLE-DE-FRANCE : le premier ministre désigne les responsables des grands projets d'urbanisme.

ARTS ET SPECTACLES

15. Gallipoli, de Peter Weir ; Jane Fonda : « L'Amérique se réveille » cause de la crise. ; « Naissance », de Robert Kramer, sur Antenne 2.
16. A Saint-Denis : le Chant d'Orphée sur le lac d'Orléans.
17. L'Amante anglaise, de Marguerite Duras ; Écrits, de Michel Vinaver ; Gallée, par Marcel Maréchal, à Montreuil ; Joyanne Harville à l'Antenne 2.
18. SÉLECTION ET PROGRAMMES EXPOSITIONS.
24 à 28. PROGRAMMES SPECTACLES.
19 à 22. SUPPLÉMENT RADIO-TÉLÉVISION : programmes de 12 à 18 mars ; R.M.C. neuf mois après ; les arts sur Antenne 2 ; VU : Gueule d'amour.
28. LETTRES : les mesures en faveur du livre.

ÉCONOMIE

32. LA PRÉPARATION DES LOIS DE FINANCE DANS LA C.E.E.
33. AFFAIRES : M. Boyssacien démissionne président de Thomson.
34-35. SOCIAL
— « Les politiques sociales du pouvoir » (III), par Dominique Pouchin.
— La préparation des élections professionnelles aux usines Talbot de France.
36. AGRICULTURE

RADIOTÉLÉVISION
(19 à 23)
INFORMATIONS
SERVICES (14) :
Tourisme ; Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.
Annonces classées (29 à 31) ; Carnet (13) ; Programmes spectacles (24 à 28) ; Bourse (37).

● Du basalte fondu à la surface de Vénus. — Les données transmises par les modules de descente des sondes soviétiques Venera-13 et Venera-14, qui se sont posées la semaine dernière à la surface de Vénus, montrent qu'une couche très ancienne de basalte fondu couvre près de 80 à 70 % de la surface de la planète, ont indiqué, mardi 9 mars, à Moscou, des scientifiques responsables de l'opération, rapporte l'agence Tass.

Le numéro du « Monde » daté 10 mars 1982 a été tiré à 530 722 exemplaires.

A B C D E F G

« J'assume pleinement la responsabilité que j'ai prise en retirant l'agrément de M. Lucet » déclare Mme Nicole Questiaux

Dans un communiqué publié à Paris, dans la matinée du 10 mars, Mme Nicole Questiaux a précisé sa position sur le fond de l'affaire Lucet. « En tant que ministre de la Solidarité nationale, responsable de la gestion d'un grand service public, la Sécurité sociale, je suis amenée à accomplir certaines actes d'autorité. Telle est ma responsabilité. Je le fais dans l'intérêt du service public et de sa bonne marche. Je ne suis pas excommuniée plus tôt dans l'affaire de Marseille malgré les attaques dont j'ai été l'objet, par dénonciation et respect de la loi. Je déplore profondément ce drame.

« Je tiens cependant à dire que j'assume pleinement la responsabilité que j'ai prise en retirant l'agrément de M. Lucet en raison de sa manière de servir et sur la base d'un rapport parfaitement explicite de l'inspection générale des affaires sociales. M. Lucet a pu expliquer et ses réponses ne m'ont pas convaincu. L'occupation de la caisse par ses partisans et par le directeur pourrait suspendre de ses fonctions ne pouvant être admises. Ces faits ont rendu inévitable le retrait de l'agrément de M. Lucet auquel j'ai procédé, le 2 mars. J'ajoute que ce retrait n'empêche nullement une nouvelle affectation pour M. Lucet qui devra être reçu à mon cabinet le 6 mars.

« Je comprends l'émotion. Je ne puis accepter l'exploitation sans scrupules qui en a été faite pour des motifs politiques évidents, à l'encontre de Mme Questiaux. Elle n'atteint pas la sérénité et la volonté de progrès du service public de la Sécurité sociale que je défendrais en toute circonstance.

(Lire également page 35.)

Le renouvellement du conseil de l'Ordre

LES ARCHITECTES PARTISANS DU DIALOGUE AVEC LES POUVOIRS PUBLICS EMPORTENT TOUTS LES SIÈGES

Les élections pour le renouvellement de quatre sièges (sur vingt-quatre) du conseil national de l'Ordre des architectes ont eu lieu le 9 mars.

Quatre-vingt-cinq candidats indisciplinés, deux listes étaient en présence. La liste soutenue par l'actuel président du conseil national, M. Alain Gillot, sous le nom d'Union pour l'architecture défendait l'existence d'une profession organisée et indépendante et se déclarait prête à une « confrontation » avec les pouvoirs publics. La plateforme des responsables régionaux prônait, au contraire, « le dialogue » avec le gouvernement et l'établissement de rapports nouveaux avec les régions et les syndicats. Les quatre candidats de cette liste ont tous été élus. Le taux de participation des électeurs a été de 85 %.

C'est donc une victoire complète des opposants à la politique menée, jusqu'ici, par l'actuel président du conseil national, M. Alain Gillot, qui ne soit pas officiellement en jeu. M. Jean-Pierre Dumont, directeur de l'architecture avait confirmé le 15 février dernier que la suppression de l'Ordre des architectes était inscrite dans un projet de loi présenté à l'automne au Parlement. Les quatre élus de la liste plate-forme des responsables régionaux sont : M. René Dominique Alet, Yves Alexandre, Claude Amann, Jacques Benoit, Anthony Bechu, Emmanuel Bernard Bernadac, Thierry de la Brosse, Jean-Claude Bréchet, Jean-René Kysanovic, Claude Joubert, Gilles Lescuyer, François Moreau, Charles Rambert, Jacques Vissière. Ce dernier avait démissionné il y a un an du conseil.

NOUVELLES BRÈVES

● La prolongation de la chasse aux primes : le décret de M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, d'autoriser la prolongation de la chasse aux primes jusqu'au 31 mars (voir le Monde du 7 mars). La Fédération des sociétés de protection de la nature rappelle dans un communiqué que seul un arrêté ministériel peut légaliser cette mesure. Cet arrêté n'ayant toujours pas été pris, ceux qui l'ont été par les préfets sont illégaux. La Fédération a donc lancé l'intention des chasseurs soucieux de respecter la loi sur le fait qu'ils se trouvent en infraction s'ils chassent la grise.

● Les personnels du Théâtre national de Châtelet, qui ont défilé le 2 mars, ont décidé le 9 mars pour appuyer des revendications salariales, doivent se réunir à nouveau ce mercredi 10 à 15 h, afin de décider la poursuite de la grève ou la reprise du travail. Pour tout renseignement, les spectateurs peuvent téléphoner à partir de 17 h au 70-96-80.

TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

EXPOSITION ET VENTE

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

37 Av. de la République PARIS 11

Mme Parmentier - Parking assuré

Tél. 357.45.35

L'ACHAT GRATUIT TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

Avant leur rencontre avec M. Filloud

Les syndicats de l'audiovisuel expriment leur désaccord sur la future réforme

Les syndicats de l'audiovisuel seront réunis dans la matinée du jeudi 11 mars par M. Georges Filloud, ministre de la communication. Après quatre jours de délibérations, de réunions syndicales et inter-syndicales, ils ont remis le 9 mars, comme il était convenu, textes, notes, propositions et contre-propositions concernant le projet de loi sur la réforme de l'audiovisuel dont le ministre avait exposé au « avant-première » les grandes lignes le 4 mars.

Pour les syndicats, la question est désormais la suivante : le gouvernement tiendra-t-il compte ou non de leurs critiques dont certaines sont en contradiction totale avec les choix du gouvernement (le Monde du 8 mars) ? Rien n'a transpiré du comité interministériel réuni le 9 mars, qui devait procéder aux derniers arbitrages sur la future loi. Il est probable que les analyses syndicales y ont été étudiées avec une certaine attention. Ne serait-ce que pour mesurer l'ampleur des désaccords. Et des conflits possibles. Ne sachant quelle réponse ils allaient obtenir, un certain nombre de syndicats (les syndicats de techniciens et de journalistes C.F.D.T., le syndicat national de radio-télévision S.N.R.T.-C.G.T. et le S.N.J.) ont indiqué qu'ils déposeraient un préavis de grève si leurs revendications n'étaient pas prises en compte. Sont-ils prêts à une deuxième grève générale ?

Pour le syndicat Force Ouvrière (F.O.), le désaccord porte sur la haute autorité, sur le conseil national de la communication audiovisuelle et sur les nouvelles structures. F.O. considère que la composition de la haute autorité, dans la mesure où ce sont des forces politiques qui la composent, n'offre pas de garantie réelle d'indépendance. Il s'interroge aussi sur les moyens donnés à cette haute autorité pour accomplir sa mission. F.O. relève le « paradoxe » qui consiste à affaiblir les structures (en les dispersant) au moment où le secteur privé se développe. L'insécurité de cette politique de décentralisation et de présence à l'étranger, alors que les crédits restent insuffisants. Il réclame, en outre, une véritable coordination entre la production et la programmation, une sorte de « holding », ou du moins un « plan de charge » entre la production et la programmation. F.O., qui prend acte du maintien de l'INA, pose également une question sur la diffusion du secteur international. Puis il demande qu'un « service central » soit maintenu entre les télévisions régionales, en se déclarant prêt à faire partie de la création d'une société autonome pour l'Europe.

La C.G.T. et la C.F.D.T., qui ont remis un texte commun, sont eux aussi hostiles à la haute autorité, favorable à une « instance de coordination », (avec un conseil d'administration composé de parlementaires, de représentants du personnel et des usagers). La C.G.T. et la C.F.D.T., qui se défendent de vouloir reconstruire l'O.R.T.F., souhaitent des regroupements — celui de T.F.1, de A.2 et de la S.F.P. — et voudraient que T.D.F. (sous la tutelle des P.T.T.) et sur lequel le gouvernement actuel n'a pas encore tranché et que le service de la redondance (radio-télévision, journaux) soit au sein du service public de radio-télévision. Beaucoup de divergences, en effet. — C.H.

8 jours en islande

à partir de : **5000 F**

Paris-Paris

Agrépa

42, rue Étienne-Marcel (2^e)

508.81.50

UN CHOIX ESSENTIEL : L'ENCEINTE ACOUSTIQUE

elipson

la perfection du son

1 rue Froide 92230 BAGNEUX

La magie du **BYBLOS**

"On croirait un vrai village"

"C'est un luxueux palace"

à **ST-TROPEZ**

PHONE (04) 92 00 04 - 1746 470 225

BAC — REVISIONS

2 CENTRES : SARI & TOP-MATH - Tel. 720-36-80

GRATUIT FESTIVAL DU SON

Les conseils qu'il est indispensable de connaître avant de choisir les enceintes HI-FI qui transformeront votre chaîne.

Ce document sera offert au stand 2

ELIPSON

Festival du son : stand 124 - niv. 1

RAYMONDE LESCUR

présente

Femmes Barberrys-Hommes

Collections Printemps

Centre Maine-Montparnasse Paris

VENTE A VERSAILLES

ART AFRICAIN ET PRÉCOLONIAL

ART NOUVEAU

Nombresuses pièces de verre, nombreuses céramiques par Emilio GALLE

TRES BEAUX MEUBLES par GALLE et MAJORELLE

BOUCS, FAÏENCES et PORCELAINES EUROPEENNES

Pendules, glaces, appliques, candélabres

SIÈGES et MEUBLES des époques et styles Louis XV, Louis XVI et Empire

A VERSAILLES - 5, rue Fauroux

DOMINIQUE 14 MARS 1982 à 14 h

M. BLANCHET, commissaire-priseur - Tél. (01) 850-45-06 - assisté de MM. LANGLOIS, MOREAU-GORARD, exp. à Paris

Expo : vendredi et samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS CANTONALES

M. Mauroy : il y a trop d'opérations

De notre correspondant

Valence. — M. Pierre Mauroy, qui était venu mardi soir 9 mars à Grange-Valence pour soutenir les dix-sept candidats ardéchois du P.S. à comparer le septennat de M. Mitterrand à une « pièce classique en quatre actes » : « Le premier acte de cette pièce, a-t-il déclaré, s'est joué entre juin 1981 et mars 1982, lorsqu'il a fallu planter le décor et construire le socle du changement. Dans le deuxième acte, qui ira de mars 1982 aux élections municipales de 1983, le changement prendra tous ses contours. Le troisième acte, qui se terminera pour les élections législatives de juin 1986, les cent dix propositions du programme de la gauche seront appliquées. Un nouveau pacte devra être passé entre la gauche et le pouvoir et un nouveau pacte au sein de la gauche. Enfin, le quatrième acte sera l'élection présidentielle de 1988.

Décontracté et maniant un humour plein d'assurance, le premier ministre, après avoir égrené le beco de justifier sa présence permanente dans la campagne électorale par « une certaine façon

de gouverner », a repoussé avec une certaine hauteur les « scandales qui gonflent et créent comme des bulles de savon » : « L'opposition se contente d'utiliser les méconnaissances catégoriques qu'elle exploite à son profit, a-t-il souligné. Au contraire, elle tente de faire une opportunité politique. Il y a trop d'opérations (...) ici ou là. Mais rassurez-vous, le gouvernement est là. Voyez comment le ministre de l'Intérieur a réglé rapidement les problèmes qui sont de son ressort ! »

(Lire également pages 6 et 7.)

M. MARCHEAUX : nous aurions accepté plus de portefeuilles.

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., s'est rendu mardi soir 9 mars à Tulle (Corrèze), pour apporter son soutien aux candidats de son parti aux élections cantonales. Après avoir souligné le « paradoxe » du conseil général de la Corrèze, dont « le président est un homme de droite (M. Georges Debat, app. R.P.R.) alors que la majorité des électeurs du P.C.F. est à gauche », M. Marchais s'est surtout adressé aux jeunes et à ceux qui apportent traditionnellement leur soutien au P.C.F., et qui avaient choisi le « vote utile » lors des dernières élections présidentielles et législatives. Rappelant le rôle du parti communiste au sein du gouvernement, il a indiqué : « Je peux vous dire en confiance que si le président de la République nous avait proposé plus de portefeuilles nous les aurions acceptés.

● Le siège de la Fédération du parti communiste du Puy-de-Dôme, situé dans la banlieue nord de Clermont-Ferrand, a subi d'importants dégâts, dans la nuit de lundi 8 à mardi 9 mars, à la suite de jets de pierres. Souffrant de « caractères politiques évidents » de cette « agression », la Fédération du P.C.F. a notamment indiqué : « C'est par intolérance et racisme antisocialiste que ces quelques commandos — fortement tolérés — veulent créer un climat de haine ».

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

TELEVISIONS PRIX FABULEUX

- Magnifiques TV N.B. 1500 F
- Magnifiques TV couleur P. 1800 F
- Magnifiques TV couleur P. 2500 F

Répares des appareils électroménagers

Garantie 3 ans pièces et main d'œuvre jusqu'à 5 ans

Tél. 681-48-92 (10 lignes de téléphone)

ventes dans les 5^e, 6^e, 7^e, 8^e, 15^e, 16^e arrondissements

Régie Presse le Monde

Tél : 296.15.01

EXPRESS Orale

MAÎTRISE DE SOI

documentation sans engagement

COURS LE FEAL

387 25 00

23, rue des Dames Paris 7^e

RAYMONDE LESCUR

présente

Femmes Barberrys-Hommes

Collections Printemps

Centre Maine-Montparnasse Paris

VENTE A VERSAILLES

ART AFRICAIN ET PRÉCOLONIAL

ART NOUVEAU

Nombresuses pièces de verre, nombreuses céramiques par Emilio GALLE

TRES BEAUX MEUBLES par GALLE et MAJORELLE

BOUCS, FAÏENCES et PORCELAINES EUROPEENNES

Pendules, glaces, appliques, candélabres

SIÈGES et MEUBLES des époques et styles Louis XV, Louis XVI et Empire

A VERSAILLES - 5, rue Fauroux

DOMINIQUE 14 MARS 1982 à 14 h

M. BLANCHET, commissaire-priseur - Tél. (01) 850-45-06 - assisté de MM. LANGLOIS, MOREAU-GORARD, exp. à Paris

Expo : vendredi et samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h

M. JEAN POPEREN CONTESTE QUE L'OPPOSITION PUISSE SE POSER EN DÉFENSEUR DE LA LIBERTÉ.

M. Jean Popereen, membre du secrétariat national du P.S., a vivement critiqué mardi 9 mars, au cours d'une conférence de presse le comportement de l'opposition. Le numéro deux du P.S. a en effet dénoncé la « fausseté » de cette opposition qui consiste, selon lui, à « embrigader certaines catégories telles que les petits paysans ou les petits propriétaires derrière quelques privilèges alors que ces mêmes catégories sont intéressées au changement ». Le député du Rhône a, en outre, dénoncé le fait que l'opposition « se pose en défenseur de la liberté ». Après avoir jugé que la liberté défendue par cette opposition est principalement « la liberté d'exporter les capitaux », M. Popereen a déclaré : « Lorsque la droite n'a plus le pouvoir, elle ne joue plus le jeu. C'est en partie, car on ne s'en rend pas compte que le parti socialiste, parti des droits de l'homme, pourrait être attentif à ces libertés dont les gardiens seraient les descendants de la tradition bonapartiste, sans parler des socialistes ».

M. BERNARD PONS (R.P.R.) : nous marchons sur la tête.

M. René Monory, ancien ministre de l'économie du gouvernement Barre, sénateur (union centriste) de la Vienne, a estimé, mardi 9 mars, au micro d'Antenne 2, que les élections cantonales vont « terriblement baisser » les élections cantonales. « Il a ajouté : « Nous sommes en train de vivre la période d'histoire la plus inquiétante depuis quarante ans ».

Le même thème a été développé le même jour à Lille par M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., qui a affirmé que « les électeurs allaient donner un coup d'arrêt à la politique actuelle car les Français qui, en toute bonne foi, ont voté en mai pour le changement, ne souhaitent pas de changement — là — ». M. Pons a également assuré : « Un processus de dégradation est en cours non seulement sur le plan économique mais aussi sur le plan politique, du sein de la majorité. Tout s'en va en tous sens. Nous marchons sur la tête ».

Quant à M. Jacques Tonbon, député R.P.R. de Paris, prenant la parole à Issoudun, il a évoqué « les affaires qui partent dans les jambes du gouvernement comme des pierres de 14 juillet » et dénoncé « l'influence prépondérante de certains syndicats politiques qui entament gravement l'autorité du gouvernement ».

● La Fédération des républicains de progrès (gauche de gauche) que préside M. Pierre Dabedies, ancien député (App. P.S.) de Paris, lance un appel à « voter pour les candidats présents ou soutenus par les républicains de gauche et, dans les autres cantons, pour les candidats du parti socialiste, sous réserve de situations locales justifiant le choix d'un autre candidat de la majorité ».

EXPRESS Orale

MAÎTRISE DE SOI

documentation sans engagement

COURS LE FEAL

387 25 00

23, rue des Dames Paris 7^e

RAYMONDE LESCUR

présente

Femmes Barberrys-Hommes

Collections Printemps

Centre Maine-Montparnasse Paris

VENTE A VERSAILLES

ART AFRICAIN ET PRÉCOLONIAL

ART NOUVEAU

Nombresuses pièces de verre, nombreuses céramiques par Emilio GALLE

TRES BEAUX MEUBLES par GALLE et MAJORELLE

BOUCS, FAÏENCES et PORCELAINES EUROPEENNES

Pendules, glaces, appliques, candélabres

SIÈGES et MEUBLES des époques et styles Louis XV, Louis XVI et Empire

A VERSAILLES - 5, rue Fauroux

DOMINIQUE 14 MARS 1982 à 14 h

M. BLANCHET, commissaire-priseur - Tél. (01) 850-45-06 - assisté de MM. LANGLOIS, MOREAU-GORARD, exp. à Paris

Expo : vendredi et samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h